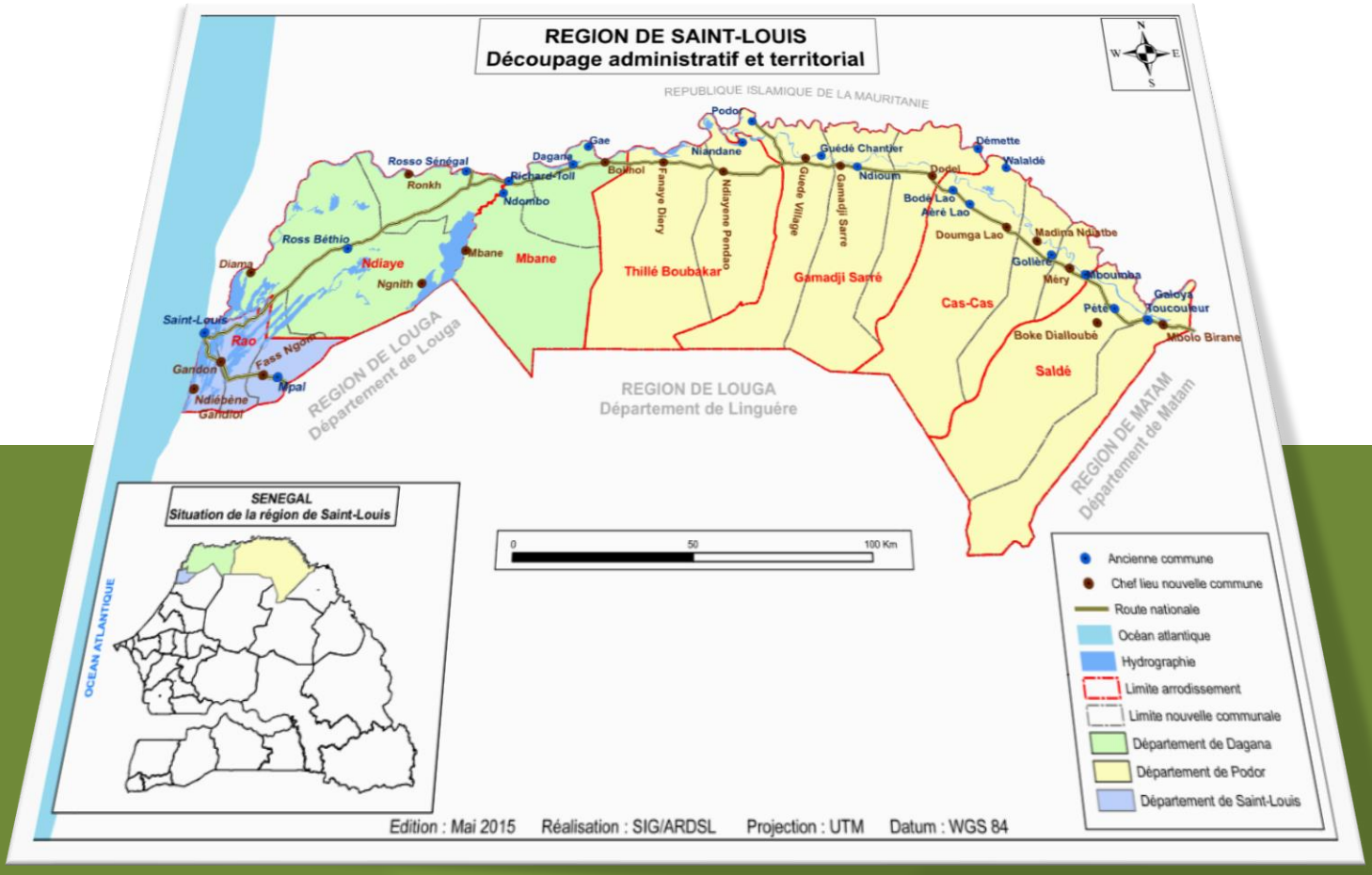
REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple-Un But-Une Foi
((((((((((()))))))))))
REGION DE SAINT-LOUIS
((((((((((()))))))))))
GOUVERNANCE
((((((((((()))))))))))

RAPPORT DE LA CONFERENCE TERRITORIALE

DE LA REGION DE SAINT-LOUIS



OCTOBRE 2018

SOMMAIRE

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION
2. PRESENTATION GENERALE DE LA REGION
3. SUIVI DES RECOMMANDATIONS DE LA CONFERENCE TERRITORIALE 2017
4. REVUE GENERALE DES ENGAGEMENTS DU CONSEIL DES MINISTRES DELOCALISE
   - 4.1. Mesures dont le montant du financement est connu au niveau régional
   - 4.2. Mesures dont le montant du financement n'est pas connu au niveau de la région
5. REVUE GENERALE DES PROGRAMMES ET PROJETS D'INVESTISSEMENT EN COURS OU ENVISAGES
   - 5.1. Revue des programmes et projets de l'Etat
   - 5.2. Revue des programmes et projets des collectivités territoriales
6. REVUE GENERALE DES PROJETS ACHEVES
   - 6.1. Revue des projets achevés de l'Etat
   - 6.2. Revue des projets achevés des collectivités territoriales
7. REVUE DES INTERVENTIONS DES ONG
8. SYNTHESE DES DIFFICULTES ET RECOMMANDATIONS



SIGLES	DEFINITIONS
3 FPT	Fonds de Financement de la Formation Professionnelle et Technique
AACID	Agence Andalouse de Coopération Internationale pour le Développement
ADC	Agence de Développement Communal
ADM	Agence de Développement Municipal
AECID	Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement
AFD	Agence Française de Développement
AGEROUTE	Agence des Travaux et de Gestion des Routes
AGETIP	Agence d'Exécution des Travaux d'Intérêt Public
ANPEJ	Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes
APTE	Association pour la Promotion des Techniques Ecologiques
ARAA	Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation
ARD	Agence Régionale de Développement
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BCI	Budget Consolidé d'investissement
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
CDY	Conseil Départemental des Yvelines
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
COMASEL	Compagnie Maroco-Sénégalaise de l'Electricité
DIEM	Direction des Infrastructures, des Equipements et de la Maintenance
FECL	Fonds d'Equipement des Collectivités Locales
FECT	Fonds d'Equipement des Collectivités Territoriales
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
FERA	Fonds d'Entretien Routier Autonome
GDS	Grands Domaines du Sénégal
LUX DEV	Coopération Luxembourgeoise pour le Développement
MSAS	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale
ODCAV	Organisation Départementale de Coordination des Activités de Vacances
OFID	Fonds de l'OPEP pour le développement international
OFOR	Office des Forages Ruraux
OMVS	Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal
ONFP	Office Nationale de la Formation Professionnelle
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAEMS	Projet d'Accès à l'Eau et à l'Assainissement en Milieu Scolaire
PAP	Plan d'Actions Prioritaires
PASAEL	Programme d'Appui à la Sécurité Alimentaire et à l'Elevage
PASER	Projets d'Actions Stratégiques de l'Etat dans les Régions
PDT	Programme de Développement Touristique
PNDL	Programme National de Développement Local
PNLB	Parc National de la Langue de Barbarie
PNLP	Programme National de Lutte contre le Paludisme
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PRACAS	Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise
PROMOVILLES	Programme de Modernisation des villes

PSDAR	Projet de Soutien au Développement Agricole et Rural à travers la formation et la promotion
PSE	Plan Sénégal Emergent
PTIP	Programme triennal d'investissements publics
PUDC	Programme d'Urgence pour le Développement Communautaire
PUMA	Programme d'Urgence de Modernisation des Axes et territoires frontaliers
SEFS	Sciences de l'Education, de la Formation et du Sport
SEG	Sciences Economiques et de Gestion
SERRP	Projet de Relèvement d'Urgence et de Résilience à Saint-Louis
SIDRU	Syndicat intercommunal pour la destruction des rejets urbains
SRAJ	Santé de la Reproduction des Adolescents et des Jeunes
STD	Services Techniques Déconcentrés
UE	Union Européenne
UFR	Unité de Formation et de Recherche
UGB	Université Gaston Berger
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance
WWF	Fonds mondial pour la nature

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Dans son ambition de territorialiser les politiques publiques à travers l'acte 3 de la décentralisation, Son Excellence, Monsieur le Président de la République a initié la tenue de conseils des Ministres délocalisés dans toutes les régions du pays.

C'est ainsi que s'est tenu, le 07 juin 2012, le premier conseil des Ministres délocalisé de Saint-Louis qui a été un moment historique et un cadre programmatique d'investissements publics d'un montant de 306,7 milliards FCFA au profit de la région. Cette rencontre a permis d'identifier des programmes et projets phares chiffrés et capables d'impulser l'émergence de la Région. Les engagements publics retenus avec la participation consciente des acteurs de développement de la région constituent une composante essentielle de l'opérationnalisation de la vision du Président de la République déclinée dans le Plan Sénégal Emergeant (PSE) qui représente, depuis son avènement en 2013, le seul cadre de référence national en matière de développement économique et social.

A travers son Plan d'Actions Prioritaires (PAP) 2014–2018, le PSE est mis en œuvre par l'Etat, ses services déconcentrés et les collectivités territoriales, appuyés par le privé avec comme objectif le développement de tous les secteurs de la vie politique, économique et sociale du pays, dans un cadre cohérent d'aménagement dynamique des territoires.

La réalisation de cette ambition repose sur un important programme d'investissements dans les secteurs porteurs identifiés au niveau des différentes collectivités territoriales investies d'importantes missions dans le cadre de la mise en œuvre de l'Acte III de la décentralisation et de la territorialisation des politiques publiques.

Cette approche territoriale du développement induit, inévitablement, la conciliation d'exigences d'une politique nationale homogène en phase avec les réalités locales et la création d'entités territoriales fortes et viables dans le cadre d'un Etat unitaire.

Dans cette logique, le suivi de l'exécution des programmes et projets déclinés en Projets d'Actions Stratégiques de l'Etat dans les Régions (PASER) a fait l'objet d'un rapport régional qui établit leur situation ainsi que les fortes recommandations que requiert cette dernière.

Pour mieux apprécier l'évolution de ces programmes et projets à l'échelle nationale, le Président de la République a instruit le Gouvernement, de procéder à l'évaluation de l'ensemble des engagements publics et des programmes prioritaires

.

C'est dans cette logique qu'il a demandé, depuis 2016, à chaque Gouverneur de Région d'organiser chaque année une conférence territoriale d'évaluation de l'exécution des politiques publiques dans sa circonscription afin d'asseoir durablement un développement territorial rationnel et équitable. La tenue des conférences territoriales offre aux différents acteurs et partenaires au développement un cadre approprié de consolidation et de mutualisation des

programmes et projets prioritaires d'investissements publics prévus ou en cours d'exécution dans les régions.

Cette troisième conférence territoriale comporte deux innovations majeures :

- D'abord, elle a été organisée selon un processus participatif et itératif dans la mesure où elle a fait l'objet de rapports au niveau arrondissement départemental et régional ;
- Ensuite, contrairement aux deux précédentes éditions, les réalisations des Collectivités territoriales et Organisations Non Gouvernementales sont évaluées dans le cadre de cette conférence territoriale.

L'objectif de cette conférence territoriale consiste à faire le suivi et l'évaluation des réalisations exécutées ou envisagées dans toutes les localités du territoire régional, qu'ils s'agissent des programmes et projets portés notamment par l'Etat, les Collectivités territoriales, les partenaires privés ou d'actions entreprises par les Organisations Non Gouvernementales (ONG).

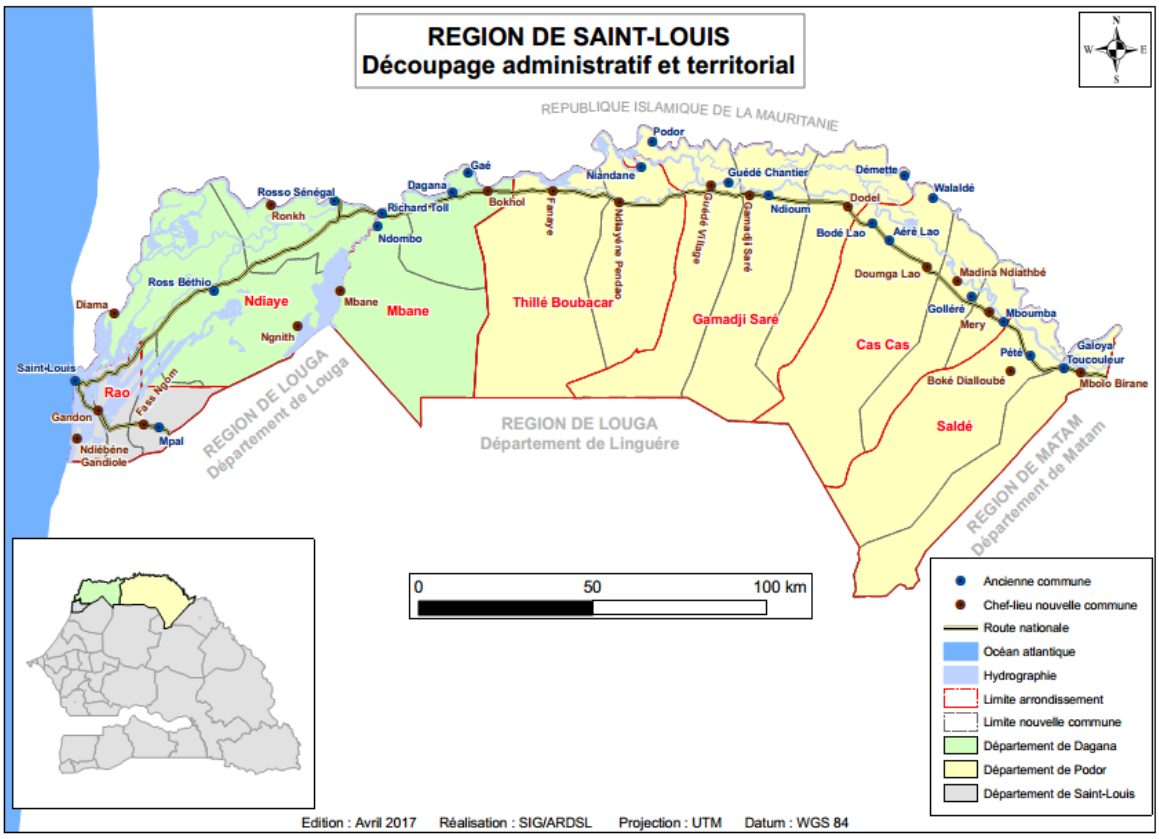
Dès lors, il s'agira, dans ce rapport de synthèse, d'(e) :

- Évaluer les conclusions de la conférence territoriale de 2017 ;
- Actualiser l'état de mise en œuvre des programmes prioritaires d'investissements publics régionaux ;
- Évaluer l'état d'exécution des engagements pris par l'Etat lors du conseil des Ministres délocalisé ;
- Examiner les nouveaux projets de l'Etat, des collectivités territoriales et des partenaires techniques et financiers ;
- Évaluer l'intervention des ONG dans la région et leur impact dans le développement territorial ;
- Faire des propositions de recommandations pour la levée des contraintes à la réalisation de certains projets, l'équilibre et la cohérence des interventions au niveau territorial ;
- Mettre en exergue les projets achevés.

2. PRESENTATION GENERALE DE LA REGION

Située dans la partie septentrionale du Sénégal, la région de Saint-Louis couvre une superficie de 19 034 km², soit environ 10% du territoire national.
Au plan de l'organisation administrative, la région comprend trois (3) départements et sept (7) arrondissements. Ce découpage qui découle de la loi n°2002-02 du 15 Février 2002 consacre la division de l'ancienne région de Saint-Louis en deux entités administratives distinctes que sont les régions de Saint-Louis et Matam.
Depuis la dernière réforme intervenue en 2013, appelée Acte 3 de la Décentralisation, la région compte désormais 41 collectivités territoriales dont 3 départements et 38 communes.

Carte 1 : Découpage administratif et territorial



1.1.MILIEU PHYSIQUE

1.1.1. CLIMAT

Le climat, essentiellement de type sahélien, est caractérisé par des alizés continentaux chauds et secs, avec des températures généralement élevées, particulièrement dans le département de Podor.
Sur le plan de la pluviométrie, la région se situe entre les isohyètes 200 et 500 mm avec de grandes variabilités. L'hivernage dure en moyenne 2 à 3 mois avec un cumul dépassant rarement 30 jours de pluies.
L'insolation reste très importante dans la vallée et le Jeeri avec une durée moyenne journalière de 8 à 9 heures, soit près de 3 000 heures d'ensoleillement par an. Cela constitue un atout considérable pour le développement de l'énergie solaire dans la région.

1.1.2. ZONES ECO-GEOGRAPHIQUES

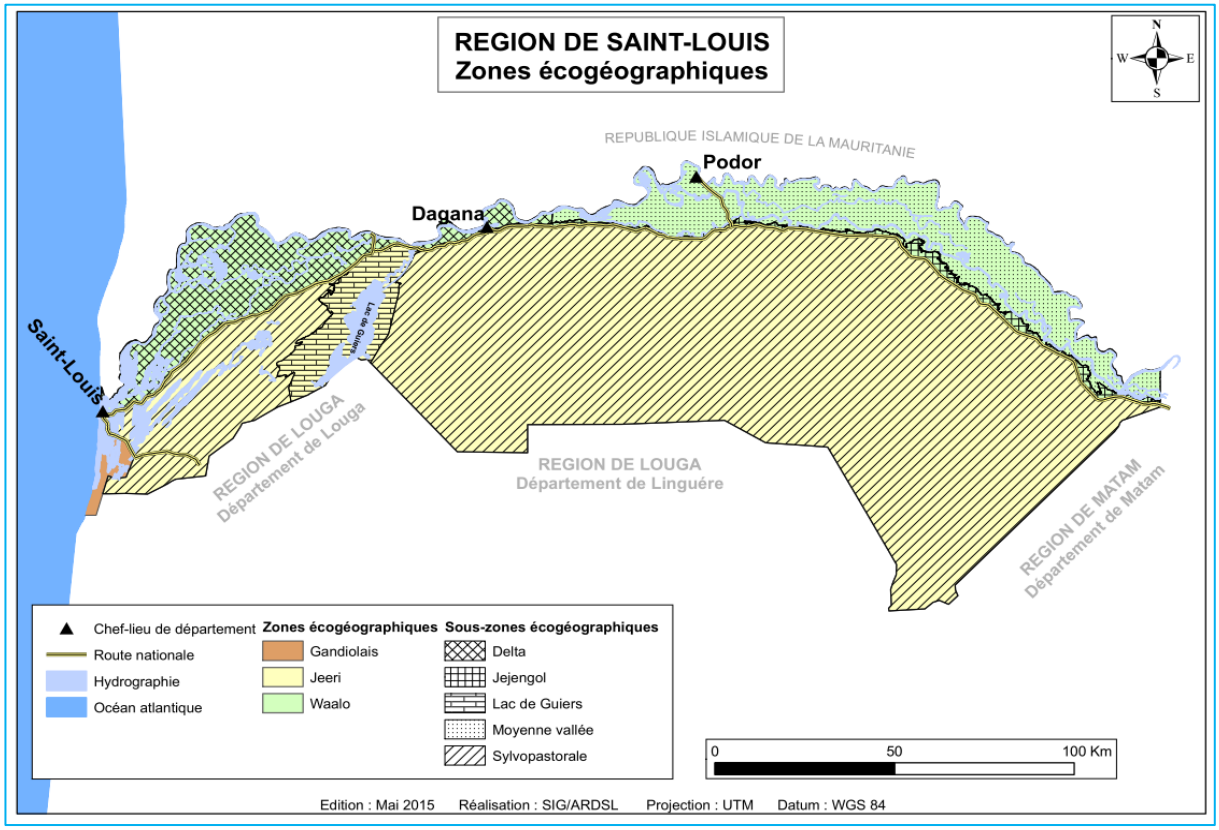
L'espace régional est constitué par trois grandes zones éco-géographiques : le Walo, le Jeeri et le Gandiolais.

La zone du Walo se caractérise par un écosystème humide lié à la présence d'un réseau hydrographique dense. Les formations forestières sont essentiellement constituées de steppes, de savanes boisées, de prairies marécageuses, de mangroves et de tannes.

Concernant la zone du Jeeri, elle se distingue par un climat aride et la présence d'un grand réservoir d'eau douce (lac de Guiers) et de vastes étendues de pâturages naturels.

La zone du Gandiolais quant à elle se caractérise par deux écosystèmes : un deltaïque et un des Niayes.

Carte 2 : Localisation des zones éco-géographiques



1.2.DEMOGRAPHIE

Avec une population estimée en 2017 à 1 009 170 habitants, soit 7% du total national, la densité de la région est de 53 habitants au km². La population est inégalement répartie par département avec 329 190 habitants, soit 33% pour Saint-Louis, 268 347 habitants, soit 27% pour Dagana et 411 633 habitants, soit 41% pour Podor.

Tableau 1 : Répartition de la population par département

Département	Population 2013			Population 2017		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Dagana	124 771	116 924	241 695	138 530	129 817	268 347
Podor	180 976	189 775	370 751	200 933	210 700	411 633
Saint-Louis	147 568	148 928	296 496	163 840	165 350	329 190
Région	**453 315**	**455 627**	**908 942**	**503 303**	**505 867**	**1 009 170**

LA CONFERENCE EN IMAGES



2. Suivi des recommandations de la conférence territoriale de 2017

Recommandations	Niveau d'exécution	Observations
Mettre à la disposition des autorités administratives et locales toutes les informations relatives aux projets et programmes pilotés par le niveau central	Non	Malgré cette recommandation, 19% des projets de l'Etat (Voir matrice) continuent d'être exécutés sans implication suffisante des acteurs territoriaux
Mettre à la disposition des autorités administratives et locales l'annuaire des points focaux et/ou responsables de suivi-évaluation des différents projets, programmes, des ONG et autres structures gérant des données essentielles pour la maitrise de l'information territoriale	En cours	Pour les ONG, il est obligatoire de présenter un rapport trimestriel aux autorités administratives. Cependant pour les points focaux et/ou responsables de suivi-évaluation des différents projets, programmes, le contact est toujours difficile
Renforcer les capacités d'intervention des autorités administratives, locales et des services techniques déconcentrés (moyens logistiques, financiers et humains)	En cours	Quelques actions ont été notées au niveau du renforcement des moyens logistiques. Cependant, les moyens financiers et humains sont encore insuffisants pour suivre tous les programmes et projets régionaux
Renforcer le système d'information géographique adossé à la base de données régionale logée à l'Agence régionale de Développement (démographiques, environnementales, économiques, sociales, infrastructurelles, …)	En cours	Des efforts sont en train d'être faits pour le renforcement de la base de données régionale
Décentraliser le budget consolidé d'investissement (BCI) pour une mobilisation plus efficace des ressources	En cours	Des réformes sont votées pour concrétiser cette recommandation mais la mise en œuvre tarde encore
Assurer le financement de l'organisation semestrielle des conférences territoriales	En cours	Des moyens financiers ont été dégagés mais la conférence reste encore annuelle
Assurer un meilleur accompagnement des promoteurs publics et privés à l'échelle de la région	En cours	Des initiatives sont notées dans le département de Dagana avec 2 partenariats gagnant-gagnant dans les domaines de l'agriculture et l'élevage. Existence de la plateforme de l'investissement
Redéfinir une nouvelle planification pour prendre en charge les nouveaux défis et besoins des collectivités territoriales	Oui	Avec l'élaboration du PTIP 2019-2023 du PSE et des nouveaux documents de planification, les collectivités territoriales ont redéfini leurs priorités de développement
Renforcer et responsabiliser davantage les STD dans la planification, l'exécution et le suivi des programmes et projets exécutés par des agences et offices	En cours	Malgré une responsabilisation dans leur planification, les programmes et projets sont toujours exécutés sans une forte implication des STD

Prolonger l'échéance de mise en œuvre du PDT afin de laisser plus de temps à la réalisation des études et travaux	Oui	Avec le changement du maitre d'ouvrage (APIX), l'échéance du PDT a été prolongée. Des discussions sont en cours pour trouver la meilleure formule pour démarrer et accélérer les composantes en retard
Veiller à l'actualisation biannuelle de l'agenda culturel	Oui	L'agenda culturel est réactualisé tous les ans
Impliquer les collectivités locales dans la mise en œuvre de l'agenda culturel	Non	Les collectivités territoriales ne sont pas impliquées
Lever les difficultés de payement avec l'opérateur Orange (Bourses de sécurité familiale)	Non	Les mêmes difficultés persistent en milieu rural dans le département de Dagana
Harmoniser les périodes de payement des bourses de sécurité familiale au niveau des différents opérateurs (Poste, Orange)	Non	

Les recommandations formulées lors de la conférence territoriale de 2017 ont été évaluées et ont permis de constater que sur les 14 recommandations, seules 3 ont été totalement exécutées, 7 sont en cours d'exécution et les 4 restantes n'ont toujours pas connu de début d'exécution. Cette situation interpelle les autorités centrales à une prise en compte des recommandations du niveau territorial pour un meilleur suivi des programmes et projets déroulés au niveau régional. La création au niveau régional, à l'image du Bureau Opérationnel de Suivi du PSE, d'une structure légère autour du Gouverneur, en charge du suivi des programmes et projets du PSE exécutés dans la région.

3. Revue générale des engagements du conseil des ministres délocalisé

3.1.Mesures dont le montant du financement est connu au niveau régional

N°	Actions retenues	Structure responsable	Montant demandé	Etat d'avancement 2017	Etat d'avancement 2018	Observations et commentaires
2	Construction du stade de Médine	Ministère des sports	3 200 000 000	100%	100%	Besoin de construction d'une autre tribune au regard de l'importance du public sportif
3	Achèvement du centre de santé de Cas-Cas	Ministère de la santé	1 100 000 000	80%	80%	Le dossier est géré par la DIEM. Le centre est loin d'être achevé. Un financement supplémentaire de 410 000 000 FCFA a été accordé à ce projet. L'appel d'offres des travaux d'achèvement a été lancé et l'ouverture des plis effectuée le 27 juillet 2018
4	Construction des amphithéâtres de l'UGB et équipement de la bibliothèque de l'UGB	Ministère de l'enseignement supérieur	2 654 821 166	100%	100%	Travaux achevés et ouvrages en service
5	Achèvement de la construction du pont de Fanaye	Ministère des Infrastructures et des Transports	5 158 130 094	100%	100%	Travaux achevés et ouvrage en service
6	La mise en œuvre rapide du Projet de Développement Touristique de Saint-Louis conformément à la répartition initiale des ressources et au dispositif institutionnel déjà approuvé avec l'AFD et faisant de la Commune de Saint-Louis, le maître d'ouvrage des composantes « Espaces publics », « déchets des solides », et « Renforcement de capacités ». Toutes les diligences devront effectuées pour la signature de l'accord de financement de ce projet avec l'AFD, avant la fin de l'année	MEF, Ministère du Tourisme et des Transports Aériens, Service Régional du Tourisme	12 606 856 494	22%	22%	Lenteur dans la prise de service et le démarrage des activités de l'APIX (Nouveau Maître d'Ouvrage Délégué) pour la poursuite du programme. Des discussions sont en cours pour trouver la meilleure formule pour démarrer et accélérer les composantes en retard.

8	Accélérer les études et l'évaluation du projet d'appui à la sécurité alimentaire de Podor financé par l'Agence Française de Développement (AIDEP)	Ministère de l'Agriculture	20 900 000 000	100%	100%	Le Projet est en cours d'exécution par la SAED et les nouvelles communes du département
9	Poursuivre et finaliser l'instruction du projet de développement de l'agrobusiness sur financement de la Banque Mondiale (PDIDAS)	Ministère de l'Agriculture	43 000 000 000	30%	30%	Représentant près de 70% du coût global du projet, la réalisation des travaux des infrastructures d'irrigation primaires, secondaires et tertiaires dont certaines en cours d'études permettront en fin 2018 et début 2019 d'améliorer sensiblement le taux de décaissement. Une prorogation de la date de clôture prévue le 31 décembre 2019 a été demandée lors de la revue à mi-parcours.
10	Lancer les Appels d'offres et démarrer le projet d'appui à l'irrigation et à la gestion des ressources naturelles pour la réalisation de l'émissaire du delta et du schéma hydraulique du delta dans le cadre du Millénium Challenge Account (MCA)	MCA	73 000 000 000	100%	100%	Projet terminé depuis le 23/09/2015
11	Finaliser les projets à financer dans le cadre du Programme Indicatif de Coopération (PIC) du Luxembourg sur la période 2012-2016 dans les secteurs de la santé et de l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle	Ministère de la Formation Professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Artisanat (MFPAA)	11 200 505 679	84%	En cours d'exécution	Le Programme SEN028, exécuté essentiellement selon les procédures nationales, concernent 8 régions du pays. Les projets de constructions/réhabilitations du LTAP de Saint-Louis et du CDFP de Podor sont inscrits au résultat Accès élargi. L'entreprise adjudicataire a démarré les travaux du LTAP le 05/05/2016 pour un coût global de 900 000 000. La Sous-estimation des coûts de construction lors de la formulation du projet a entraîné la non disponibilité de fond pour les travaux de construction / réhabilitation du CDFP de Podor

12	Signer avant la fin du mois de juin l'accord de financement pour la réalisation du pont de la Géole financé avec le concours de la coopération autrichienne	Ministère des Infrastructures et des Transports	3 007 140 827	100%	100%	Travaux achevés et ouvrage en service
13	Réaliser la seconde phase du programme de la chaîne de froid, avec le concours de l'Inde (à Dagana, à Podor et à Aéré Lao), l'acquisition de camions frigorifiques neufs et récupération des anciens qui ne répondent plus aux normes.	Ministère de la Pêche	1 350 000 000	En cours d'exécution	En cours d'exécution	Les travaux de construction des complexes frigorifiques ont démarré. Le recensement des camions frigorifiques a été réalisé au niveau de chaque Région. Le Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime est en train d'étudier le mécanisme de financement auprès du Ministère des Finances.
15	Amorcer la mise en œuvre du projet de 10 fermes aquacoles industrielles en cours d'instruction au niveau de la BOAD. Il est attendu du Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes une requête pour une avance de fonds pour le financement de l'étude de faisabilité technico économique et d'impact environnemental et social	Ministère de la Pêche	4 600 000 000	Abandonné	Abandonné	Projet abandonné selon les informations du service des pêches
16	Construire la route Richard Toll-Ndioum et du pont de Ndioum dans le cadre du programme MCA	Ministère des Infrastructures et des Transports	34 356 187 160	100%	100%	
17	Construire la route d'accès Guet Ndar-Hydrobase et l'aménagement du Port Polonais (Dans le cadre du projet de développement touristique)	Ministère des Infrastructures et des Transports	3 464 090 006	34%	98%	Cette mesure est une composante du PDT. L'aménagement du port Polonais a été abandonné au profit du projet de navigation sur le fleuve Sénégal de l'OMVS
19	Réhabilitation du Lycée AmethFall	Ministère de l'Education	238 576 114	100%	100%	Travaux achevés et infrastructure en service

20	Réorganiser le calendrier culturel de la région, en concertation avec le Ministère de la Culture, qui pourrait apporter un meilleur encadrement ainsi qu'un appui à l'organisation des manifestations, en vue d'une optimisation des activités	Ministère de la Culture	4 500 000	100%	100%	L'Agenda a été élaboré et validé. Cependant, il faudrait articuler l'Agenda Culturel Régional à l'Agenda Culturel National avec un portage technique et financier fait par les Ministères en charge de la Culture et du Tourisme
21	Assurer la bonne desserte de Saint Louis par voie aérienne, comme moyen de soutenir son projet touristique et ses activités culturelles et d'évacuation de la production horticole pour l'exportation (Extension de l'aéroport)	Ministère des Infrastructures et des Transports	21 665 411 638	Non effective	En cours d'exécution	Les travaux de réhabilitation et d'extension de l'aéroport de Saint-Louis vont démarrer très prochainement
23	Créer dans la région une réserve naturelle (Parc animalier d'Amboura), à l'image de celle de Bandia	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	500 000 000	En cours d'exécution	30%	500 ha clôturés, 1 forage réalisé, 4 km d'adduction d'eau (grand mare et pop réalisés), 1 enclos intermédiaire de 3 ha, 2 bomas, 2 pare-feux (extérieur et intérieur), 7 km de piste (de la nationale à la réserve), 1 plan d'aménagement validé, plusieurs réunions tenues, introduction d'antilope pour l'année 2018: 05 Sylvicarpre de Grimm, 03 Gazelles dorcas, 02 Hippotragues, 05 Oryx dont une naissance, Forte pression pastorale
24	Elaborer et mettre en œuvre un programme de renforcement de la pêche continentale	Ministère de la Pêche	802 855 000	51%	51%	Réalisation d'une étude de caractérisation de la pêche dans le département de Dagana, Organisation et formation des acteurs de la pêche dans le département de Dagana, Exécution de travaux d'infrastructures de pêches (marché aux poissons de Richard Toll, Aire de transformation de Thiago, mise en place d'enclos communautaires (pisciculture) à Richard Toll, Acquisition de matériels et équipements techniques pour les services d'encadrement technique et les professionnels

						de la pêche dans le département de Dagana, Réalisation étude de faisabilité technique pour la construction d'un débarcadère à Thiago
25	Mobiliser le financement du Plan Directeur d'Assainissement de Saint Louis	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	27 000 000 000	En cours d'exécution	En cours d'exécution	Le Programme de réhabilitation des réseaux et ouvrages d'eaux pluviales, le Programme de renouvellement du réseau de l'Ile à Saint Louis, leProjet Assainissement du quartier de Guet Ndar (ACTING), le Programme d'assainissement des 10 villes, les Opérations d'assainissement à Ndiolofène sud, Diamaguène, Léona et Eaux-Claires, la Densification du réseau d'assainissement de Ndiolofène et l'Assainissement autonome des établissements scolaires(73% du montant global)constituent des contributions dans la mobilisation du financement du PDA de la commune
26	PREFELAG (Projet de Restauration des Fonctions Ecologiques et Economique du lac de Guiers)	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	13 937 000 000	73%	87%	Les travaux d'adduction d'eau potable des localités riveraines du Lac de Guiers, d'aménagement de la grande marre, de Réalisation de postes de commandement et de garde pour la réserve du Ndiael et de reprofilage du marigot de Yéti Yone du Lac de Guiers à la carrière de Thioub dans le Ndiael (16 km) sont exécutés à 100%. Cependant, les travaux de réalisation d'infrastructures de

						protection et de gestion du Ndiael sont exécutés à hauteur de 35%
31	Appuyer la réalisation des projets de développement de la Commune de Saint Louis portant sur la réalisation de logements sociaux, de voiries, d'assainissement, d'éclairage public, d'aménagements urbains, de valorisation du patrimoine culturel, de renforcement des infrastructures sportives, sociales, sanitaires, scolaires et commerciales	MEF, Ministères des Collectivités locales, Culture, Ecologie, Urbanisme, Mairie	23 000 000 000	En cours d'exécution	En cours d'exécution	Aménagement urbain : Route de la Gare sise au marché Sor et la Rue Poudrière, Gestion des ordures ménagères, Eclairage de la boucle de Sor, Eclairage de l'avenue Général De gaulle, Opérations de densification et d'extension du parc d'éclairage public (2 500 nouveau points lumineux), PROMOVILLES
33	Sécurisation du complexe sportif de Diougob	Ministère des sports	200 000 000	Non effective	Abandonné	La parcelle allouée a été affectée au projet de relèvement d'urgence des sinistrés de la Langue de Barbarie

3.2.Mesures dont le montant du financement n'est pas connu au niveau de la région

N°	Actions retenues	Structure responsable	Montant demandé	Etat d'avancement 2017	Etat d'avancement 2018	Observations et commentaires
1	Construction du centre polyvalent de Dagana	Ministère de l'Agriculture	ND	80%	80%	Arrêt des travaux depuis plusieurs années. Une dégradation est notée au niveau des bâtiments déjà construits
7	Définir, dans un délai maximum de 3 mois, des options précises pour la mise en exploitation du Complexe agropole de Mpal	Ministères de l'Agriculture, de l'Elevage et des Finances, en relation avec la Primature	ND	100%	100%	L'Agropole démarre timidement avec les repreneurs. Au niveau de la partie agricole, les activités ont démarré depuis près d'un an et pour la partie élevage, une démonstration d'abattage a été effectuée à l'occasion de la tournée préparatoire de la Tabaski de Madame le Ministre et les activités doivent démarrer incessamment
14	Démarrer le projet de transport multimodal sur le fleuve Sénégal géré par l'OMVS qui prévoit le dragage du chenal du fleuve entre Diama et l'embouchure du fleuve en vue de permettre une plus grande navigabilité du fleuve pour développer la circulation des personnes et des biens dans la région	Ministère des Infrastructures et des Transports	ND	En cours d'exécution	En cours d'exécution	Ce projet a été reconfiguré au profit d'un projet international plus ambitieux géré par l'OMVS d'un montant de 100 milliards. Travaux topographiques, géodésiques et bathymétriques ; connaissance du tracé du chenal naturel ; Balisage sommaire du chenal (112 bouées et 122 amers) ; Elaboration des instructions nautiques ; dragage des quais de Rosso et Podor ; Suivi chenal navigable ; tenue d'un CRD d'information.
18	Construction d'un second hôpital et renforcement des effectifs du personnel des établissements sanitaires de la région	Ministère de la Santé	ND	En cours d'exécution	En cours d'exécution	Négociations en cours pour le second hôpital. Les effectifs du personnel sont passés de 1 024 en 2017 à 1 133 soit 109 prestataires supplémentaires (57 SFE, 34 infirmiers d'état et 18 assistants infirmier) recrutés en partenariat avec la JICA (795 500 000 FCFA pour leur prise en charge)

22	Préparer et mettre en œuvre de nouveaux projets de développement urbains, dans le respect de la réglementation en vigueur et en associant toutes les compétences de l'Administration et des collectivités locales	Ministère de l'Urbanisme	ND	Non effective	51%	Projet d'aménagement de la ZAC de Saint-Louis dont les travaux de la 2ème tranche sont en cours de reprise ; Projet d'aménagement de la ZAC de Richard-Toll dont les assiettes réservées aux syndicats d'enseignants et aux coopératives d'habitat ont été totalement aménagées et les études techniques ont démarré pour la ZAC 2ème génération ; Projet de construction de 25 logements à Ngalléle ; Travaux de réhabilitation du Bloc 16 à l'arrêt
27	Assurer la meilleure prise en charge de la promotion et de la protection des filières tomate et oignon contre les importations	Ministère de l'Agriculture	ND	100%	100%	
28	Améliorer la productivité et la baisse des coûts de production au niveau de la vallée grâce à un recours aux énergies renouvelables	Ministère de l'Agriculture	ND	Aucune information	Non effective	Le programme est élaboré mais les fonds ne sont pas encore disponibles pour la mise en œuvre
29	Assurer l'extension des aménagements hydro agricoles et intensifier la riziculture, en vue de l'atteinte de l'objectif d'autosuffisance alimentaire	Ministère de l'Agriculture	ND	100%	100%	Les superficies emblavées sont passées de 66 251 ha en 2015 à 68 953 ha en 2017 dont 89% en riz.
30	Promouvoir les cultures fourragères dans la région, afin de renforcer la sédentarisation des éleveurs et de leurs troupeaux, en assurant une alimentation adéquate du bétail	Ministère de l'Elevage	ND	100%	100%	
32	Tenue de la Grande Commission mixte avec la République sœur de Mauritanie pour discuter de l'extension du nombre et de la durée des licences de pêche, des questions liées à la transhumance du bétail et à la circulation des personnes et des biens entre les deux pays	Ministère de la Pêche	ND	Non effective	En cours d'exécution	Signature du protocole en juillet 2018. Le démarrage des activités de pêche est prévu entre novembre et décembre 2018 pour un an et 400 licences de pêche

Exécutée **En cours d'exécution** **Non exécutée/abandonnée**

Le volume d'investissements arrêté par le Président de la République pour la région de Saint-Louis, à l'occasion du Conseil des Ministres délocalisé du 07 juin 2012 se chiffre à 306,7 milliards de F CFA pour 33 mesures et concerne l'ensemble des secteurs socio-économiques.
Les travaux préparatoires des conférences territoriales (arrondissements, départements), la complétude des données tant au niveau régional que national ont permis l'élaboration du rapport régional, à l'occasion de la conférence territoriale du 16 octobre 2018, qui a fait ressortir les considérations ci-après :

- sur les 33 mesures retenues, 23 disposent de données financières au niveau régional pour un montant de 306 946 074 178 F CFA dont 293 999 419 689 F CFA ont été mobilisés, soit 96% contre 93% en 2017. Il est constaté que le coût global des mesures dont le montant est connu dépasse l'enveloppe initiale. Cela s'explique par le redimensionnent et/ou la revalorisation de plusieurs mesures telles que l'extension de l'aéroport.

Sur le plan de la mise en œuvre, 13 mesures sont exécutés globalement en 2018, soit le même nombre qu'en 2017. Les 20 mesures restantes sont réparties ainsi qu'il suit :

- dix-sept (17) sont en cours d'exécution contre 14 en 2017, soit 3 mesures ayant démarré en 2018 dont l'extension de l'aéroport, les nouveaux projets de développement urbain et la négociation des licences de pêche avec la République Islamique de Mauritanie. Certaines mesures souffrent encore d'un retard comme le Programme de Développement Touristique dont les activités sont en arrêt du fait des discussions en cours pour trouver la meilleure formule pour démarrer et accélérer les composantes en retard ; la construction des centres polyvalents et l'achèvement du centre de santé de Cas Cas dont les travaux sont en arrêt depuis plusieurs années. Cependant pour le centre de santé de Cas Cas, les travaux vont redémarrer incessamment.
- une (01) mesure n'est pas encore exécutée contre 4 en 2017. Cette mesure, consistant à améliorer la productivité et la baisse des coûts de production à travers la solarisation des ouvrages hydroagricoles, permettra d'améliorer le revenu des producteurs agricoles de la région.
- deux (02) mesures ont été abandonnées dont le projet des 10 fermes aquacoles et la sécurisation du complexe sportif de Djougob dont le site a été affecté au Projet de Relèvement d'Urgence et de Résilience de Saint-Louis (SERRP), destiné à reloger les populations sinistrées de la Langue de Barbarie.

Certaines difficultés ont été rencontrées dans la collecte des informations. Il s'agit principalement de :

- l'indisponibilité de données financières pour certaines mesures gérées au niveau central ;
- l'insuffisance de moyens logistiques et financiers pour un suivi régulier des mesures gérées par le niveau central
- l'insuffisance de communication
- la faible implication des services techniques déconcentrés dans le suivi de l'exécution de certaines mesures
- l'absence de mécanismes de suivi-évaluation régional sur la base d'une feuille de route de l'Etat central qui identifie de manière très claire les attentes.

4. REVUE GENERALE DES PROGRAMMES ET PROJETS AUTRES QUE LES ENGAGEMENTS PRIS LORS DU CONSEIL DES MINISTRES DELOCALISE

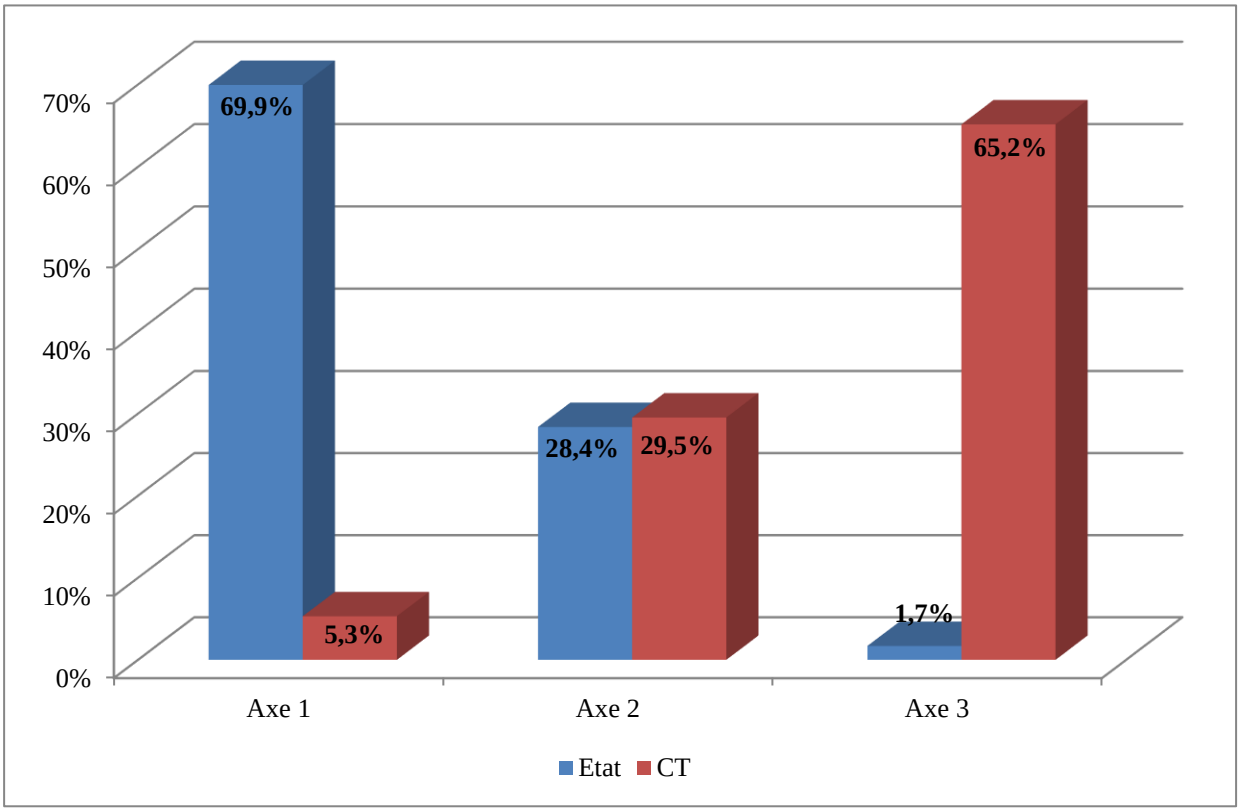
L'Etat du Sénégal, les collectivités territoriales et leurs partenaires techniques et financiers respectifs ont consentis des efforts énormes dans l'atteinte des objectifs de développement territorial. En effet, sur les 130 programmes et projets recensés dans la région, 103 sont portés par l'Etat et ses partenaires, soit 79% et 27 sont des initiatives des collectivités territoriales, soit 21%.

L'analyse des programmes et projets met en lumière les réalisations de l'Etat et ses partenaires, d'une part et d'autre part, celles des collectivités territoriales conformément aux axes du PSE.

En dehors des mesures prises lors du Conseil des Ministres délocalisé, les investissements de la région s'élèvent à 361 415 467 534 F CFA, répartis ainsi qu'il suit :

- Etat, 351 328 365 576 F CFA soit 97% ;
- Collectivités territoriales, 10 087 101 958 F CFA soit 3%.

La répartition par axe du PSE révèle une prédominance des investissements de l'Etat dans le développement économique avec 69,9%, suivi du développement social avec 28,4% et enfin la gouvernance concentre seulement 1,7%. Par contre, les collectivités territoriales ont axé leurs interventions dans l'amélioration de la gouvernance territoriale avec 65,2% des investissements, ensuite vient le développement social avec 29,5% et enfin le développement économique se contente de 5,3% de l'enveloppe.



4.1.Revue des programmes et projets autres que les engagements pris lors du Conseil des Ministres délocalisé de l'Etat

4.1.1. Programmes et projets dont le montant du financement est connu au niveau régional

Secteur	Programmes/Projets	Coût global	Source de financement	Exécution financière	Exécution physique	Indicateurs	Contraintes/Observations
Agriculture	Projet de Promotion du Partenariat Rizicole dans le Delta (3PRD)	21 314 000 000	AFD, BOAD, Etat, Bénéficiaires	80%	92%	2 132,5 ha aménagés sur 2 325 ha dont 1 975 ha terminés et mis en valeur depuis 2017	Lenteurs dans la mobilisation de la contrepartie des bénéficiaires, Gap financier pour payer les entreprises du fait de la non mobilisation de la contrepartie des bénéficiaires à temps, Date de première mise en valeur SSC 2017
Agriculture	Projet de Gestion Intégrée des Ressources en Eau et de Développement des Usages Multiples du Bassin du fleuve Sénégal phase 2 (PGIRE 2) Volet Agriculture	12 416 773 530	Etat, Banque Mondiale, OMVS	96%	90%	Axe du Diawel recalibré et endigué, Ouvrages de prise pour les périmètres aménagés le long de l'axe réalisés, 4 unités de décorticage, 5 unités d'étuvage du riz construites au profit des groupements féminins de la délégation de Dagana, des unités de transformation de produits agricoles (mini rizeries) destinées aux Groupements Féminins à fournir et installer	Lenteurs dans la fourniture et l'installation des équipements électriques ; Pour la Grande Digue/Tellel, ressources financières insuffisantes du fait du taux de conversion du dollar

Agriculture	Programme indien d'autosuffisance en riz	33 461 649 300	EXIM BANK of INDIA	15%	15%	50 tracteurs de 100 chevaux, 25 remorques de 5 tonnes, 50 offsets de 24 disques, 2 rizeries de 5 tonnes par heure, 2 moissonneuses batteuses à acquérir	Mise en place du matériel non encore effective
Agriculture	Projet de développement inclusif et durable de la Chaine de Valeur Riz	4 735 003 000	Etat, KOICA	ND	ND	525 ha à aménager et mettre en valeur, études d'avant-projet réalisées, DAO à élaborer	
Agriculture	Projet de réhabilitation et d'extension des périmètres irrigués villageois des zones de Donaye, Diatar et Guédé dans le Département de Podor	23 000 000 000	Etat, BOAD	0%	0%	2 000 ha de terres à réhabiliter et équiper, Convention entre la BOAD et l'Etat signée, Arrêté de création de l'UGP signé, Coordonnateur nommé	Lenteurs dans la signature de la convention d'accord de prêt signé en janvier 2018 par l'ambassadeur du Sénégal à Lomé, recensement des producteurs impactés en cours
Agriculture	Projet d'Amélioration de la productivité du riz dans les aménagements hydroagricoles de la Vallée du Fleuve Sénégal	1 270 000 000	JICA	40%	40%	1 plan directeur riz dans la VFS élaboré, 1 situation de référence établie, 1 recensement des machines agricoles réalisé, 4 activités pilotes en cours de mise en œuvre, des mécanismes de dissémination des résultats des activités	Délai d'exécution dépassé.

						pilotes en préparation, des activités de renforcement de capacités en cours	
Agriculture	Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise Phase 2 (PRACAS 2)	3 149 883 700	Etat	70%	83%	1 200 ha à aménager dont 100 ha réalisés	Retard des entreprises attributaires dans l'exécution des travaux et dans la livraison des GMP et non disponibilité des pièces de rechange des GMP sur le marché, Faiblesse des montants prévus pour l'aménagement d'un hectare
Agriculture	Projet Agriculture Irriguée et Développement Économique des terroirs ruraux de Podor (AIDEP)	20 900 000 000	Etat, AFD	75%	80%	2 400 ha de périmètres irrigués réalisés, des magasins de stockage, des parcs à vaccination, des aires d'abattage, des magasins d'aliments de bétail, des marchés hebdomadaires à construire dans le cadre du Fonds d'Appui Intercommunautaire (FAI), 10 POAS à actualiser, 10 communes bénéficiaires de formalisation foncière	Retard dans les procédures de passation des marchés dans le cadre du FAI, retard de l'entreprise MARCO OBRA
Agriculture	Projet de réhabilitation des 9	2 000 000 000	Etat (SAED)	ND	50%	255 ha réalisés, 94 ha exploités en Saison	

	Unités Autonomes Irrigués de SaldéWallah					Sèche Chaude de 2018, des installations électriques et électromécaniques à réaliser	
Agriculture	Appui en intrants et matériels de décorticage	27 173 340	KAFACI (Corée)	ND	ND	Des décortiqueuses et intrants agricoles à distribuer	
Agriculture	Projet de Contribution au Renforcement des Interventions de Développement Rural phase 2	275 501 940	AACID	0%	0%	Production d'oignon de qualité et appui à la commercialisation, Amélioration des systèmes d'exhaure	
Agriculture	Programme Intégré de Lutte contre l'Insécurité Alimentaire (PILIA)	275 501 940	AACID	50%	65%	4 parcelles d'une superficie totale de 17 ha aménagées et clôturées, 4 GMP acquis	
Pêche	Projet de Pisciculture en cages flottantes	34 000 000	Etat	ND	100%	45 cages de 10 m3 empoissonnés à raison de 6 000 alevins/cage	Le suivi risque de connaitre des difficultés avec l'éparpillement des sites
Désenclavement	Travaux d'entretien de la piste Rao-Mérina Sall	159 273 332	Etat (FERA)	20%	25%	10 km de pistes à construire	
Désenclavement	Travaux de construction de la route des Niayes (Lompoul-Gandiole)	3 556 960 733	Banque Mondiale, Etat	ND	35%	12 km de routes à construire, 8 villages à traverser, des infrastructures socio-économiques à construire dont 2 salles	Modification du tracé

						de classe à Sowene Mbao en cours	
Désenclavement	Travaux de construction de la piste Rosso Sénégal-Ronkh-Mboundoum Barrage-Ross Béthio	5 700 000 000	Etat	0%	0%	65 km de piste à construire	
Désenclavement	Travaux de réhabilitation de la RN2 Section Ndioum-Diaba	32 487 796 168	Etat, BID	31%	31%	119 km de route à réhabiliter	Rareté des emprunts latéritiques pour couches chaussée, quantité de matériaux
Désenclavement	Travaux de désenclavement de l'ile amorphile (Section CF/RN2-Madina Ndiathbé-Cas Cas-Saldé-Pété et Section Ndioum-Halwar-Démette)	38 277 017 530	Etat, BAD	39%	34%	126 de routes à construire	Rareté des emprunts latéritiques pour couches chaussée, quantité de matériaux
Désenclavement	Travaux de construction d'ouvrage d'art dans l'ile à Morphile	5 863 452 232	Etat	55%	32%	Des ponts à construire	
Désenclavement	Programme d'Urgence de Modernisation des Axes et territoires frontaliers (PUMA) Volet Désenclavement	270 058 401	Etat (PUMA)	ND	ND	2 ouvrages de franchise à construire, 1 étude de faisabilité de 39 km de pistes à réaliser	

Développement économique	Programme d'Urgence de Modernisation des Axes et territoires frontaliers (PUMA) Volet Développement économique	237 997 002	Etat (PUMA)	77%	65%	40 cages flottantes à installer, 42 bénéficiaires de 7 comités de gestion formés, 34 moulins distribués, 3 motopompes distribuées, 30 ha de périmètres maraichers aménagés, 220 jeunes et femmes à former dans les métiers	Les comités de gestion sont mis en place
Elevage	Projet de développement d'une résilience à l'insécurité alimentaire récurrente au Sénégal (DRIARS)	76 050 460	Etat, BID	0%	0%	25 géniteurs moutons de race Ladoum, 25 géniteurs moutons de race Touabir, 14 géniteurs taureaux de race Guzerat et 25 géniteurs boucs de race Guerat acquis, 1 mare pastorale à aménager, 1 magasin d'aliments de bétail à construire, 2 parcs à vaccination à construire	Procédures administratives et bancaires trop longues et suivi des troupeaux non effectifs
Elevage	Projet régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS)	15 000 000 000	Etat, Banque Mondiale	33%	ND	3 véhicules de fonction et 1 lot de matériels de froid, 2 centres de quarantaines à construire, 1 forage à construire, 2 marchés à bétail à construire, 3	Constructions des infrastructures en cours

						parcs à vaccination à construire, 2 unités pastorales à construire, 6 magasins d'aliments de bétail à construire (2 de 100 tonnes et 4 de 50 tonnes), 2 aires d'abattage à construire, 3 postes vétérinaires à réhabiliter, 4 forages à réhabiliter, 107 km de pistes à construire, 1 service départemental de l'élevage à construire, 1 pépinière mise en place	
Elevage	Programme de Construction de la Résilience et l'Adaptation aux Extrêmes Climatiques et aux Catastrophes (BRACED)	26 880 000	UE, AFD	ND	ND		
Elevage	Projet d'Assistance d'urgence à la sécurisation des moyens d'existence des éleveurs vulnérables affectés par la crise pastorale	38 526 500	FAO	0%	0%	Fourniture de 770,47 tonnes d'aliments bétail livrés et non distribués, des champs de culture fourragère à installer, résilience des pasteurs vulnérables ciblés par le projet à renforcer	En phase de démarrage

Entreprenariat	Financement de projets pour les jeunes et les femmes pour l'entreprenariat rapide	1 072 379 488	Etat (DER)	0%	0%	1 191 bénéficiaires de financements entre 100 000 et 500 000 et 3 bénéficiaires de financement de plus de 500 000	Le dépôt de dossiers en cours
Entreprenariat	Fonds de Garantie des Investissements Prioritaires (FONGIP)	2 038 723 990	Etat	100%	ND	1 164 485 040 FCFA de Fonds de garantie auprès des banques, 874 241 950 FCFA de Fonds de bonification auprès des SFD à travers un refinancement de 1,5 à 2% pour des taux appliqués de 8% en nominal et max de 15% en TEG, 423 projets appuyés pour 7 273 emplois, 20 moissonneuses batteuses et 11 tracteurs financés par la CNCAS sous réserve de la garantie de FONGIP pour un montant de 757 907 008 FCFA	Hésitation de certaines banques et mutuelles à s'engager à l'accompagnement de la cible, Difficultés de mobilisation de l'apport personnel et de la garantie complémentaire, Difficultés de mobilisation de suretés réelles pour les demandes de financement en bonification, Lenteur dans le traitement des dossiers transmis aux institutions de financement et absence de feed-back, Faible niveau de formalisation des porteurs de projets, Retards de remboursement, Très faible implication des services techniques de l'Etat et des projets et programmes dans l'accompagnement des porteurs de projet, Faible

							niveau synergie entre fonds et agences de l'Etat pour une bonne articulation des interventions
Pêche	Construction d'une plateforme pour le conditionnement des produits de la pêche	80 273 600	Etat (FERA)	ND	90%	1 plateforme de près de 800 à 900 mètres sur 40 mètres à construire	
Pêche	Programme de renforcement de la sécurité des pêcheurs en mer et sur les fleuves : Subvention des gilets de sauvetage	43 750 000	Etat	86%	100%	2 500 gilets de sauvetage à distribuer	
Pêche	Projet de Gestion Intégrée des Ressources en Eau et de Développement des Usages Multiples du Bassin du fleuve Sénégal phase 2	466 952 455	Etat, Banque Mondiale, OMVS	13%	6%	1 marché à poissons et 1 aire de transformation à construire, 4 étangs piscicoles et 1 mare à aménager	Entreprise en charge de la construction pas encore installée, non-respect des normes d'aménagement des étangs, retard des travaux d'aménagement de la mare du fait des de pluies

	(PGIRE 2) Volet Pêche						
Sports	Projet de réhabilitation du stade Maitre Babacar Seye	9 000 000 000	Etat	0%	0%	1 Stade à réhabiliter (Visites et études réalisées)	Aucune information au niveau départemental
Sports	Projet de construction d'un Palais des Sports au niveau du stade Mawade Wade	7 000 000 000	Etat	0%	0%	1 Palais des Sports à réaliser (Visites et études réalisées)	Aucune information au niveau départemental
Sports	Réhabilitation de la Maison de Lille	791 809 075	Etat (BCI)	ND	ND	1 terrain de basket avec des gradins, 1 boulodrome avec des gradins, 1 salle de conférence de 300 places, aménagement extérieur : stationnement, allées, pavage, …, 1 restaurant, 1 mini-piscine olympique et piscine pour enfants, 1 salle de sports, 1 salle informatique	

Tourisme	Projet Fleuve Sénégal : les chemins des savoirs	667 165 993	AFD, Etat	0%	0%	40 sites patrimoniaux à identifier, 10 panneaux d'interprétation à réaliser, 6 sites pilotes à aménager ou interpréter, 1 même charte graphique à utiliser par les acteurs, 15 produits touristiques à valoriser, 3 circuits à baliser, 5 fiches techniques à réaliser, 5 personnes à accompagnées dans la création, requalification et renforcement d'un hébergement, 3 stratégies de structuration de lieux de promotion à établir, 270 personnes bénéficiaires d'un accompagnement dans la réalisation de leur initiative, 45 personnes à former au cours de 3 formations à la valorisation/préservation du patrimoine, à la protection du patrimoine comme vecteur de retombées économiques et au rôle de la culture	En attente de la contribution de l'Etat du Sénégal pour le démarrage du projet

						comme outil de cohésion et de développement local, 45 personnes à former à la création d'entreprises, à la gestion d'un établissement touristique et à la cuisine du terroir, 400 personnes ayant participé aux 20 visites de sites pilotes, 10 classes ayant participé aux 2 rencontres interscolaires, 1 000 personnes recevant les 2 outils de sensibilisation, 1 programme d'éducation spécifique à concevoir et 8 établissements scolaires mettant en œuvre, 50 personnes ayant participé au séminaire, 1 grille de diagnostic à créer, 30 personnes ayant participé au chantier pilote, 2 000 personnes ayant participé aux 2 manifestations culturelles, 5 tour-	

						opérateurs ayant intégré la destination à leur catalogue, 10 documents de promotion à partager sur la plateforme créée, 6 événements de présentation de la destination à organiser, 2 éductours à organiser, 5 guides de voyage mettant en valeur le circuit, 6 documents de promotion des sites pilotes à réaliser, 1 exposition à créer et présenter 10 fois, 20 personnes ayant participé au circuit test organisé, 5 cartes à créer	
Action sociale	Programme de réadaptation à base communautaire	7 802 000	Etat (Direction Générale de l'Action sociale)	0%	0%	2 projets économiques appuyés, 30 bénéficiaires d'appui scolaire, 4 bénéficiaires de formation professionnelle, 6 bénéficiaires de secours d'urgence, 238 bénéficiaires de cartes d'égalité des chances, 13	Programme non encore exécuté car les fonds non disponibles

						élèves à appuyer, 3 apprenants à former, 2 associations de personnes en situation de handicap à financer	
Action sociale	Programme enfance déshéritée	1 500 000	Etat (Direction Générale de l'Action sociale)	0%	0%	2 bénéficiaires de subvention des veuves, 4 bénéficiaires de formation professionnelle	Programme non encore exécuté car les fonds non disponibles
Action sociale	Programme d'appui aux aînés	2 000 000	Direction Générale de l'Action sociale	0%	0%	2 projets économiques appuyés	Programme non encore exécuté car les fonds non disponibles, dossiers déjà validés par le comité départemental sous la direction du Préfet
Action sociale	Programme de la Couverture Maladie Universelle	73 743 282	ETAT	42%	42%	9 473 bénéficiaires de BSF enrôlés, 7 mutuelles de santé ayant reçu leurs subventions sur 11, X enfants pris en charge, 11 mutuelles de santé mises en place, 1 union départementale des mutuelles de santé mise en place, 1 comité départemental de suivi mis en place	Retard dans la mise à disposition des fonds
Action sociale	Programme de Renforcement des dynamiques de Développement	14 680 569	LUX DEV, PNUD, Etat	99%	99%	3 poulaillers construits, 2 puits réhabilités, 163 femmes touchées, 20 femmes financées	Insuffisance des ressources financières, problème de stockage du sel transformé,

	Economique et Social (PRODES)					1 GIE familial bénéficiaire	insuffisance des ressources par rapport à la demande
Action Sociale	Programme Nationale de Bourses de Sécurité Familiale	596 400 000	Etat, Banque Mondiale	38%	22%	23 856 bourses familiales payées en deux trimestres en 2018, soit en moyenne 14 010 ménages bénéficiaires, 502 réclamations satisfaites sur 645 cas	Réclamations récurrentes des bénéficiaires ne recevant pas leur transfert via Orange Money, Faible maitrise du processus de réclamation des bénéficiaires, Des ménages introuvables/injoignables, Des doublons identifiés au niveau des allocataires, Faible niveau de collaboration entre les agents payeurs d'Orange Money et les autorités administratives et collectivités territoriales
Education	Projet d'Amélioration de la Qualité et de l'Equité de l'Education de Base (PAQEEB)	1 164 062 304	Etat, Bailleurs	57%	95%	2 Blocs scientifiques à construire et équiper, 7 écoles élémentaires clé en main construites, 1 Bloc Scientifique et Technique réhabilité et équipé	Difficultés pour les fournisseurs des équipements des BST à trouver certains articles devenus obsolètes ou introuvables sur le marché
Education	Formation des jeunes en horticulture agro-écologique et en énergie solaire	73 000 000	3 FPT et SENERGY 2	44%	44%	60 jeunes à former en horticulture agro-écologique, 60 jeunes à former en énergie solaire	Lenteurs dans la disponibilité du financement

Education	Programme d'Urgence de Modernisation des Axes et territoires frontaliers (PUMA) Volet Education	56 921 442	Etat (PUMA)	75%	80%	1 case des tout-petits à construire et équiper, 300 tables-bancs à acquérir	
Education	Projet d'Appui aux Initiatives de développement local, économique et social et d'accompagnement des investissements productifs au Sénégal de la Diaspora (PAISD)	440 300 000	AFD, UE, Etat, Communes	ND	40%	4 lycées à construire (Cas Cas, Mery, Golléré, Fanaye)	
Electrification rurale	Mise en place d'une mini-centrale solaire pour la station de pompage	428 000 000	SENERGY 2	50%	ND	1 mini-centrale solaire à réaliser	
Enseignement supérieur	Projet de construction de salles de classe de 80 places	371 742 151	Etat (BCI)	ND	ND	16 salles de classes à construire dont 4 construites	
Enseignement supérieur	Construction de salles de cours de 250 places en préfabriqué	116 535 915	Etat	ND	90%	3 salles de cours en préfabriqué construites	
Enseignement supérieur	Projet d'extension du bâtiment G de l'UFR SEG	89 017 973	UFR SEG (LPG)	ND	ND	2 salles de cours de 150 places chacune, 1 salle des Masters, 2 labos, 1 salle des Professeurs, 1 salle des Doctorants, 1 salle de reprographie	

Enseignement supérieur	Construction de laboratoires	362 514 602	Etat	ND	50%	19 labos construits	
Enseignement supérieur	Construction d'un complexe amphithéâtre de 500 places avec un bloc administratif	485 606 136	Etat	ND	50%	1 amphithéâtre construit, 1 bloc administratif construit	
Enseignement supérieur	Construction de villages universitaires	7 755 789 466	Etat (BCI)	ND	ND	2 villages construits	
Enseignement Supérieur	Construction et équipement de l'Institut Supérieur d'Enseignement Professionnel (ISEP)	7 500 000 000	Etat, AFD	0%	0%	1 ISEP à construire et équiper, 1 cadre de concertation des autorités et des populations impactées mis en place, étude d'impact environnemental et social réalisée	Attribution d'un terrain de 15 ha devant abriter l'ISEP de Richard Toll et un autre de 35 ha à Thiago, Consultation publique non effectuée pour le site de Thiago
Enseignement Supérieur	Construction d'Espaces Numériques Ouverts	1 800 000 000	Etat	ND	ND	3 ENO à construire (Podor, Ndioum et Saint-Louis)	

Environnement et GRN	Projet de Gestion intégrée des Zones humides du Bas Delta du fleuve Sénégal	60 000 000	Fondation MAVA	10%	15%	3 masters à réaliser, 3 protocoles de partenariat avec les institutions de recherche à signer et mettre en œuvre, conflits entre riziculteurs et conservateurs à réduire, 1 side-event à organiser lors de la COP Ramsar, 1 atelier de révision du plan d'action AEWA/Afrique à organiser, 1 réunion pré-cop RAMSAR à organiser, 4 activités génératrices de revenus à mettre en œuvre, parties prenantes intervenant dans le Bas Delta du fleuve Sénégal à sensibiliser sur la fragilité des écosystèmes et la nécessité de conserver sa diversité biologique, le Réseau des écogardes du Nord à redynamiser, des sorties régulières à organiser, 2 plans de gestion de sites prioritaires à mettre à	

						jour, des activités de PAG des sites prioritaires à mettre en œuvre, 3 opérations de recensement et de cartographie des paramètres de reproduction et des menaces à mettre en œuvre, 100 observateurs en identification et comptage des oiseaux à former, 15 chercheurs à accueillir au niveau de la station biologique, surveillance de la colonie de reproduction des flamants nains et suivi mensuel des flamants à réaliser, PAG des sites prioritaires à évaluer	
Environnement et GRN	Projet de cartographie nationale de l'érosion côtière et des pollutions et risques industriels	150 000 000	AFD	ND	ND	1 cartographie de l'érosion côtière et fluviale réalisée, 1 cartographie des pollutions et risques industrielles réalisée, 1 étude sur la mise en place d'un observatoire national du littoral réalisée	

Environnement et GRN	Projet de renforcement de capacités en vue d'une meilleure adaptation et atténuation des effets des changements climatiques et leur prise en compte dans les programmes de développement	100 000 000	UNECA	ND	ND	Amélioration des conditions de vie de la population pour une bonne gestion du littoral	
Environnement et GRN	Travaux d'urgence pour la protection côtière des quartiers de la Langue de Barbarie	3 742 568 830	AFD, Etat	ND	ND	3,5 km de protection	
Formation professionnelle	Programme de Renforcement des dynamiques de Développement Economique et Social (PRODES)	93 460 381	LUX DEV, PNUD, Etat	92%	100%	40 entreprises de jeunes créées	Insuffisance des ressources financières, problème de stockage du sel transformé, insuffisance des ressources par rapport à la demande
Formation professionnelle	Elaboration d'un plan stratégique de développement du CDFP	4 923 000	3FPT	80%	95%	1 atelier de restitution et de validation organisé	
Hydraulique et assainissement	Programme d'assainissement des 10 villes	14 671 338 672	BOAD, ETAT	ND	5%	Etudes techniques réalisés, Volet IEC réalisé, 75,2 km de réseaux d'eaux usées, 10 stations de pompages d'eaux usées, 01 station	

						d’eaux pluviales, 1unité de traitement des boues des boues de vidange, 50 édicules scolaires à construire et 6 200 branchements domiciliaires	
Hydraulique et assainissement	Programme d'Urgence de Modernisation des Axes et territoires frontaliers (PUMA) Volet hydraulique et assainissement	298 848 053	Etat (PUMA)	3%	33%	2 forages avec château d'eau à construire, 4 puits à foncer	Marché attribué et contractualisation en cours pour les forages
Hydraulique et assainissement	Programme d’Urgence pour le Développement Communautaire - Initiative pour l'Accélération de l'Accès à l'Eau Potable (PUDC-I2AEP) Volet Hydraulique Rurale	3 432 236 500	Exim Bank (Chine), Etat	20%	50%	16 forages à construire dont 4 déjà réalisés, 15 châteaux d’eau à réaliser, 16 cabines de pompage à réaliser, des équipements d'exhaure à acquérir, 16 réseaux d'AEP à réaliser et 7 renouvellements à réaliser	Manque de moyens de suivi des travaux pour les services déconcentrés (DRH, BPF)
Hydraulique et assainissement	Programme de Renforcement et de sécurisation des villes munies d’un seul forage et Programme de Renforcement des dix (10) centres y	1 500 000 000	Etat (SONES)	7%	25%	1 forage d'un débit de 100m3/h en cours de réalisation, 1 forage à renouveler, 1 château d'eau de 300 m3 à réaliser, réseau d'AEP à renforcer et densifier,	Lenteur dans la procédure de passation des marchés

	compris la ville de Ndioum					des branchements sociaux à réaliser	
Hydraulique et assainissement	Projet d'assainissement du quartier de Guetndar	664 483 233	Etat (BCI)	ND	5%	Etudes techniques réalisés, Volet IEC réalisé	
Hydraulique et assainissement	Projet d'assainissement de l'ile de Saint-Louis	8 175 000 000	BADEA, Etat	0%	0%		Marché attribué à l'entreprise SINCO. Le contrat est en cours de validation a la DCMP
Hydraulique et assainissement	Projet de Réhabilitation et Renforcement des ouvrages d'eaux pluviales dans la région de Saint-Louis (Lot 1)	956 796 601	Etat (BCI)	64%	75%	Des stations de pompage d'eaux pluviales à construire, des réseaux de drainage à réaliser	Arrêt des travaux pendant la période d'hivernage
Jeunesse	Projet "Réussir au Sénégal"	65 062 100	GIZ	6%	6%	4 participants à la foire du Festival de Jazz appuyés, 1 table ronde sur « l'Economie créative et Emploi » organisée, 1 Master class sur « les métiers de l'économie créative » organisée, 138 jeunes du conseil communal de la jeunesse de SL sensibilisés sur l'offre de financement et les structures d'accompagnement,	Des conventions sont signées entre l'ARD, l'ANPEJ et l'ADC

						animation économique au profit de 150 jeunes organisée, 35 jeunes à former sur l'entreprenariat, 35 jeunes à former aux métiers professionnels, 3 projets à appuyer, 1 plateforme régionale de promotion de l'emploi des jeunes et de la qualification professionnelle à mettre en place, 45 leaders jeunes à former sur le leadership local, la démocratie participative et l'entrepreneuriat local, 700 jeunes à sensibiliser sur le leadership local, la démocratie participative et l'entrepreneuriat local, 150 conseillers communaux de la jeunesse à former sur l'élaboration et la mise en œuvre d'outils d'animation, de plans d'actions et de projets socioéconomiques, 1 500 jeunes à sensibiliser	

						sur les filières porteuses, 1 000 jeunes des écoles de formation technique et professionnelle à sensibiliser sur les dispositifs d'accueil et d'accompagnement, 90 élus locaux à former sur les enjeux et orientations nationales sur l'emploi des jeunes, la migration et le développement économique local, 1 situation de référence sur les initiatives de production, de transformation et de commercialisation du lait à élaborer, 1 situation de référence des expériences de valorisations du typha à élaborer, 4 entreprises locales de fabrications de charbon de typha à accompagner, 1 forum de la formation et de l'emploi des jeunes à organiser, des activités de communication et d'information sur le	

						FODETE et le projet « Réussir au Sénégal » à organiser, 1 base de données sur les opportunités de formation et d'emploi des jeunes de la Commune de Saint-Louis à mettre en place, 1 cadre de concertation des acteurs pour la formation et la promotion de l'emploi jeune à mettre en place, 3 réunions d'information sur les opportunités de formation et d'emploi à organiser, 220 jeunes à former au montage de projet économique, 30 jeunes à former aux métiers de la soudure, chaudronnerie, plongée, 50 jeunes à former aux différents métiers du patrimoine, 1 atelier d'information et de sensibilisation sur l'aquaculture à organiser, 1 Fonds de Développement	

						Economique Territorial (FODETE) servant à financer 10 projets portés par des jeunes à mettre en place, 2 unités de transformation de produits locaux et une centrale d'achat pour les filles transformatrices de produits locaux des quartiers de SL à mettre en place	
Jeunesse	Financement de projets économiques	320 267 655	ETAT	ND	ND	210 projets financés, 529 emplois créés	Problème de recouvrement, retard dans la mise en place de crédit par la banque, insuffisance des financements
Nutrition	Programme de renforcement nutritionnel	127 403 237	Etat (CLM)	85%	ND	100% des communes touchées, 73% d'enfants de moins de 5 ans bénéficiaires des interventions de nutrition, 3,14 % victimes d'insuffisance pondérale, 2% des enfants victimes de Malnutrition Aigüe Modérée, 0,01 % des enfants victimes de	Retard dans le financement de certaines activités

						Malnutrition Aiguë Sévère	
Nutrition	Amélioration de la réponse des communautés vulnérables face aux crises nutritionnelles et alimentaires et accès aux services de base (Projet Yellitaaré)	236 907 829	AECID	71%	ND	4 communes (Guédé Village, Doumga Lao, Boké Dialloubé et Mbolo Birane), 20 villages, 204 ménages vulnérables bénéficiaires des initiatives pro-nutrition, 22 associations de relais bénéficiaires d'une dotation initiale de sel iodé, 20 écoles primaires et préscolaires bénéficiaires de jardins scolaires, 1 000 femmes enceintes, adolescentes et enfants 0-5 ans ciblés pour bénéficier de souscription aux mutuelles de santé, 14 villages bénéficiaires des classes d'alphabétisation, 5 Groupements ciblés pour bénéficier de périmètres communautaires, 2 villages ciblés pour la construction de	

						magasin, 2 Unités Pastorales à mettre en place, Appui à l'élaboration des PDC intégrant la nutrition dont 4 déjà appuyés (Galoya, Boké Dialloubé, Ndiayéne Pendao et Niandane)	
Nutrition	Projet de Lutte Contre la Malnutrition dans le département de Podor (PLCM)	163 989 250	AACID	85%	ND	80 acteurs communautaires formés sur la stimulation et l'éveil, 30 Sites de Suivi Promotion de la Croissance SPC enrôlés pour le développement des activités d'éveil, 10 associations de relais dotées en combinés décortiqueuses-moulins, 100 latrines construites pour 100 ménages vulnérables	Accompagnement des associations des relais par les collectivités territoriales
Santé	Réhabilitation du Service de réanimation du Centre Hospitalier Régional	228 870 000	LUX DEV	0%	0%	1 Service de réanimation réhabilité	Abandon par le PTF pour retard d'engagement, proposé dans le PIC IV
Santé	Construction d'un centre régional de transfusion sanguine	334 417 500	LUX DEV	0%	0%	1 centre régional de transfusion sanguine construit et équipé	Abandon par le PTF pour retard d'engagement

							proposé en BCI par la DIEM/MSAS
Santé	Programme fonctionnel de prévention et de prise en charge de la maladie	29 040 006	ENDA, UNICEF, NEEMA, FM, RTI, PNLP, Etat	100%	95%	Des enfants de 5 à 14 ans traités contre les MTN, 20 postes de santé supervisés dans la prise en charge de la diarrhée par le SRO ZINC, 20 prestataires formés sur la nutrition et l'hygiène et sur décentralisation de la prise en charge du VIH, 1 journée de lutte contre le paludisme organisée, 1 campagne trachome organisée, 1 campagne rougeole-rubéole organisée, 101 personnes formées sur la primaquine	
Santé	Programme fonctionnel de gouvernance sanitaire	4 262 000	CoS, Cellule de santé communautaire	98%	100%	20 postes de santé monitorisés, 280 personnes formées sur le guide de santé communautaire	
Santé	Contrat Pluriannuel d'Objectif et de Moyen (CPOM) 2015-2017	1 658 367 481	ETAT	13%	ND		Retard dans la mise en place des financements

Santé	Projet de construction d'un centre de santé de référence	1 100 000 000	Etat, LUX DEV	ND	90%	1 centre de santé à construire	
Santé	Programme d'Urgence de Modernisation des Axes et territoires frontaliers (PUMA) Volet Santé	651 560 192	Etat (PUMA)	ND	ND	1 centre de santé et 1 poste de santé à construire et à équiper, 7 ambulances à acquérir	
Urbanisme et habitat	Programme de Modernisation des Villes (PROMOVILLES)	10 557 871 879	BAD, Etat (BCI)	32%	17%	12 400 ml de voiries assainies et éclairées à réaliser, 1 parking gros porteurs de 1,3 ha	RAS
Urbanisme et habitat	Projet de construction du pont Serment	735 000 000	Etat, Commune de Richard Toll	ND	85%	1 pont à construire	
Urbanisme et habitat	Projet de création des Parcelles Assainies de Saint-Louis	1 419 025 483	SN-HLM	0%	0%	Voirie et drainage des eaux pluviales réalisés	Le marché de la voirie et drainage des eaux pluviales est signé, on est en attente du payement avance de démarrage
Urbanisme et habitat	Projet de construction de 50 logements sociaux par la SN-HLM	813 573 843	SN-HLM	14%	14%	50 logements à construire dont 7 démarrés	Entreprise défaillante, marché en cours de résiliation
Urbanisme et habitat	Projet de construction de 25 logements sociaux par la SN-HLM	258 577 924	SN-HLM	0%	0%	25 logements à construire	Démarrage du projet prévu en Décembre 2018
Urbanisme et habitat	Projet de construction de 242 logements	3 904 000 000	SN-HLM	0%	0%	242 logements à construire	Procédures de passation des marchés en cours

	sociaux par la SN-HLM						
Urbanisme et Habitat	Projet ZAC de Richard Toll	777 594 378	Etat	95%	95%	Travaux de lotissement réalisés	Réception provisoire prononcée
Urbanisme et Habitat	Projet de Relèvement d'Urgence et de Résilience à Saint-Louis (SERRP)	21 090 000 000	Banque Mondiale, Etat	0%	0%	Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) et Plan d'Action et de Réinstallation (PAR) réalisés, 106 familles à reloger provisoirement, 927 ménages pour une population 9 158 à reloger définitivement, 1 stratégie d'engagement citoyen et d'accompagnement social à élaborer et mettre en œuvre, zone libérée de la Langue de Barbarie à requalifier, 1 solution de gestion des risques côtiers durable pour protéger la Langue de Barbarie à concevoir, 1 système d'alerte précoce local et 1 Plan de réponse	Le projet est en phase de démarrage

						communautaire à développer, 1 Plan de résilience urbaine de l'agglomération de Saint-Louis à élaborer, des activités de renforcement des capacités au niveau institutionnel et technique à réaliser	
Gouvernance	Projet de Gestion des Eaux Pluviales (PROGEP)	3 801 750 000	Banque Mondiale (IDA), FEM, Fonds Nordiques	50%	50%	1 diagnostic villes durables, 1 plan d'actions, 1 modèle hydrodynamique, 1 système de suivi environnemental des zones côtières, 1 PDU actualisé, 2 PUD, 1 SIG territorial intégré, 1 cadre de concertation, des microprojets identifiés et mis en œuvre	Retard dans la mise en œuvre de certaines activités
Justice	Construction d'un palais de justice à Saint-Louis	2 147 000 000	ETAT	ND	ND	1 palais de justice à construire	Travaux en arrêt

4.1.2. Projets et programmes dont le montant du financement n'est pas connu au niveau de la région

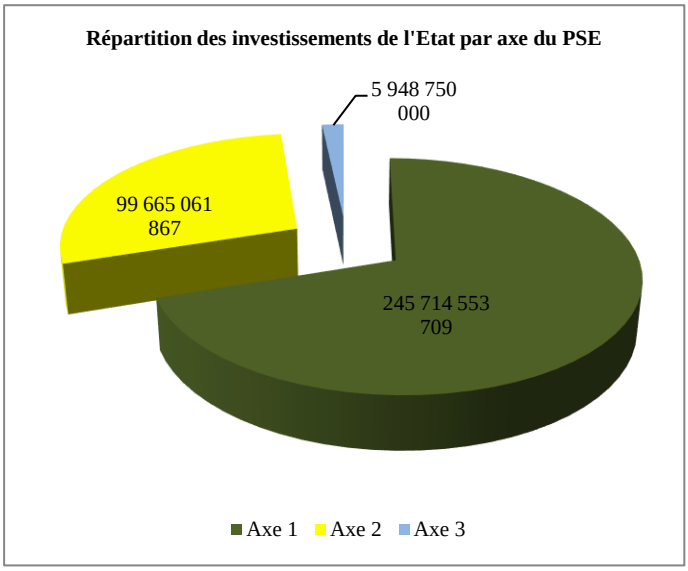
Secteur	Projet/Programmes	Coût global	Source de financement	Exécution financière	Exécution physique	Indicateurs	Contraintes/Observations
Agriculture	Programme d'Urgence pour le Développement Communautaire (SEN-PUDC) Volet Equipements post récolte	ND	Etat (PUDC)	ND	76%	Des équipements post récoltes à distribuer	
Sports	Construction d'un terrain de football à Ndiawdoune	ND	AGETIP	ND	80%	1 stade à construire	Travaux en arrêt depuis 1 an, Non réception des travaux
Education	Programme Zéro Abri provisoire (PROZAP)	ND	Etat, BOAD	ND	ND	744 salles de classe, 512 blocs administratifs, 243 blocs d'hygiène, 28 murs de clôture (16 500 ml) à construire	Travaux en cours pour la première tranche
Education	Construction de l'Inspection de l'Education et de la Formation de Pété	ND	Etat	ND	80%	1 IEF à construire	
Electrification rurale	Extension du réseau électrique à Mbarigot et Ndialam	ND	Etat	ND	ND	2 villages à électrifier	Procédures de passation des marchés en cours
Electrification Rurale	Programme d'Urgence pour le Développement Communautaire (SEN-PUDC) Volet Electrification rurale	ND	Etat (PUDC)	ND	46%	10 villages à électrifier en MT/BT dont 6 déjà réalisés, 3 villages à électrifier au solaire	
Environnement et GRN	Projet de Financement Novateur et d'Adaptation aux Changements Climatiques (PFNAC)	ND	FEM, PNUD, Etat	ND	ND	1 unité de conditionnement du sel pour les femmes de Gandon à réhabiliter, 1 unité de transformation des produits halieutiques pour les	Projet en phase de démarrage

						femmes de Ndébéne Gandiole à réaliser, 8 000 plants à reboiser dans le PNLB, 2 000 plants d'espèces locales à reboiser dans la réserve de Gueumbeul, 6 ha de mangrove à reboiser autour de la Réserve de Gueumbeul et le PNLB	
Formation professionnelle	Projet Formation Insertion (PFI)	ND	SEN 028, 3 FPT, ONFP	ND	42%	48 apprenants à former et à certifier en conduite et gestion des engins agricoles, 27 bénéficiaires formés et accompagnés en pisciculture, 30 bénéficiaires formés et accompagnés en élevage, 27 bénéficiaires formés et accompagnés en terre cuite	Difficulté de réaliser 2 cohortes de formation du fait du retard dans la mise en place des fonds
Formation professionnelle	Construction de 2 Centres de Formation Professionnelle	ND	Etat	ND	15%	2 centres de formation professionnelle à construire	Le CFP de Aéré Lao est en cours et le marché de travaux de construction du CFP de Mboumba est attribué par le MFPAA
Jeunesse	Projet "Oser entreprendre" (Tekki Fi)	ND	Union Européenne, ETAT	ND	ND	1 dispositif d'accès au financement performant et opérationnel à mettre en place, des produits de financement adaptés aux besoins des jeunes et TPME mis en place, 1 accès facile au financement pour TPME et auto-entreprenariat, offre de financement augmentée et améliorée, X TPME et X autoentrepreneurs bénéficiaires à former en Business Development Skills (BDS), Education financière et Gestion	

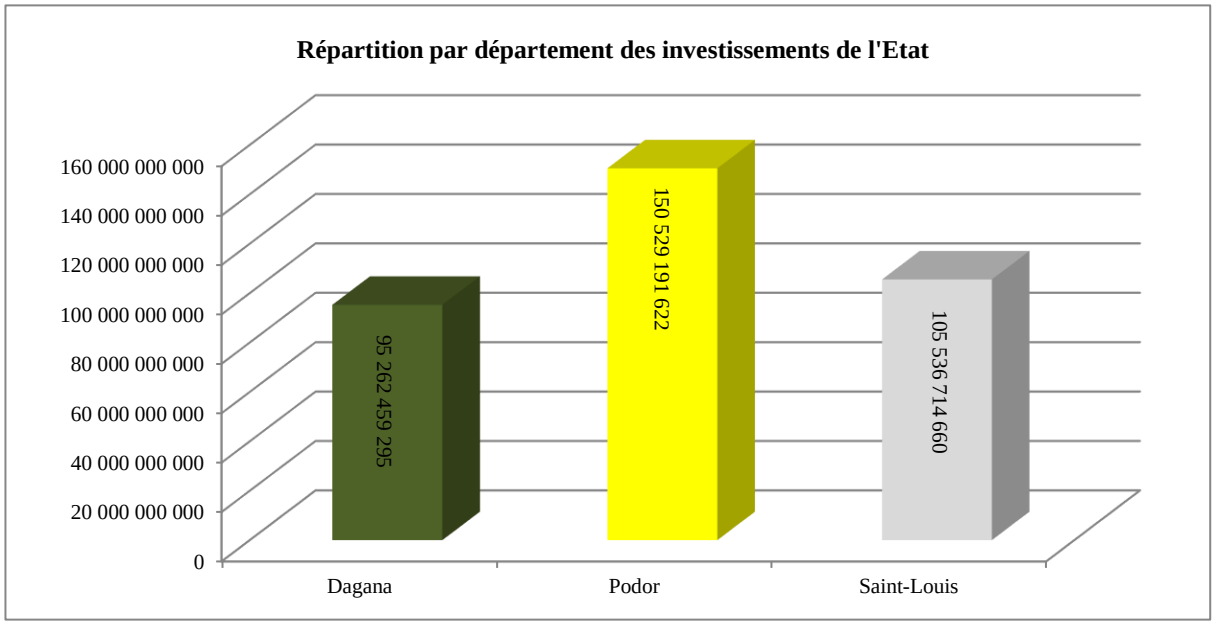
						d'activités, X sessions de formation de formateurs (FDF) à organise, X sessions de sensibilisation à organiser, X formations en leadership et culture entrepreneuriale à organiser, X formations en gestion d'activités et éducation financière à organiser, X ateliers de coaching, accompagnement et orientation à organiser, X ateliers de suivi post financement à organiser, X sessions d'écriture de plans d'affaires à organiser, X dossiers de demande de financement à élaborer	
Urbanisme et habitat	Projet de restructuration et de régularisation foncière de Diaminar	ND	Etat	ND	ND	1 quartier restructuré et régularisé	
Urbanisme et habitat	Projet de restructuration et de régularisation foncière de Guinaw Rails	ND	Etat	ND	ND	1 quartier restructuré et régularisé	
Gouvernance	Mise en œuvre du Plan de Gestion Environnementale et Sociale du Pont de Rosso Sénégal	ND	AGEROUTE	ND	0%	7 écoles élémentaires et 2 postes de santé à réhabiliter, 1 plateforme multifonctionnelle, 1 gare routière, 1 aire de stationnement des gros porteurs et 1 marché à construire	
Justice	Construction d'un tribunal d'instance	ND	Etat	ND	ND	1 tribunal d'instance à construire	Travaux à l'arrêt depuis 2012
Sécurité	Construction de brigades de Gendarmerie	ND	Etat	ND	ND	5 brigades de Gendarmerie à construire	

4.1.3. REPARTITION ET ANALYSE DES PROGRAMMES ET PROJETS

Les programmes et projets de l'Etat en cours d'exécution dans la région sont au nombre 103 dont 88 disposent d'informations financières. Le montant global de ces 88 programmes et projets est de 361 415 467 534 F CFA, soit 97% des investissements consentis. Ces interventions constituent une opérationnalisation du PSE et s'articulent parfaitement avec ses trois axes que sont i) Transformation structurelle de l'économie et croissance ; ii) Capital humain, protection sociale et développement durable et iii) Gouvernance, institutions, paix et sécurité. La répartition des investissements selon ces axes montre une prédominance de l'axe 1 avec 69,9% de l'enveloppe globale, suivi de l'axe 2 avec 28,4% des investissements et enfin l'axe 3 ne concentre que 1,7%.



La répartition des investissements par département met en tête Podor qui concentre 43% des investissements avec 42 programmes et projets en cours. Il est suivi de Saint-Louis avec 30% des investissements pour 58 programmes et projets. Enfin, vient Dagana avec 27% des investissements pour 33 programmes et projets.



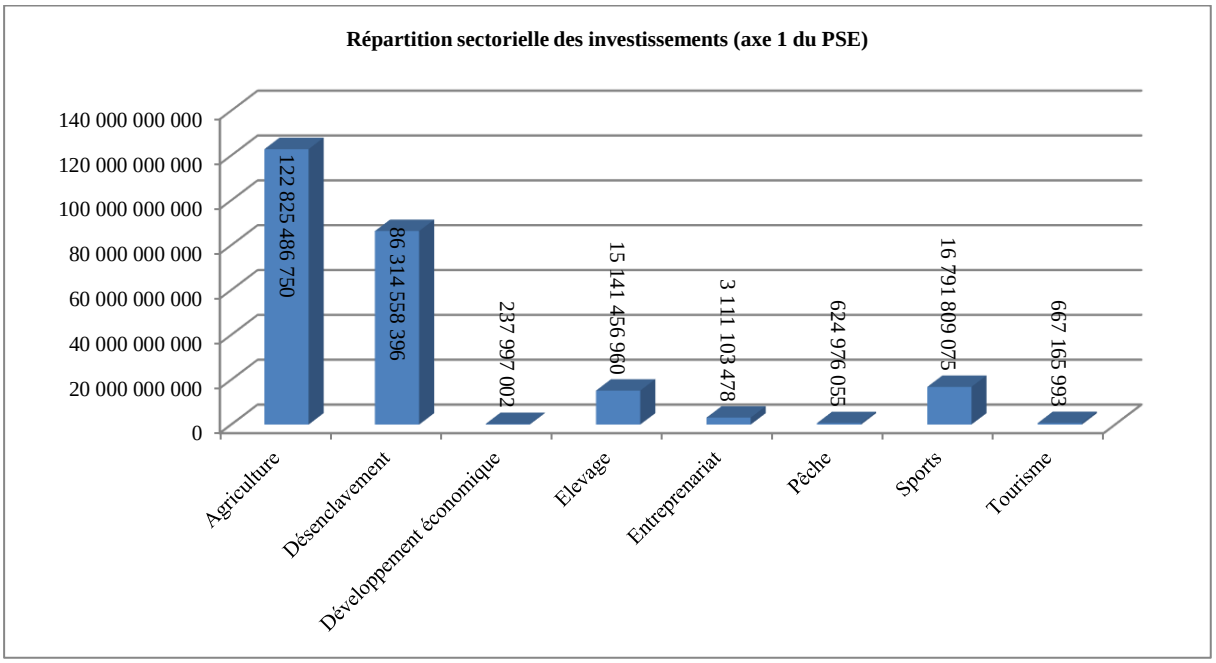
REPARTITION DES INVESTISSEMENTS PAR AXE DU PSE

Axe 1 : Transformation structurelle de l'économie et croissance

L'axe 1 enregistre 69,9% des investissements consentis dans la région. Ces investissements mettent en relief la création de richesse et la transformation structurelle de l'économie à travers la valorisation du potentiel hydro-agricole, sylvo-pastorale et de désenclavement. Ces investissements sont contenus dans une enveloppe de 245 714 553 709 F CFA, pour 36 programmes et projets dont 34 disposent d'informations financières.

Sur le plan du suivi physique, 7 programmes et projets ne disposent pas d'informations sur leur niveau d'exécution, 9 sont au niveau des études techniques et de faisabilité et les 20 restants sont à des niveaux d'exécution compris entre 6% et 100%. Concernant l'exécution financière, 11 programmes et projets ne disposent d'aucune information sur le niveau d'exécution, 9 sont à l'état de démarrage et les 16 restants ont des niveaux d'exécution compris entre 13% et 100%.

L'agriculture, le désenclavement, le développement économique local, l'élevage, la pêche, le tourisme, les sports et l'entreprenariat constituent les secteurs clés d'intervention de l'Etat.



L'agriculture, qui concentre la moitié des investissements, constitue le secteur d'intervention prioritaire de l'Etat compte tenu des énormes potentialités de la région. Au total, 13 programmes et projets sont exécutés dans le secteur de l'agriculture.

L'achèvement de la mise en œuvre de ces programmes et projets devra permettre à la région de disposer de 6 752 ha nouvellement aménagés, de 2 000 ha réhabilités, de 4 unités de décorticage, de 5 unités d'étuvage du riz, de 50 tracteurs, de 25 remorques, de 50 offsets, de 2 rizeries, de 2 moissonneuses batteuses, 3 motopompes et d'autres

équipements post récolte tels des décortiqueuses et des moulins (34 moulins dans le cadre du PUMA). Ces réalisations vont fortement contribuer à l'atteinte des objectifs assignés à la région en terme de production rizicole (57% de la production nationale de paddy). L'achèvement du centre de formation en machinisme agricole de Diama permettra de réduire les coûts d'acquisition des matériels agricoles et d'améliorer considérablement les revenus des producteurs. La participation des pays tels que le Japon et la Corée, réputés en matière de production rizicole, constitue des opportunités énormes pour l'amélioration des rendements et de la qualité du riz local.

Le désenclavement constitue le second secteur d'intervention de l'Etat avec 35,1% des investissements pour 7 programmes et projets mis en œuvre. Les travaux de désenclavement de l'Ile à Morphile et de réhabilitation de la route nationale 2 sont les réalisations phares de l'Etat dans ce secteur. En effet, les réalisations en terme de routes revêtues vont doter la région de 136 km de bitumes supplémentaires et de 119 km de bitumes réhabilités. Cela permettra d'augmenter le patrimoine régional en routes revêtues de 38% passant de 356,4 km à 492,4 km. En matière de pistes de production, les travaux d'entretien de la piste Rao-Merina Sall et de construction des pistes par l'AGEROUTE et le PUMA doteront la région de 124 km de pistes praticables supplémentaires et de désenclaver les zones de production de la commune de Ronkh qui concentre près de 75% de la production rizicole. Le programme zéro bac permettra également de disposer d'ouvrages de franchissement pour les populations de l'Ile à Morphile.

Sur le plan sportif, la réhabilitation du stade Maitre BabacarSéye, la construction du palais des Sports au niveau du stade Mawade Wade et la réhabilitation de la Maison de Lille, qui représentent 6,8% des investissements, constituent les principales réalisations et contribueront à enrichir le patrimoine en infrastructures sportives et diversifier la pratique sportive avec un boulodrome équipé de gradins et une mini-piscine olympique qui vient s'ajouter à la piscine olympique construite au niveau de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis.

L'élevage, qui a souvent été laissé en rade dans les investissements publics, concentre 6,2% des réalisations avec l'amélioration des races, du stock infrastructurel et de l'alimentation du bétail. L'amélioration des races est marquée par l'introduction de 25 géniteurs moutons de race Ladoum, 25 géniteurs moutons de race Touabir, 14 géniteurs taureaux de race Guzerat et 25 géniteurs boucs de race Guzerat. Le stock infrastructurel, quant à lui, est enrichi de 2 centres de quarantaines, d'un forage pastoral, d'une mare pastorale, de 2 marchés à bétail, 5 parcs à vaccination, 2 unités pastorales, 7 magasins d'aliments de bétail à et de 2 aires d'abattage. Concernant l'alimentation du bétail, 770,47 tonnes d'aliments vont être distribués aux éleveurs de Dagana et de Podor.

L'emploi des jeunes, à travers la promotion de l'entreprenariat, est bien pris en compte dans les investissements avec 1,3% de l'enveloppe globale. Ces investissements sont assurés par la Délégation Générale à l'Entreprenariat Rapide des Femmes et des Jeunes (DER/FJ) et le Fonds de Garantie des Investissements Prioritaires (FONGIP) par des financements accordés aux populations et qui permettront la création de 8 467

emplois, l'acquisition de 20 moissonneuses batteuses et 11 tracteurs.

La pêche et le tourisme viennent compléter les investissements consentis dans l'axe 1 du PSE dans la région avec chacun 0,3% de l'enveloppe.

Les réalisations de la pêche doteront la région de 85 cages flottantes, d'une plateforme pour le conditionnement des produits de la pêche, de 2 500 gilets de sauvetage, d'un marché à poissons, d'une aire de transformation et de 4 étangs piscicoles.

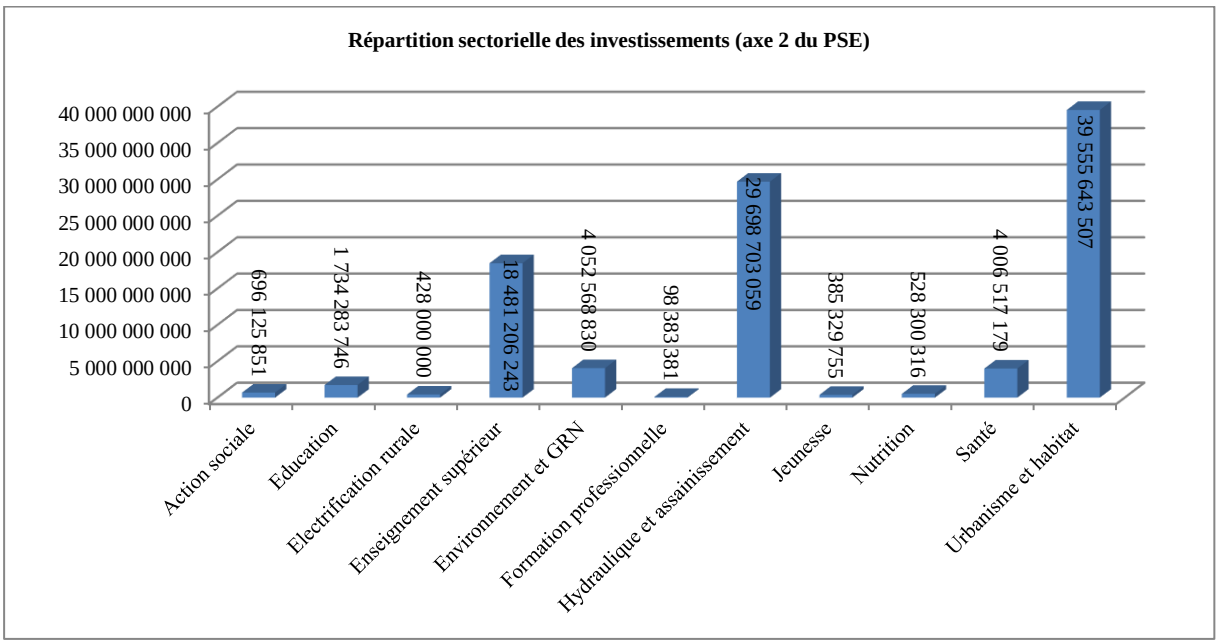
Les actions dans le tourisme sont marquées par le démarrage du projet du Fleuve Sénégal : les chemins des savoirs, lancé durant le mois d'octobre 2018 et qui envisage la préservation et la valorisation des patrimoines locaux.

Axe 2 : Capital humain, protection sociale et développement durable

La satisfaction des besoins des populations en services sociaux de base constitue un enjeu majeur pour atteindre l'objectif de disposer d'un capital humain de qualité. C'est pourquoi, l'Etat a consenti 99 665 061 867 F CFA, soit 28,4% des investissements de la région, dans ce secteur par la mise en œuvre de 62 programmes et projets dont 10 ne disposant pas d'informations financières.

L'analyse du niveau d'exécution physique de ces investissements montre que 20 programmes et projets ne disposent pas de données au niveau régional, 11 sont à l'état de démarrage avec les études techniques et de faisabilité et les 31 restants sont exécutés à des niveaux compris entre 5 et 100%. Plus de la moitié de ces derniers ont dépassé les 50% d'exécution.

Quant au niveau d'exécution financière, 27 programmes et projets ne disposent pas de données, 11 sont à l'état de démarrage et les 24 programmes et projets restants ont des niveaux d'exécution compris entre 3% et 100%.



L'urbanisme et l'habitat constituent les premiers secteurs d'intervention avec 39,7% des investissements pour la mise en œuvre de 10 projets et programmes dont les projets Promovilles et de Relèvement d'Urgence et de Résilience de Saint-Louis (SERRP).

Les investissements consentis dans ce secteur vont fortement renforcer le réseau de la voirie urbaine de Saint-Louis avec 12,4 km de voiries assainies et éclairées et le capital d'habitations avec la construction de 317 logements sociaux par la SN-HLM. Les populations de la Langue de Barbarie, menacées par les fortes houles de la mer, vont bénéficier de la construction de 441 logements pour le relogement des 927 familles impactées ou menacées. En plus de ces réalisations, la commune de Saint-Louis bénéficiera d'une stratégie de gestion des risques côtiers durable pour protéger la Langue de Barbarie, d'un système d'alerte précoce local, d'un plan de réponse communautaire à développer, d'un plan de résilience urbaine de l'agglomération de Saint-Louis et des activités de renforcement des capacités au niveau institutionnel et technique.

L'hydraulique et l'assainissement viennent en seconde position avec 29,8% des investissements pour la réalisation de 7 projets et programmes permettant à la région de disposer de 18 systèmes d'Adduction d'Eau potable (AEP) multi-villages supplémentaires qui porteront le patrimoine de la région à 224 forages et unités de potabilisation et de traitement. A cela s'ajoutera la réalisation de 75,2 km de réseaux d'eaux usées, de 10 stations de pompage d'eaux usées, d'une station d'eaux pluviales, d'une unité de traitement des boues de vidange, de 50 édicules scolaires et de 6 200 branchements domiciliaires.

Dans le domaine de l'hydraulique, les réalisations, qui desserviront plus d'une cinquantaine de villages, amélioreront le taux d'accès de 2% en passant de 82% à 84%.

Sur le plan de l'assainissement, les interventions permettront d'augmenter le stock infrastructurel de la commune de Saint-Louis passant de 7 à 17 stations d'eaux usées et de 75 km à 150,2 km de réseaux d'eaux usées. Le taux d'accès sera fortement amélioré de 21% passant de 33% à 54% avec la réalisation des 6 200 branchements domiciliaires.

L'enseignement supérieur occupe une place importante avec la présence de l'Université Gaston Berger. C'est pourquoi, l'Etat a investi 18 481 206 243 F CFA, soit 18,5% de l'enveloppe, pour la mise en œuvre de 8 programmes et projets dont la construction des Espaces Numériques Ouverts (ISEP) et de l'Institut Supérieur d'Enseignement Professionnel (ISEP), l'extension de l'UGB avec la construction de 2 villages universitaires dans le campus social et des salles de cours, amphithéâtres et bâtiments administratifs au niveau du campus pédagogique. Ces réalisations permettront de diversifier l'offre de formation avec les filières liées aux potentialités agro-écologiques qu'offrent la région et de décentraliser l'accès à l'université à travers les 3 ENO construits dans les départements de Podor et de Saint-Louis.

Les réalisations dans le domaine de l'environnement, d'un taux de 4,1% de l'enveloppe, sont dominées par la construction de la digue de protection de 3,5 km au niveau de la Langue de Barbarie. Cet important ouvrage, combiné au déplacement et à la requalification de la zone déplacée, permettra de sécuriser cette partie du littoral fortement menacée par les effets du changement climatique.

L'amélioration des services sanitaires et nutritionnels est bien prise en compte avec 4,5% des investissements de l'Etat. En effet, avec 10 projets et programmes déroulés, la région bénéficiera bientôt de 2 centres de santé et des activités de renforcement nutritionnels à travers les réalisations du projet Yellitaaré dans le département de Podor et du programme de renforcement nutritionnel. Cependant, il faut relever l'abandon de 2 importants projets par LUX DEV que sont la réhabilitation du service de réanimation de l'hôpital régional et la construction du centre régional de transfusion sanguine du fait d'un retard d'engagement financier de la part de l'Etat.

L'éducation et la formation professionnelle semblent ne pas enregistrer beaucoup d'investissements avec seulement un taux de 1,8%. La faiblesse de ce taux s'explique par l'absence de maitrise des montants du financement de 4 importantes interventions que sont le Programme Zéro Abri provisoire (PROZAP), la construction de l'Inspection de l'Education et de la Formation de Pété, le Projet Formation Insertion (PFI) et la construction de 2 Centres de Formation Professionnelle à Aéré Lao et Mboumba.

Malgré la non capitalisation des informations financières concernant ces peojets, il est certain que leur exécution vont permettre de disposer de 744 salles de classe, 512 blocs administratifs, 243 blocs d'hygiène, 28 murs de clôture, de 3 Blocs scientifiques fonctionnels, de 7 écoles élémentaires clés en main, d'une case des tout-petits, de 4 lycées, de 2 centres de formation professionnelle et de 300 tables-bancs. Cela permettra d'éradiquer complétement le nombre d'abris provisoires au niveau des écoles élémentaires et des collèges (653 abris provisoires en 2017) et de réduire fortement le gap en salles de classe.

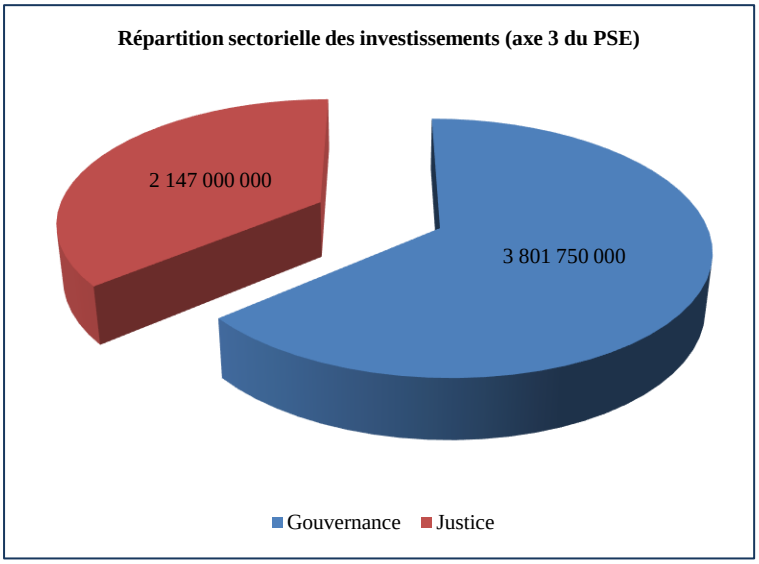
L'action sociale, l'électrification rurale et la jeunesse constitue les secteurs les moins pourvues avec respectivement 0,7%, 0,4% et 0,4% des investissements. La faiblesse des investissements dans le secteur de l'électrification rurale peut s'expliquer par l'absence d'informations financières des interventions du PUDC et du COMASEL. Les interventions dans la jeunesse permettront de renforcer les capacités des jeunes entrepreneurs et la création de 599 emplois à travers le financement de 210 projets économiques.

Le Programme de la Couverture Maladie Universelle, le Programme de Renforcement des dynamiques de Développement Economique et Social (PRODES) et le Programme Nationale de Bourses de Sécurité Familiale constituent les plus importantes interventions dans le

domaine de l'action sociale. Dans les 2 premiers trimestres de l'année 2018, 14 010 ménages ont bénéficié des bourses de sécurité familiale.

Toutefois il est important de noter les difficultés de payement avec l'opérateur Orange Money au niveau du département de Dagana.

Axe 3 : Gouvernance, institutions, paix et sécurité



Cet axe est bien pris en compte dans les investissements de l'année avec le redémarrage des travaux de construction du palais de justice de Saint-Louis et l'acquisition de financements complémentaires dans le cadre du Projet de Gestion des Eaux Pluviales et d'adaptation aux changements climatiques (PROGEP), cet axe bénéficie de 5 948 750 000 F CFA d'investissements pour 5 projets et programmes répartis entre la gouvernance et la justice. D'autres interventions sont également notées mais les coûts de mise en œuvre ne sont pas maitrisés. Il s'agit de la mise en œuvre du Plan de Gestion Environnementale et Sociale du Pont de Rosso Sénégal et de la construction du tribunal d'instance de Dagana et de 5 brigades de gendarmeries.

4.2.Revue des projets et programmes en cours ou envisagés des collectivités territoriales

Secteur	Projet/Programmes	Coût global	Source de financement	Exécution financière	Exécution physique	Indicateurs	Contraintes/Observations
Agriculture	Projet agricole intégré pour l'amélioration de la productivité des femmes et des jeunes en milieu rural à travers le renforcement des capacités de production, de conservation, de transformation et de commercialisation "Soukhali Mbay"	275 501 940	AACID	0%	0%	02 fermes avicoles à mettre à niveau, suivi des activités des fermes agricoles à effectuer, des activités d'élevage dans les fermes agricoles à expérimenter, des activités d'embouches à relancer, 1 ferme à aménager et équiper, des activités agricoles à mettre en place, 1 poulailler à mettre en place, 1 embouche à mettre en place, des bassins piscicoles à mettre en place, des sessions de formation en technique de maraichage, en technique d'élevage des bovins et ovins, en technique de pisciculture et de production d'aliment pour poisson, en entretien des équipements et infrastructures, en gestion administrative et financière, en technique de transformation des produits alimentaires, en technique de commercialisation des produits agricoles et en leadership et développement personnel à organiser	Retard dans l'ouverture du compte et la mise à disposition des fonds
Elevage	Projet de subvention de l'aliment de bétail pour les éleveurs du département de Dagana	7 500 000	Conseil départemental de Dagana	ND	ND	Des tonnes d'aliments de bétail subventionnés	

Sports	Construction d'une clôture de terrain de football à Gandon	18 000 000	Commune de Gandon	0%	0%	1 terrain de football à clôturer	Procédures de passation des marchés en cours
Transport	Construction d'une gare routière à Richard Toll	235 000 000	Commune de Richard Toll	0%	0%	1 gare routière à construire	
Hydraulique et Assainissement	Projet Assainissement du quartier de Guet Ndar (ACTING)	551 000 000	Union Européenne, CG27	ND	ND	1 réseau d'assainissement à réaliser, 2 stations pompage à construire, gestion des boues de vidange, pavage des rues, travail sur l'espace privé « à la parcelle », formation des acteurs, sensibilisation à l'hygiène et marketing de l'assainissement	
Education	Construction de salles de classe au niveau des lycées de Ngalléle, Tassinère et Rao	30 000 000	FECT, Conseil Départemental de Saint-Louis	0%	0%	7 salles de classe à construire	Appels d'offres en cours
Education	Construction de salles de classe et de blocs sanitaires à Ndiebene, Gouye Touré, Mbayelar, Sanar et Iba Balla	20 180 261	Commune de Gandon, ONG Le Partenariat	100%	95%	4 salles de classe construites, 1 bloc d'hygiène construit	Lenteur dans les décaissements
Education	Réalisation d'un point d'eau potable, de blocs sanitaires et de clôture grillagée du jardin potager à Maka Toubé	8 378 531	Sicoval, PACTE, Commune de Gandon	0%	25%	1 point d'eau à construire, des blocs sanitaires à construire, 1 clôture grillagée du jardin potager à construire	
Education	Réhabilitation de salles de classe des écoles Serigne	28 000 000	Partenaire local (Mécène)	85%	85%	Des classes à réhabiliter	Classes de l'école Khar Yallah non fonctionnelles pour cause de manque de moyens financiers

	Babacar Gueye et Khar Yallah						
Education	Construction de mur de clôture d'école de Guinaw Rails	9 900 500	Commune de Mpal	ND	50%	1 mur de clôture à construire	
Education	Construction d'infrastructures et d'équipements scolaires à Rosso Sénégal	24 000 000	PNDL, Commune de Rosso Sénégal	75%	75%	4 salles de classe à réaliser	
Education	Construction et équipement d'infrastructures scolaires dans les collèges et lycées du département de Dagana	55 000 000	Conseil départemental de Dagana	ND	ND	5 salles de classe construite dont 2 à Débit-Tiguette et 3 à Richard Toll, des matériels informatiques, des fournitures scolaires, des tables bancs et des bourses à distribuer	
Education	Construction de l'école de Ndiangué	52 000 000	Commune de Richard Toll	50%	50%	1 école à reconstruire	
Environnement et GRN	Projet de Promotion de la Gestion Durable des Terres dans l'Aire du Patrimoine des Trois Marigots	137 345 000	OMVS	0%	0%	Des bois villageois à aménager, 1 campagne de reboisement dans les villages à organiser, 1 pépinière communautaire à mettre en place, des foyers améliorés à acquérir, des pares-feux dans les villages à aménager, 1 unité de production de bio-charbon typha à mettre en place, des fermes aquacoles à aménager, agro-écologie dans les bois villageois à développer, culture fourragère à promouvoir, des unités de	Fonds pas encore mis en place

						transformation des produits locaux à réaliser, adduction d'eau potable dans les villages à réaliser, des sessions de formation sur la gestion administrative et financière, sur la GDT à organiser, des sensibilisations du public et dans les écoles sur la GDT à organiser	
Environnement et GRN	Projet de Généralisation et de pérennisation des systèmes communaux de gestion des ordures ménagères (FICOL)	924 493 332	AFD, CDY, UE, Communes de Podor, Conseil Départemental de Podor, SIDRU	ND	ND	18 systèmes de gestion des ordures ménagères avec des décharges contrôlées à mettre en place, 4 modules "tri-valorisation" à installer, des sessions de renforcement de capacité à organiser	
Hydraulique et Assainissement	Programme d'Appui aux Initiatives des Collectivités Locales pour l'Hydraulique et l'Assainissement	959 592 936	SEDIF, Agences de l'eau Adour-Garonne et Seine Normandie, Région Midi Pyrénées, ARD, Communes, OFOR, PNDL, SICOVAL,	65%	63%	2 châteaux d'eau construits, des extensions de réseau d'AEP, 1 station de potabilisation renforcée, 100 latrines domestiques à subventionner	Essais de pression non concluants, retard dans la validation du programme d'investissement du programme

			Usagers, PAEMS, Plan International				
Hydraulique et Assainissement	Extension du réseau d'adduction d'eau potable dans les quartiers de Rosso Sénégal	29 876 302	PNDL, Commune de Rosso Sénégal	50%	80%	5 191 mètres linéaires de réseau à étendre	
Hydraulique et Assainissement	Travaux d'adduction d'eau potable dans la commune de Diama	16 000 000	Commune de Diama	ND	ND	1 500 mètres linéaires de réseau à étendre, 2 réservoir d'eau à construire, des puits à curer, 1 réseau d'AEP à entretenir	
Santé	Acquisition d'équipements sanitaires pour l'hôpital de Saint-Louis	20 000 000	FECT, Conseil Départemental de Saint-Louis	ND	ND	Des équipements à acquérir	RAS
Santé	Construction d'un poste de santé à Ngaye	51 436 943	Commune de Gandon	20%	80%	1 dispensaire à construire, 1 logement ICP à construire, 1 maternité à construire	Lenteurs dans les décaissements des décomptes avec le Trésor
Santé	Projet de réfection et d'équipement de l'hôpital de Richard Toll	26 000 000	Conseil départemental de Dagana	ND	ND	1 hôpital à réfectionner, des équipements et des produits pharmaceutiques à acquérir	

Urbanisme et Habitat	Lotissement complémentaire de Ross-Béthio	35 400 000	Commune de Ross Béthio	40%	95%	1 lotissement réalisé	Réception provisoire de l'aménagement prononcée
Gouvernance	Projet Budget Participatif Sénégal dans les communes de Richard Toll et Mbolo Birane	196 138 960	PNDL, Communes de Richard Toll et de Mbolo Birane	0%	0%	1 marché à réhabiliter, 3 foyers des jeunes à réhabiliter, 1 centre de formation polyvalent à construire et équiper, 1 ferme piscicole à mettre en place, 1 enclos à construire et un sujet Gouzera à acheter, un centre artisanal à réhabiliter et à équiper, 2 moulins à mil et machine décortiqueuse à acheter, un abri moulin à construire, une boutique communautaire à construire et à équiper et une unité de transformation des produits forestiers à construire et à équiper	Dossiers d'appels d'offre et DRP en cours de lancement
Gouvernance	Programme Nationale de Développement Local (PNDL)	492 500 000	Etat (PNDL), Communes	50%	65%	15 salles de classe à construire et équiper, 3 mur de clôture à construire, 1 salle informatique à construire, 4 cases de santé à construire, 1 salle d'hospitalisation à construire, X ml de réseau d'eau potable à réaliser, X ml de réseau électrique à réaliser, 1 système de gestion des ordures ménagères à réhabiliter, 1 parc de vaccination à construire, 1 stade à achever, 1 centre socio-économique à construire, 1 place publique à aménager, 1 plateau multifonctionnel à étendre, 15 souks	Retard dans la mise à disposition des fonds, retard dans la mobilisation des contreparties des communes, retard des entreprises dans la réalisation des travaux

						à réparer, 2 mur de clôture de stade à construire	
Gouvernance	Programme d'Appui aux Communes et Agglomérations du Sénégal (PACASEN)	5 466 195 000	Banque Mondiale, AFD, ETAT	0%	0%	8 communes bénéficiaires de financement annuel sur la base du respect de 8 Conditions Minimales Obligatoires et de 13 Indicateurs de Performance pour la commune de Saint-Louis	Fonds pas encore mis en place
Gouvernance	Projet d'Appui à la Gouvernance Locale en Milieu Rural (PAGOR)	220 875 153	AECID	0%	0%	Des CC et CQ à redynamiser, 22 cadres de coordination et de suivi du développement à mettre en place, 2 processus de budget participatif déroulés, des actions issues du budget participatif à appuyer, des conférences d'harmonisation à appuyer, des mesures de performance des communes à réaliser, les plans d'actions issus de la mesure de performance à appuyer, le potentiel fiscal de 2 communes à évaluer, des élus à former sur la fiscalité locale, 1 forum d'information et de sensibilisation sur la fiscalité à organiser, la mobilisation des ressources fiscales à appuyer, des	Retard dans le démarrage du projet du fait des exigences dans l'ouverture des comptes bancaires qui doivent être autorisés par le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan

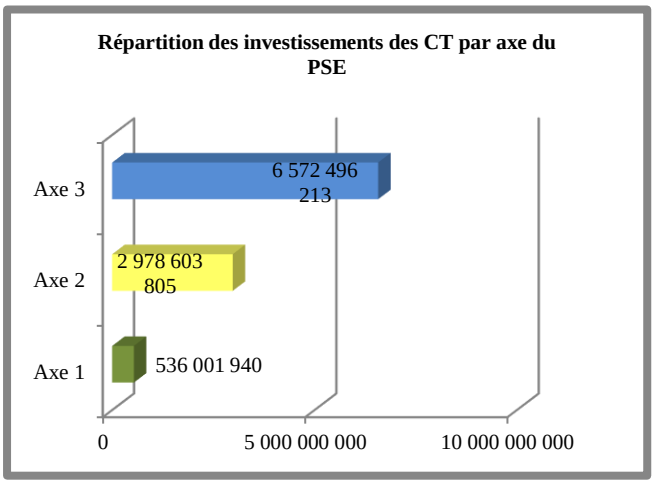
						souks dans les marchés hebdomadaires à mettre en place, des locaux pour l'installation du système d'état civil à aménager, des systèmes d'état civil à informatiser, des sessions de formation sur la gestion de l'état civil à organiser, des équipements des systèmes d'état civil à acquérir, des campagnes de sensibilisation sur les faits d'état civil, des audiences foraines à appuyer	
Gouvernance	Projet de Renforcement de Capacités de Développement Locale et Régionale dans la région de Saint-Louis (Projet Triangulaire)	196 787 100	AACID	66%	66%	Des visites d´échange au Maroc pour connaitre les outils et mécanismes de développement en matière de promotion et stratégies territoriales réplicables dans la région, 5 stages de perfectionnement au Maroc à organiser, Des équipements pour l'ARD à acquérir, plan stratégique de l'ARD à réactualiser, 1 séminaire de formation en décentralisation et développement économique local, 1 séminaire de formation en animation économique territoriale, 1 séminaire de formation sur le marketing territorial, 1 séminaire de formation pour les microentreprises à organiser,	

						des visites d'échanges des artisans et participation aux foires organisées au Maroc, SAFIC à expérimenter, des équipements sanitaires pour les postes de santé à acquérir	

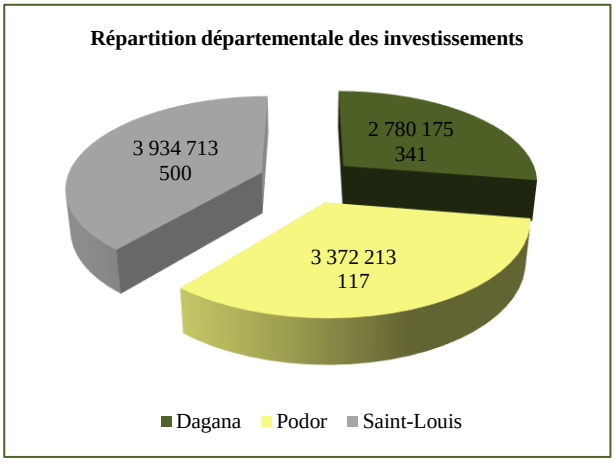
4.2.1. ANALYSE DES IMPACTS DES PROJETS ET PROGRAMMES EN COURS OU ENVISAGES

Les collectivités territoriales de la région ont consenti beaucoup d'efforts dans le cadre de la satisfaction des besoins prioritaires des populations. Ainsi, en 2018, elles ont mis en œuvre 27 projets et programmes pour un montant d'investissements global de 10 087 101 958 F CFA soit 3% des investissements publics globaux. L'exécution de ces programmes et projets a été possible grâce à l'appui des partenaires de la coopération décentralisée, des secteurs privés et de l'Etat à travers le Fonds d'Equipement des Collectivités Territoriales (FECT).

La répartition des interventions des collectivités territoriales selon les axes du PSE montre que la gouvernance territoriale occupe une place importante dans les politiques de développement territorial avec 65,2% des investissements, ensuite vient le développement du capital humain avec 29,5% et enfin le développement économique territorial avec 5,3% des investissements des collectivités territoriales. Cela montre la volonté des collectivités territoriales et de leurs partenaires à mettre en place des institutions de gouvernance territoriale fortes.



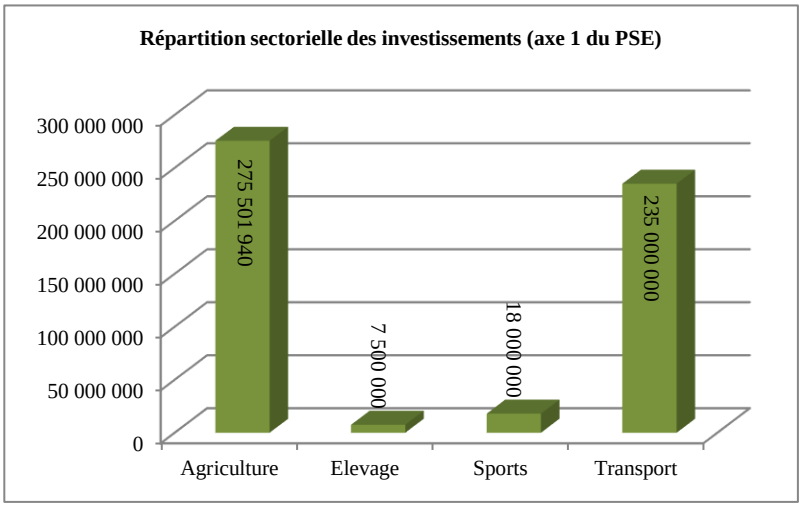
Concernant la répartition territoriale des investissements, les collectivités territoriales du département de Saint-Louis concentrent 39% des investissements, suivi de celles du département de Podor avec 33% et enfin celles du département de Dagana avec 27% des investissements. L'importance de la part du département de Saint-Louis s'explique par la consistance des investissements consentis par la commune de Saint-Louis, qui dispose d'un budget de plus de 2 milliards de F CFA contrairement aux autres collectivités territoriales de la région.



REPARTITION DES INVESTISSEMENTS PAR AXE DU PSE

Axe 1 : TRANSFORMATION STRUCTURELLE DE L'ECONOMIE ET CROISSANCE

Les investissements consentis par les collectivités territoriales dans l'axe 1 sont essentiellement orientés vers l'agriculture, l'élevage, le sport et le transport.



Représentant 51% des investissements, les interventions dans le domaine de l'agriculture sont constituées par le seul projet « SoukhaliMbay », financé par l'Agence Andalouse de Coopération Internationale pour le Développement (AACID) avec la mise à niveau de deux (2) fermes avicoles, le suivi et le renforcement des activités des fermes agricoles mises en place par le PSDAR avec l'introduction d'activités d'élevage, la relance des activités d'embouche du PSDAR, la mise en place d'une ferme intégrée, la construction d'un poulailler moderne, d'une embouche à mettre en place, des bassins piscicoles. Pour accompagner ces activités de production, des sessions de renforcement de capacités seront organisées au profit des bénéficiaires et des élus territoriaux.

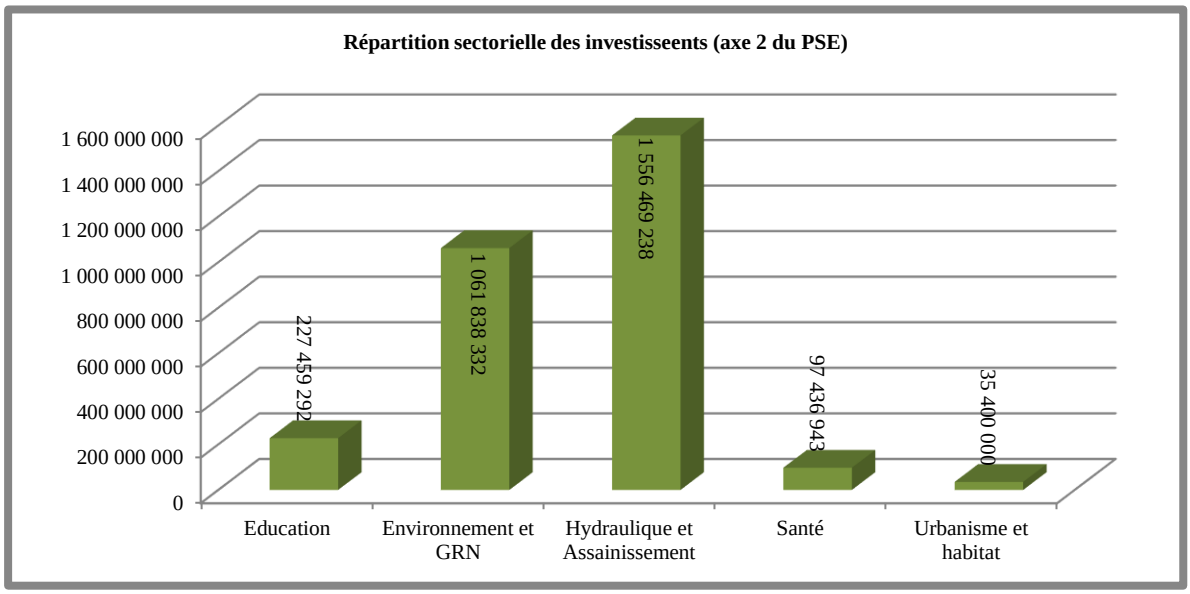
La construction de la Gare routière de Richard Toll, à hauteur de 250 millions de F CFA, constitue la principale intervention en matière de transport. Cette infrastructure permettra à la commune de Richard de libérer l'emprise de la route nationale envahie par les occupants de l'actuelle gare routière.

Pour une meilleure organisation des activités sportives de vacances dites« navétanes », la commune de Gandon a entamé la clôture du terrain de football du village éponyme afin d'accueillir les compétitions organisées par les Associations Sportives et Culturelles de la commune. Cette réalisation constitue l'unique intervention des collectivités territoriales dans le secteur du sport.

Les interventions dans le domaine de l'élevage résultent de l'initiative du Conseil Départemental de Dagana et occupent seulement 1% des investissements avec la subvention de près de 100 tonnes d'aliments de bétail au profit des éleveurs.

Axe 2 : CAPITAL HUMAIN, PROTECTION SOCIALE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

L'éducation, l'environnement, l'hydraulique, l'assainissement, la santé, l'urbanisme et l'habitat constituent les secteurs d'intervention dans cet axe avec un volume d'investissements de 2 978 603 805 F CFA soit 29,5%, pour 18 projets et programmes.



Avec le projet dénommé Assainissement Concerté Total Intégré de Guet Ndar (ACTING), le programme d'Appui aux Initiatives des Collectivités territoriales pour l'Hydraulique et l'Assainissement (AICHA), du projet d'extension du réseau d'adduction d'eau potable dans les quartiers de Rosso Sénégal et du projet d'adduction d'eau potable dans la commune de Diama, les secteurs de l'hydraulique et de l'assainissement concentrent 52% des investissements.

Les interventions dans le secteur de l'environnement qui mobilise 36% de l'enveloppe, sont constituées essentiellement par : la préservation de la biodiversité autour de l'Aire du patrimoine régional des 3 marigots et la mise en place de 18 systèmes de gestion des ordures ménagères au niveau des communes du département de Podor. Au regard de l'insalubrité notée dans les grands établissements humains du département, le Département de Podor, en partenariat avec celui des Yvelines en France, a opté pour la généralisation des systèmes de gestion des ordures ménagères déjà expérimentée au niveau des communes de Mboumba, Aéré Lao, Pété et Niandane.

L'éducation concentre 8% des investissements avec la construction de 20 salles de classe, de 2 blocs d'hygiène, d'un point d'eau potable, d'un mur de clôture et la réhabilitation d'une école élémentaire et de salles de classe dans toute la région. Toutes ces réalisations contribuent à améliorer l'environnement scolaire et la qualité des enseignements/apprentissages.

La santé représente 3% des investissements orientés sur la réfection et l'équipement des établissements publics de santé de Saint-Louis et Richard Toll par les départements de Saint-Louis et Dagana et la construction du poste de santé de Ngaye par la commune de Gandon.

En matière d'urbanisme et d'habitat, l'unique intervention, représentant 5% des investissements, est à l'actif de la commune de Ross Béthio à travers un lotissement complémentaire.

Axe 3 : GOUVERNANCE, INSTITUTIONS, PAIX ET SECURITE

Cet axe est le mieux pris en compte sur le plan des investissements. Les interventions recensées concernent uniquement l'amélioration de la gouvernance territoriale et s'élèvent à 6 572 496 213 F CFA. Elles concernent 5 projets et programmes majeurs que sont le projet Budget Participatif Sénégal dans les communes de Richard Toll et Mbolo Birane, le Programme National de Développement Local (PNDL), le Programme d'Appui aux Communes et Agglomérations du Sénégal (PACASEN), le Projet d'Appui à la Gouvernance Locale en Milieu Rural (PAGOR) et le Projet de Renforcement de Capacités de Développement Local et Régional dans la région de Saint-Louis (Projet Triangulaire).

La mise en œuvre de ces projets vise, essentiellement, le renforcement des capacités des collectivités territoriales par l'organisation de sessions de formation au profit des élus et autres acteurs et l'amélioration de la participation citoyenne à travers la redynamisation et l'animation des cadres de concertation. Ces projets permettront, également, d'améliorer la fiscalité des collectivités territoriales à travers la mise en place d'infrastructures socio-économiques pouvant générer des recettes fiscales.

L'analyse des investissements régionaux renseigne sur le niveau et la nature de prise en charge des besoins des populations par l'Etat et par les collectivités territoriales.

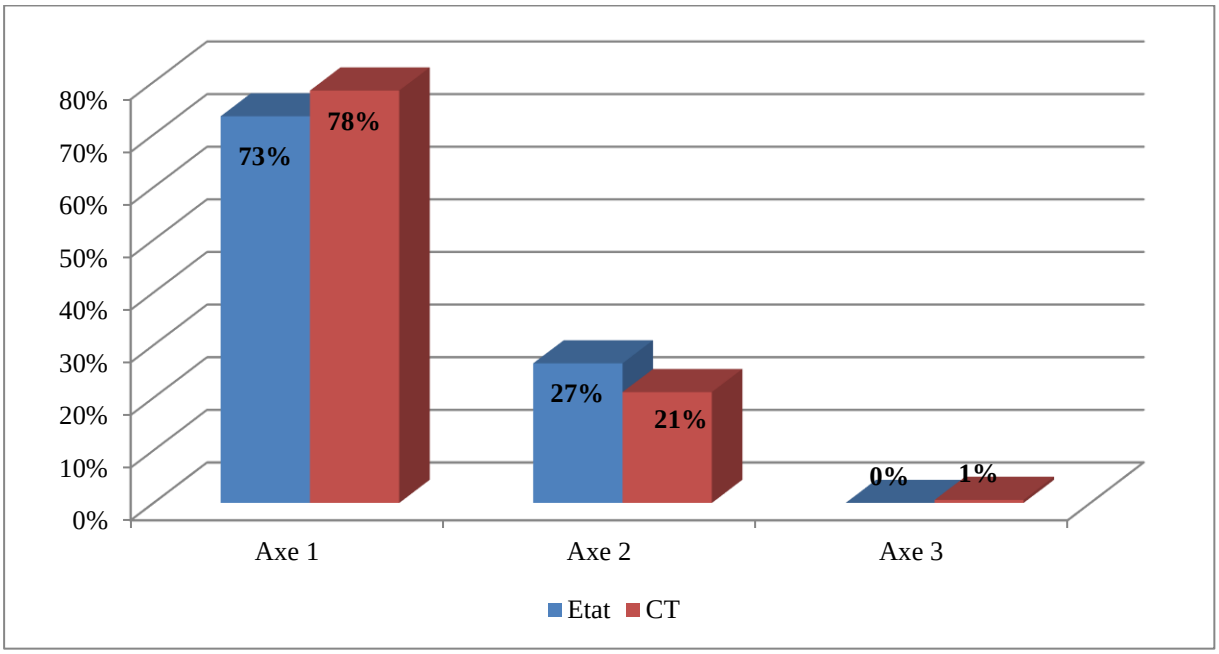
L'Etat a, principalement, orienté ses investissements dans les secteurs économiques et les collectivités territoriales dans les secteurs sociaux et le renforcement de la gouvernance. Ce qui dénote une certaine complémentarité dans les interventions.

5. REVUE GENERALE DES PROJETS ACHEVES

Plusieurs projets sont achevés au niveau de la région aussi bien ceux portés par l'Etat que par les collectivités territoriales. Ainsi, il a été recensé 108 projets achevés pour un montant global de 69 475 470 968 F CFA répartis comme suit :

- Etat et ses partenaires : 63 projets soit 58% pour une enveloppe de 65 142 911 720 F CFA soit 94% des investissements ;
- Collectivités territoriales : 45 projets soit 42% pour une enveloppe de 4 332 559 248 F CFA soit 6%des investissements.

La répartition par axe du PSE montre que les investissements achevés sont concentrés dans les deux premiers axes avec 51 238 422 049 F CFA d'investissements dans l'axe 1 soit 73,81%, 18 192 048 919 F CFA pour l'axe 2 soit 26,19% et 25 000 000 F CFA pour l'axe 3 soit 0,04%. Il est constaté, contrairement aux projets en cours, que les collectivités territoriales ont investi beaucoup plus au niveau de l'axe 1 et sont les seules à investir dans l'axe 3.



5.1.Revue des projets achevés de l'Etat

Secteur	Intitulé du projet	Coût global	Source de financement	Date d'achèvement	Observation (date d'inauguration/ date de mise en service)
Agriculture	Etude du projet de réhabilitation et d'extension des périmètres irrigués villageois des zones de Donaye, Diatar et Guédé dans le Département de Podor	205 792 000	BOAD, ETAT		Etudes APD DCE bouclée en Février 2017
Agriculture	Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise Phase 1 (PRACAS 1)	31 000 000 000	Etat	31/12/2017	Aménagements exploités depuis 2015
Agriculture	Programme d'Appui à la Sécurité Alimentaire et à l'Elevage (PASAEL)	4 200 000 000	Banque Mondiale (IDA), Etat	2015	4 900 ha réfectionnés et 90 GMP acquis et installés
Agriculture	Projet d'Amélioration des Systèmes de Stockage (Phase II)	56 000 000	AECID		2 magasins de 700 T chacun réceptionnés en Juin 2018
Agriculture	Projet de réhabilitation des PIV de Mboumba (100 ha)	465 000 000	Etat	07/05/2018	100 Ha et 4 GEP
Agriculture	Projet Lampsar / Rive Droite	6 200 000 000	BADEA	2015	Aménagement et équipement de 1 226 ha, 5 stations de pompage entièrement équipées, magasins construits pour 1 200 tonnes de capacité de stockage, 10 batteuses acquises
Agriculture	Mise en place d'un SIPA de 360 ha dans le cadre du PRODAM	1 600 000 000	Etat	09/07/2015	Mise en service en 2015
Agriculture	Achat d'une décortiqueuse, construction d'un abri et appui aux femmes pour le fonctionnement de Bokhol	5 825 000	SENERGY 2		Décortiqueuse déjà en place et fonctionnelle
Culture	Réorganisation du calendrier culturel de la région	1 000 000	Direction des Arts, Ministère de la Culture		Articuler l'agenda culturel régional à l'agenda culturel national
Elevage	Construction du marché à bétail de Thillé Boubacar	105 000 000	UEMOA	09/07/1905	
Elevage	Projet de Valorisation de la paille de canne	165 000 000	CEDEAO, ARAA	01/07/2017	

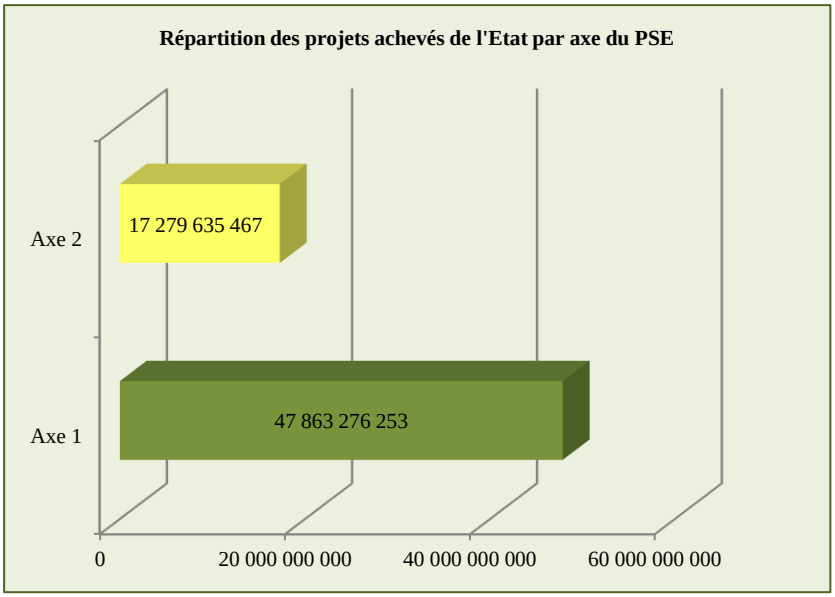
Energie	Densification du réseau d'éclairage publique de Richard Toll	110 000 000	Commune		
Pêche	Appui spécial du Président de la République aux Pêcheurs retournés de la Mauritanie (moteurs et financement)	1 983 010 000	Etat	22/06/2017	Remise officielle faite le 22 juin 2017
Pêche	Construction d'un site moderne pour la transformation artisanale des produits de la pêche	349 421 980	Etat	01/02/2017	Mis en service en février 2017
Pêche	Programme de renforcement de la sécurité des pêcheurs en mer et sur les fleuves : Subvention de 1000 gilets de sauvetage	2 500 000	Etat	01 février 2018	Réceptionné le 01 février 2018
Pêche	Subvention des moteurs hors-bords pour les pêches artisanales maritime et continentale	783 000 000	Etat		783 moteurs subventionnés
Pêche	Programme d'appui aux femmes de Mouit et Moumbaye (Gandiole)	39 000 000	Etat	30/07/2018	Crédit aux femmes pour leur permettre de démarrer leur activité (9 000 000) et (30 000 000) en matériels
Sports	Programme de Renforcement et d'Equipements des Collectivités Locales (PRECOL)	592 727 273	ADM	30/06/2018	
Action Sociale	Création de 12 mutuelles de santé et d'une Union départementale des mutuelles de santé dans le département de Dagana	6 500 000	Etat		
Action Sociale	Projet de Régularisation de 3 000 enfants	19 356 980	UNICEF		3 000 enfants régularisés à l'état civil
Action Sociale	Achèvement de la mosquée de Dialawaly	4 500 000	SENERGY 2		
Action Sociale	Fourniture d'équipements complémentaires pour les écoles et pour la mosquée de Dialawaly	6 508 500	SENERGY 2		
Hydraulique et Assainissement	Programme de renouvellement du réseau de l'Ile à Saint Louis	1 000 000 000	Etat (BCI)		Mis en service depuis 2017
Hydraulique et Assainissement	Projet d'assainissement de Ndiolofféne, Léona et Diamaguéne	176 215 713	Ville de Toulouse, le Grand Toulouse et l'Agence de		

			l'Eau Adour Garonne		
Education	Formation de maîtres artisans au niveau du CFP de Richard Toll dans le cadre de l'Apprentissage Rénové	10 860 800	SEN 028		
Education	Construction du lycée de Fanaye	215 000 000	PAISD, DIASPORA, Etat	01/08/2017	
Education	Construction de 2 salles de classes, d'un mur de clôture et de toilettes dans le village de Ngambou Thilé	16 001 000	SENERGY 2	21/06/2018	
Education	Construction d'un mur de clôture pour l'école 2 de Bokhol	7 300 000	SENERGY 2	21/06/2018	
Education	Construction de 3 salles de classes, ainsi qu'un mur de clôture et toilettes pour l'école Franco Arabe de Bokhol	24 520 000	SENERGY 2	21/06/2018	
Electrification rurale	Mise en place d'une mini-centrale solaire pour la station de pompage de Dagana	428 000 000	SENERGY 2		Mini-centrale déjà fonctionnelle
Electrification rurale	Installation de kits et lampadaires solaires dans les villages avoisinant la centrale solaire de Bokhol	42 878 000	SENERGY 2		Action déjà réalisée dès le début de la phase exploitation de la centrale
Enseignement supérieur	Projet d'extension de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis	6 417 000 000	Banque Mondiale, Etat		Mis en service depuis 2017
Environnement et GRN	Fish for live marine protect dear management NAND Fish processing Saint-Louis	429 000 000	WWF Sénégal, WWF Allemagne et APTE	09/07/1905	Démarrage en décembre 2013, perturbations notées suite à la fermeture du bureau régional de l'Afrique de l'Ouest de WWF à Dakar
Environnement et GRN	Projet de reboisement de 55 ha au niveau de l'Aire Marine Protégé	18 500 000	Etat (BCI)		Réceptionné en 2017
Environnement et GRN	Projet de reconstruction de la plage du village de Pilote Barre	357 000 000	UE, Etat		Réceptionné en 2017

Environnement et GRN	Reboisement de 4 ha à Doune Baba Diéye et Keur Bernard	0	Etat (BCI)		Réceptionné en 2017
Hydraulique et Assainissement	Construction de 10 unités de potabilisation mono-villages dans le département de Podor	920 000 000	Coopération sénégalo-japonaise	31/05/2018	10 UPT (Déguembéré, Dar salam, Bakhao, Séroum, WouroKélé, Ngaoulé, Mbantou, Ngayaye, Houddou et Thiénel Foulbé).
Hydraulique et Assainissement	Programme d'Urgence de Développement Communautaire (PUDC)	2 200 000 000	Etat	16/04/2018	11 forages, 10 châteaux d'eau, 10 cabines de pompage, 10 logements de conducteurs, 110 bornes fontaines publiques, 10 potences, 15 abreuvoirs et 171 329 ml de réseau tous diamètres confondus.
Hygiène	Mise en œuvre sans subvention de l'Assainissement Total Piloté par la Communauté dans le District sanitaire de Saint-Louis	3 948 800	UNICEF	01/01/2018	Réceptionné en janvier 2018
Santé	Acquisition de matériels médicaux pour le bloc opératoire du centre de santé de Podor	134 170 000	Etat	15/11/2017	-
Santé	Activités de Renforcement de capacités et de sensibilisation à travers des VAD et causeries sur la Promotion des Pratiques Familiales Essentielles pour la Maladie à Virus Ebola, les Maladies diarrhéiques et la Malnutrition Aigüe sévère	1 541 775	UNICEF	01/01/2018	Réceptionné en janvier 2018
Santé	Réhabilitation et extension de l'EPS de Ndioum	172 461 170	Etat	28/04/2017	
Santé	Construction d'un centre de dialyse à l'EPS de Ndioum	367 000 000	Etat	21/03/2018	Réception provisoire des travaux
Santé	Construction d'un Centre de Santé à Aéré Lao	190 000 000	EIFFAGE, PSAID, ASCAL	01/04/2018	Pas encore inauguré
Santé	Réhabilitation du poste de santé de Diamaguéne	40 000 000	Etat (BCI)		
Santé	Réhabilitation du poste de santé de Sor	40 000 000	Etat (BCI)		
Santé	Equipement du centre régional de transfusion sanguine de Saint-Louis	127 000 000	LUX DEV	Octobre 2018	Le matériel a été livré au mois d'octobre
Santé	Equipement du poste de transfusion sanguine de Richard-Toll	87 000 000	LUX DEV	Octobre 2018	Le matériel a été livré au mois d'octobre

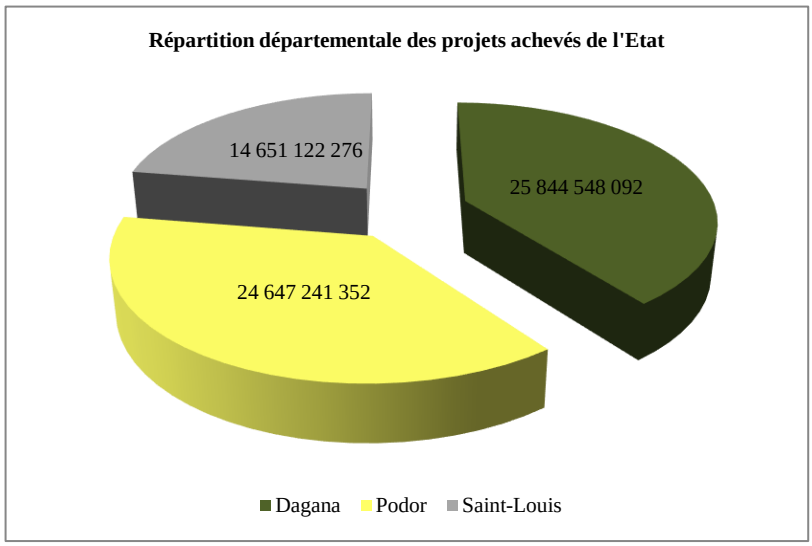
Santé	Construction et équipement du centre de santé de Richard-Toll	847 000 000	LUX DEV	9/10/2018	Centre de santé réceptionné le mardi 9 octobre 2018
Santé	Equipement du service de réanimation du Centre Hospitalier Régional de Saint-Louis	30 000 000	LUX DEV	Octobre 2018	Equipements livrés au mois d'octobre
Santé	Réfection et extension du poste de santé de Mbilor	10 000 000	SENERGY 2	21/06/2018	
Santé	Achat d'un lot de matériel médical	3 125 000	SENERGY 2		
Santé	Programme fonctionnel de renforcement du système de santé	101 283 115	Etat		40 personnes formées sur le DHIS 2, 5 ambulances acquises
Urbanisme et habitat	Aménagement de la route de la gare avec un réseau d'assainissement	650 934 865	Etat (FERA)		
Urbanisme et habitat	Financement de microprojets à Rosso Sénégal	4 263 721	Fond franco-sénégalais		
Urbanisme et habitat	Construction d'un hôtel de ville à Fanaye	70 000 000	Etat	01/12/2017	2018
Urbanisme et habitat	Réhabilitation de la route de la gare de Saint-Louis	436 698 365	FERA		
Urbanisme et habitat	Réhabilitation de la rue de Paris et de son prolongement dans la commune de Saint-Louis	217 969 600	FERA		
Urbanisme et habitat	Réhabilitation de la rue poudrière dans la commune de Saint-Louis	191 141 297	FERA		
Urbanisme et habitat	Réhabilitation de l'Avenue Moustaphe Malick Gaye dans la commune de Saint-Louis	242 779 474	FERA		
Urbanisme et habitat	Réhabilitation des axes perpendiculaires de l'avenue Macodou Ndiaye desservant le poste de santé Ousmane Ngom dans la commune de Saint-Louis	780 520 920	FERA		
Urbanisme et habitat	Remise en état de l'Avenue Macodou Ndiaye dans la commune de Saint-Louis	161 656 372	FERA		
Urbanisme et habitat	Travaux de réhabilitation de la piste Mpal-Mbathiass dans la commune de Fass Ngom	70 000 000	FERA		

5.1.1. Répartition et analyse des projets achevés de l'Etat

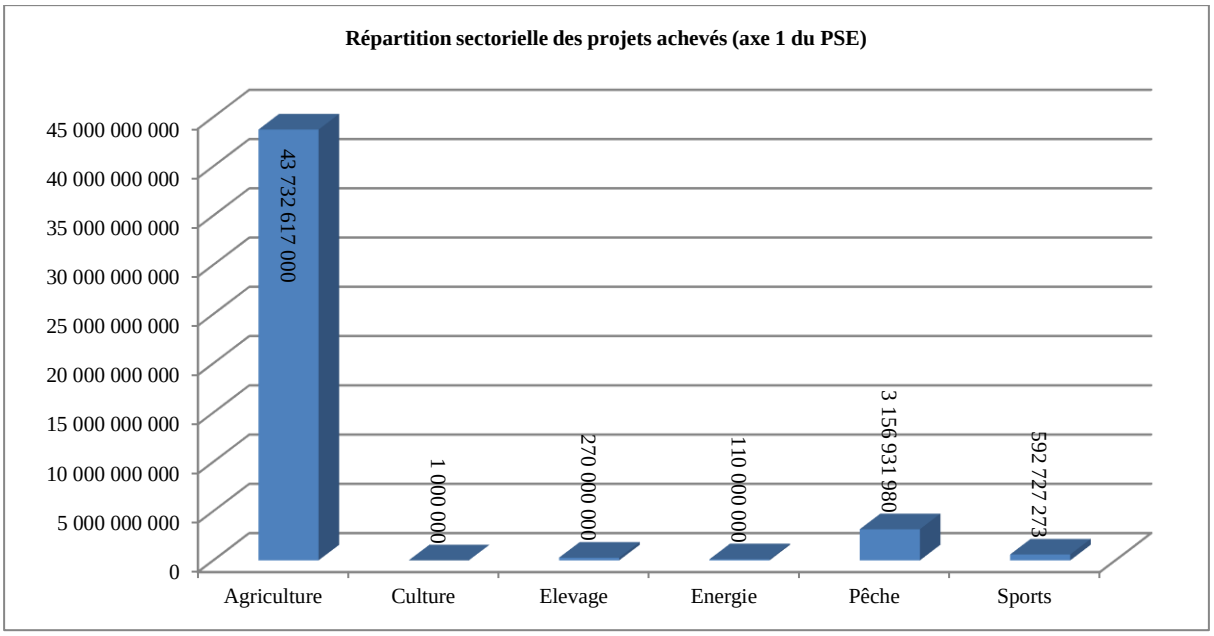


Les investissements de l'Etat dans la région sont répartis dans 63 projets pour un montant global de 65 142 911 720 F CFA soit 94% de l'enveloppe. Ces interventions constituent une contribution dans l'atteinte des objectifs fixés par le PSE. La répartition des investissements selon les axes montre que près de trois quarts (73%) des investissements sont consentis au niveau de la transformation structurelle de l'économie et 27% de l'enveloppe sont investis dans le capital humain.

La distribution territoriale des investissements montre que le département de Dagana absorbe 40% du montant global pour 21 projets achevés, suivi du département de Podor avec 38% pour 17 projets achevés. Cela s'explique par les différents projets d'aménagements hydro-agricoles tels que le PRACAS, le projet Lampsar et le PASAEL. Le département de Saint-Louis est largement derrière avec 22% des investissements consentis dans 28 projets achevés.



Les investissements consentis dans l'axe 1 du PSE sont réalisés dans les secteurs de l'agriculture, l'élevage, la pêche, la culture, les sports et l'énergie.

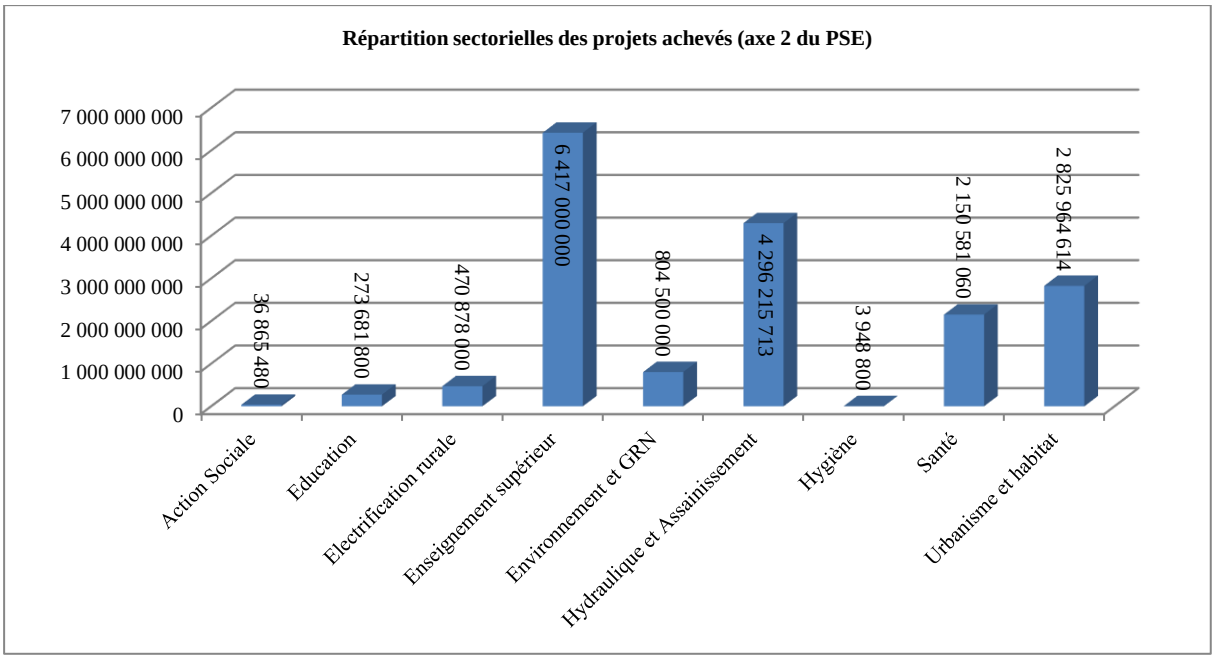


L'agriculture enregistre 91,4% des investissements à travers la réalisation de 8 projets et programmes dont : le Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise phase 1 (PRACAS), le Programme d'Appui à la Sécurité Alimentaire et à l'Elevage (PASAEL), le Projet Lampsar / Rive Droite, etc. Ces interventions dans le domaine agricole ont permis l'aménagement de 1 686 ha, la réfection et la réhabilitation de 4 900 ha, l'acquisition de 94 motopompes et de 10 batteuses, la construction de 2 magasins de stockage de 700 tonnes chacun et la réalisation de 5 stations de pompage.

Le secteur de la pêche concentre près de 7% des investissements, marquées par les appuis spéciaux du Président de la République aux Pêcheurs retournés de la Mauritanie (moteurs et financement) et du ministère de la pêche pour les femmes de Mouit et Mboumbaye en financement et matériels de pêche, la subvention de 783 moteurs hors-bords et de 1 000 gilets de sauvetage. La région s'est enrichie d'un nouveau complexe moderne pour la transformation des produits halieutiques à Goxu Mbacc.

Les autres interventions sont réparties dans les secteurs du sport, de l'élevage, de l'énergie et de la culture avec respectivement 1,2%, 0,6%, 0,2% et 0,002%. Ces interventions sont essentiellement constituées d'un marché à bétail à Thillé Boubacar, d'un marché quotidien à Dagana, de 2 stades municipaux, d'un centre socio-économique, d'un théâtre de verdure, de la valorisation de la paille de canne, la densification du réseau d'éclairage public de Richard Toll, de la réorganisation du calendrier culturel régional.

L'axe 2 est surtout marqué par des interventions au niveau des secteurs de l'urbanisme (16,4%), l'action sociale (0,2%), l'éducation (1,6%), l'enseignement supérieur (37,1%), l'électrification rurale (2,7%), l'environnement (4,7%), l'hydraulique et assainissement (24,9%), l'hygiène (0.02%) et la santé (12,4%).



Le projet d'extension de l'université, financé à hauteur de 6 417 000 000 F CFA par l'Etat avec l'appui de la Banque Mondiale, constitue la principale réalisation dans le secteur de l'enseignement supérieur. Ce projet a permis la construction de locaux pour la nouvelle UFR SEFS avec une piscine olympique, un terrain de basket, des bâtiments administratifs, deux (2) amphithéâtres de mille (1 000) places chacune et des salles de cours.

Les réalisations dans les secteurs de l'hydraulique et l'assainissement, qui représentent 24,9% des investissements, sont composées du renouvellement du réseau de l'Ile à Saint Louis, de l'assainissement des quartiers de Ndiolofféne, Léona et Diamaguéne, de la construction de 10 unités de potabilisation mono-villages dans le département de Podor et de 11 forages avec châteaux d'eau dans les départements de Dagana et Podor.

Dans le secteur de l'urbanisme et de l'habitat, les réalisations, occupant 16,4% des investissements et sont essentiellement constituées par la réhabilitation de la voirie urbaine de la commune de Saint-Louis (Avenues Moustaphe Malick Gaye et Macodou Ndiaye, axes perpendiculaires à l'avenue Macodou Ndiaye desservant le centre de santé, la route de la gare et la rue de Paris et son prolongement).

Les réalisations dans le secteur de la santé, qui représente 12,4% des investissements, sont composées de l'acquisition d'équipements pour le bloc opératoire du centre de santé de Podor, le centre régional de transfusion sanguine de Saint-Louis et le poste de transfusion sanguine de Richard-Toll ; de la réhabilitation et de l'extension de l'EPS de Ndioum, des postes de santé de Diamaguéne et Sor et du poste de santé de Mbilor ; de la construction du centre de dialyse de l'EPS de Ndioum et du centre de santé d'Aéré Lao et de l'acquisition de 5 ambulances médicalisées. Des activités de renforcement de capacités et de sensibilisation ont été également effectuées dans ce secteur.

L'environnement qui représente 4,7% des investissements, est marqué par la réalisation des projets Fish for live marine protect dear

management NAND Fish processing Saint-Louis, du reboisement de 55 ha au niveau de l'Aire Marine Protégé, de la reconstruction de la plage du village de Pilote Barre et du reboisement de 4 ha à Doune Baba Diéye et Keur Bernard.

L'électrification rurale, l'éducation, l'action sociale et l'hygiène constituent les autres secteurs d'intervention avec respectivement 2,7%, 1,6%, 0,2% et 0,02%.

Les interventions ont concerné, essentiellement la création de 12 mutuelles de santé et d'une Union départementale des mutuelles de santé dans le département de Dagana ; la régularisation de 3 000 enfants à l'état civil ; l'achèvement de la mosquée de Dialawaly ; la construction du lycée de Fanaye, de 5 salles de classes et 2 murs de clôture à Ngambou Thillé et Bokhol, de toilettes à Ngambou Thillé ; la mise en place d'une mini-centrale solaire pour la station de pompage de Dagana ; l'installation de kits et lampadaires solaires dans les villages polarisés par la centrale solaire de Bokhol et l'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC) dans le District sanitaire de Saint-Louis.



5.2. Revue des projets achevés des collectivités territoriales

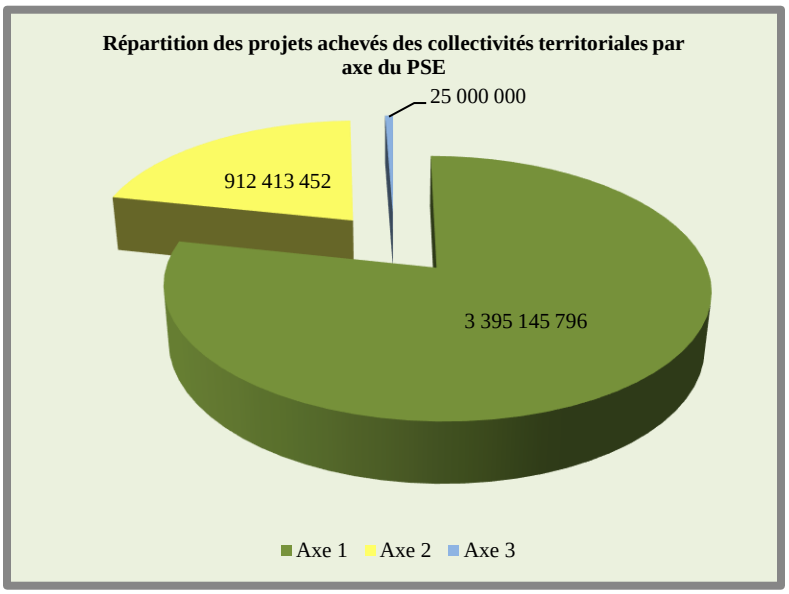
Secteur	Intitulé du projet	Coût global	Source de financement	Date d'achèvement	Observation (date d'inauguration/ date de mise en service)
Agriculture	Projet de Soutien au Développement Agricole et Rural à travers la formation et la promotion	2 151 932 534	AACID	01/07/2017	Création de plus de 900 emplois durables, aménagement hydroagricole de 325,2 ha, construction de 7 magasins de vente d'aliment de bétail, création d'une ferme piscicole, création de poulaillers traditionnels, de 2 fermes avicoles modernes et de 3 fermes d'embouche, renforcement des capacités techniques et de gestion des acteurs économiques
Commerce	Aménagement du marché de la gare de Saint-Louis	29 000 000	PNDL et Commune de Saint-Louis		
Commerce	Construction d'un marché à Ndiébéne Gandiole	16 986 675	Sicoval et Commune de Ndiébéne Gandiole		
Commerce	Réhabilitation de hangar, construction de toilettes et aménagement de places au niveau du marché de Ndiébéne Gandiole	6 719 427	Commune de Ndiébéne Gandiole	07 novembre 2017	Réceptionné le 07 novembre 2017
Commerce	Construction d'un hangar au marché de Richard Toll	20 000 000	Commune Richard Toll		
Culture	Construction d'une salle des fêtes à FassNgom	14 000 000	Commune de Fass Ngom		
Culture	Travaux de réhabilitation du Conseil Départemental de Saint-Louis (Ex Assemblée Territoriale)	30 000 000	BCI 2016 (Commune Saint-Louis)	2017	Pas encore réceptionné
Culture	Travaux de réhabilitation de la Mosquée Omarienne et dépendances	36 000 000	BCI 2016 (Commune Podor)	2017	Réceptionné
Culture	Travaux de réhabilitation du Fort de Podor	56 000 000	BCI 2017 (Commune Podor)	Avril 2018	Réceptionné

Elevage	Acquisition et distribution d'aliments de bétail aux éleveurs du département de Podor	9 500 000	Conseil Départemental de Podor		
Pêche	Acquisition et distribution de filets de pêche aux acteurs locaux du département de Dagana	4 600 000	Conseil Départemental de Dagana		
Pêche	Acquisition de matériels de transformation aux femmes transformatrices de Saint-Louis	18 308 550	KOSMOS ENERGY, BP	01/03/2018	Réceptionné le 06 avril 2018
Sports	Acquisition d'équipements sportifs destinés à l'ODCAV de Dagana	5 000 000	Conseil Départemental de Dagana		
Sports	Construction d'un terrain de football clôturé à Fass Ngom	14 000 000	Commune		
Désenclavement	Projet Pistes Communautaires (PPC) à Fass Ngom, Gandon et Ndiayéne Pendao	983 098 610	OFID, ETAT, CL		
Développement communautaire	Acquisition de 6 moulins à mil et construction de 6 abris à Khataly, Bidiam Mouride, Talbakhlé Wolof, Teud Bitty, Gonio Cadior, Takhmbeut Peulh	15 000 000	Commune de FassNgom		
Education	Construction 2 salles de classe et achat de matériels informatiques	24 000 000	Conseil Départemental de Dagana		
Education	Construction de 14 salles de classes au niveau des lycées de Ngalléle, Gandon et Rao	58 398 245	FECL, Conseil Départemental de Saint-Louis	01/11/2017	Réceptionné en décembre 2017
Education	Construction de 3 blocs administratifs au niveau des lycées de Ngalléle, Gandon et Rao	32 877 626	FECL, Conseil Départemental de Saint-Louis	01/06/2018	Réceptionné le 09 juillet 2018
Education	Construction de 3 salles de classe au niveau du Lycée de Gandon	12 175 401	PNDL et Commune de Gandon		Réception 17 mars 2016
Education	Construction de blocs d'hygiène de 4 boxes à l'école Grand Mpal	3 495 000	PNDL et Commune de Mpal		Année scolaire 2016 - 2017

Education	Construction de blocs d'hygiène de 4 boxes à l'école Khabane	3 495 000	PNDL et Commune de Mpal		Année scolaire 2016 - 2017
Education	Construction de blocs d'hygiène de 4 boxes au niveau du Lycée de Gandon	1 000 000	PNDL et Commune de Gandon		
Education	Construction de bureau et magasin à l'école Grand Mpal	2 999 500	PNDL et Commune de Mpal		Année scolaire 2016 - 2017
Education	Construction de mur de clôture du Lycée de Gandon	9 312 972	PNDL et Commune de Gandon		
Education	Construction de salles de classes dans les communes de la région	144 767 323	PNDL et Communes, FECL	09/07/1905	2016, 2017
Education	Construction de salles de classe, d'un bloc administratif et réparation de salles de classe	12 000 000	PNDL, Commune		
Education	Acquisition de fournitures scolaires dans la commune de Richard Toll	30 000 000	Commune de Richard Toll		
Education	Réfection de salles de classe dans les écoles élémentaires de Ndialam et de Gandon	3 993 627	Commune de Gandon		
Education	Réhabilitation de salles de classes à l'école élémentaire de KeurSeaBoye	5 000 000	Commune de Fass Ngom		
Energie	Réalisation de l'éclairage public de l'avenue Général De Gaulle à la station Oil Libya dans la commune de Saint-Louis	27 000 000	Commune de Saint-Louis		
Energie	Travaux d'extension des réseaux électriques des communes de Mpal, Gandon et Rosso Sénégal	67 506 200	Communes, PNDL	01/01/2018	Réceptionné le 30 mai 2018
Environnement et GRN	Aménagement de clôture de 2 parcelles de reboisement à Keur Abdou Dia et Sinthou Rahmane	5 791 440	Sicoval	06/10/2017	Réceptionné le 06 octobre 2017
Environnement et GRN	Construction d'une Maison de l'environnement à Guédé Chantier	10 000 000	Commune de Guédé Chantier, UE	01/08/2017	

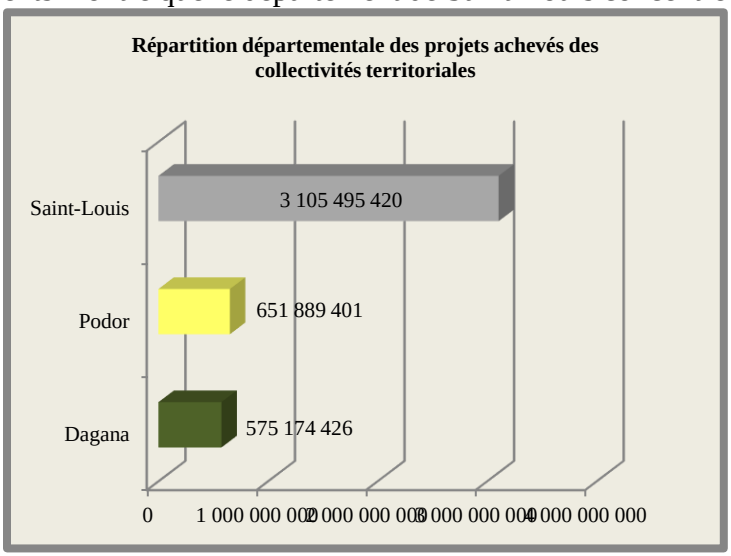
Environnement et GRN	Réalisation de pares feux dans le département de Dagana	15 000 000	Conseil Départemental de Dagana		
Hydraulique et Assainissement	Extension de réseaux d'adduction d'eau potable à Thiagar, Rosso Sénégal et Diama	296 842 092	Communes, PNDL, Commercy Rézé, GDS		
Hydraulique et Assainissement	Fonçage de puits à Keur Abdou Dia et Sinthiou Rahmane	1 494 824	Sicoval et Commune	18/04/2018	Réceptionné le 18 avril 2018
Hydraulique et Assainissement	Réalisation d'un mini forage à Rao et clôture du périmètre	8 650 000	ONG Mounazamat et Commune		
Santé	Acquisition d'un corbillard pour la commune de Richard Toll	18 000 000	Conseil Départemental de Dagana		
Santé	Acquisition de logiciel de gestion hospitalière pour l'EPS 1 de Richard Toll	8 000 000	Conseil Départemental de Dagana		
Santé	Construction d'une salle d'observation dans le poste de santé de Fass Ngom	3 000 000	Commune de FassNgom		
Santé	Construction et équipement d'un Service d'Accueil et Urgences au niveau de l'EPS de Richard Toll	57 476 560	Conseil Départemental de Dagana		
Santé	Acquisition d'équipement pour l'Hôpital régional de Saint-Louis	20 000 000	FECL	01/02/2018	
Santé	Réhabilitation de la maternité et construction d'une pharmacie et d'un magasin dans le poste de santé de Guédé Chantier	15 137 642	Commune, PNDL, FC	01/10/2017	
Sécurité	Réhabilitation du Commissariat de Police de Richard Toll	25 000 000	Commune Richard Toll		

5.2.1. REPARTITION ET ANALYSE DES PROJETS ACHEVES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

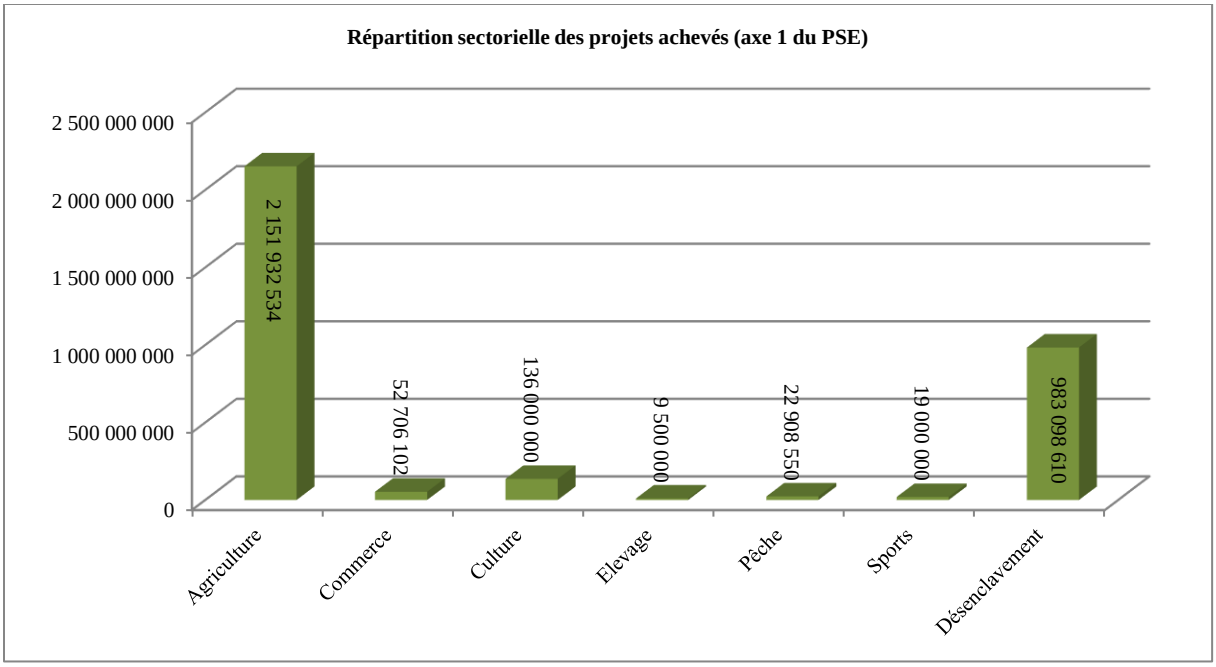


Les investissements des collectivités territoriales de la région sont répartis dans 45 projets pour un montant global de 4 332 559 248 F CFA, soit 6% de l'enveloppe. Ces investissements constituent une contribution dans l'atteinte des objectifs fixés par le PSE. Leur répartition selon les axes montre que près des quatre cinquième (78%) des investissements sont consentis au niveau de la transformation structurelle de l'économie, 21% de l'enveloppe sont investis dans le capital humain et 1% pour la sécurité.

La répartition territoriale des investissements montre que le département de Saint-Louis concentre 72% du montant global pour 28 projets achevés. Ce taux est réalisé grâce à la mise en œuvre du Projet de Soutien au Développement Agricole et Rural à travers la formation et la promotion (PSDAR) et du Projet Pistes Communautaires (PPC). Il est suivi par celui de Podor avec 15% pour 7 projets achevés et du département de Dagana avec 13% des investissements, pour 14 projets achevés.



Les investissements consentis dans l'axe 1 du PSE sont réalisés dans les secteurs de l'agriculture, du commerce, de la culture, de l'élevage, de la pêche, du sport, et du désenclavement.



Le secteur agricole concentre 63,8% des investissements composés de la création de plus de 900 emplois durables, d'une ferme piscicole, de poulaillers traditionnels, de 2 fermes avicoles modernes et de 3 fermes d'embouche ; l'aménagement hydro-agricole de 325,2 ha ; la construction de 7 magasins de vente d'aliment de bétail et le renforcement des capacités techniques et de gestion des acteurs économiques.

La construction de 41 km de pistes de désenclavement dans les communes de Fass Ngom, Gandon et Ndiayéne Pendao constitue la principale intervention dans le secteur du désenclavement, représentant 29,1% des investissements.

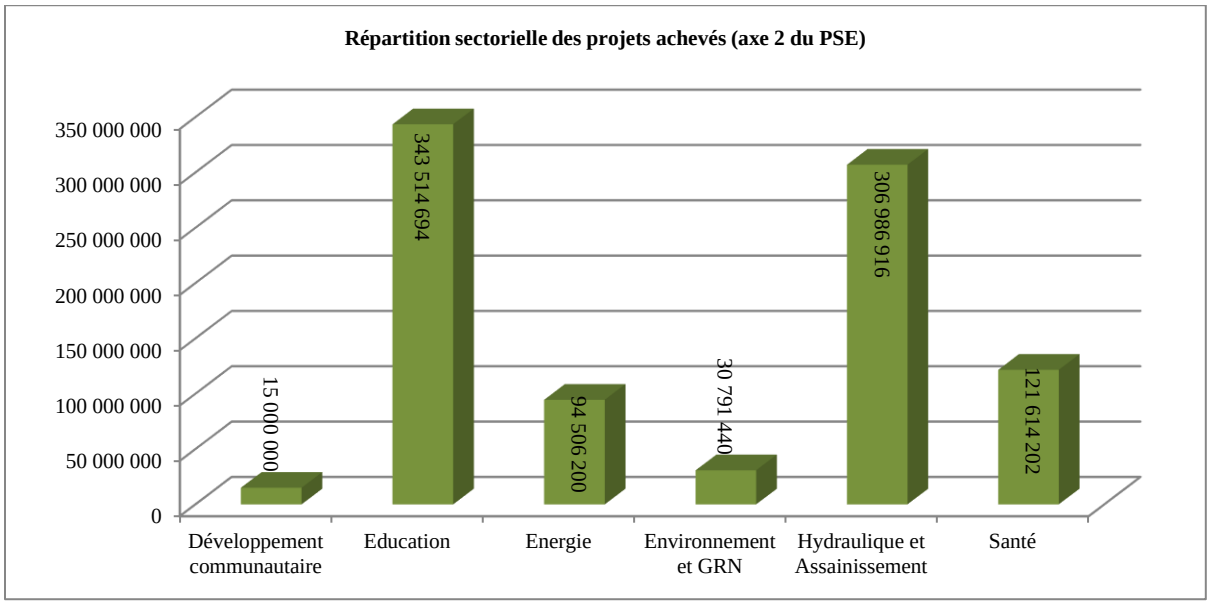
Le secteur de la culture représente 4% des investissements marqués par la construction d'une salle des fêtes à Fass Ngom et la réhabilitation de la salle du Conseil Départemental de Saint-Louis (Ex Assemblée Territoriale), de la Mosquée Omarienne de Podor et du Fort de Podor.

La réhabilitation du marché de la gare de Saint-Louis et la construction et l'aménagement du marché de Ndiébéne Gandiole ont été les actions marquantes dans le secteur du commerce avec 1,6% des réalisations des collectivités territoriales.

Les secteurs de la pêche, du sport et de l'élevage complètent les interventions des collectivités territoriales consenties dans l'axe 1 du PSE avec, respectivement, 0,7%, 0,6% et 0,3% des investissements constitués de l'acquisition d'aliments de bétail aux éleveurs du département de Podor, de filets de pêche aux acteurs locaux du département de

Dagana, de matériels de transformation aux femmes transformatrices de Saint-Louis et d'équipements sportifs destinés à l'ODCAV de Dagana et la construction d'un terrain de football clôturé à Fass Ngom.

Les interventions dans l'axe 2 sont réparties dans les secteurs de l'éducation (38%), de l'hydraulique et de l'assainissement (34%), de la santé (13%), de l'énergie (10%), de l'environnement (3%) et du développement communautaire (2%).



Les interventions dans le secteur de l'éducation sont constituées de la construction de 46 salles de classe pour les écoles de la région, de 4 blocs administratifs au niveau des lycées de Ngalléle, Gandon, Rao et Dagana, de 3 blocs d'hygiène de 4 boxes aux écoles de Grand Mpal, Khabane et Gandon, d'un bureau et d'un magasin à l'école de Grand Mpal, d'un mur de clôture au lycée de Gandon. Il faut également relever l'acquisition de fournitures scolaires dans la commune de Richard-Toll et la réhabilitation de salles de classe dans les écoles élémentaires de Ndialam, Gandon et Keur Sea Boye.

L'extension de réseaux d'adduction d'eau potable à Thiagar, Rosso Sénégal et Diama, le fonçage de puits à Keur Abdou Dia et Sinthiou Rahmane et la réalisation d'un mini forage à Rao constituent les principales interventions dans le secteur de l'hydraulique.

Le secteur de la santé a bénéficié d'un corbillard pour la commune de Richard Toll, d'un logiciel de gestion hospitalière et d'un Service d'Accueil et d'Urgence pour l'EPS de Richard Toll, d'une salle d'observation dans le poste de santé de Fass Ngom, d'équipements pour l'Hôpital régional de Saint-Louis et de la réhabilitation et l'extension du poste de santé de Guédé Chantier.

Concernant le secteur de l'énergie, les travaux d'éclairage public dans la commune de Saint-Louis et les extensions des réseaux électriques des communes de Mpal, Gandon et Rosso Sénégal constituent les principaux investissements.

Quant au secteur de l'environnement, les interventions sont constituées de la clôture de 2 parcelles de reboisement à Keur Abdou Dia et Sinthou Rahmane, de la construction d'une Maison de l'environnement à Guédé Chantier et de la réalisation de pares-feux dans le département de Dagana.

Enfin, pour le secteur du développement communautaire, l'acquisition de 6 moulins à mil avec abris à Khataly, Bidiam Mouride, Talbakhlé Wolof, Teud Bitty, Gonio Cadior, Takh mbeut Peulh demeure la seule intervention recensée.

6. REVUE DES INTERVENTIONS DES ONG

Le changement de paradigme dans la gouvernance locale marqué par la territorialisation des politiques à partir de territoires viables, compétitifs et porteurs de développement durable a justifié la mise en place d'un nouveau cadre d'intervention des ONG.

Quantifier leur apport dans le développement, et la pertinence de leur intervention ont justifié la nécessité d'évaluer leurs actions dans le cadre de la conférence territoriale régionale.

A ce sujet, la collecte et l'analyse des données les concernant, renseignent sur leur nombre (37 Organisations Non gouvernementales (ONG), sur le volume d'investissement (**26 445 894 146 F CFA**) et sur la diversité de leurs domaines d'activités.

Il s'agira, ainsi, à travers cet exercice, de faire la revue des réalisations des différentes ONG qui sont répertoriées, d'analyser leurs performances, identifier leurs contraintes en vue d'une formulation de recommandations.

Tableau synoptique des interventions

N° d'ordre	Dénomination de l'ONG	Domaine d'intervention	Zone d'intervention	Coût des interventions
1	Action Contre La Faim	Nutrition	Podor	529 790 700
2	AFRICARE	Santé	Podor	1 366 800
3	Aide au Développement de Gembloux (ADG)	Agriculture	Podor	6 659 800
4	Alianza Por la Solidarirad	Education	Podor	179 072 700
5	**ALLIANCE MANKO**	**Agriculture et élevage**	**Dagana, Louga, Matam**	**15 500 000 000[1]**
6	ANDANDO	Agriculture	Podor	10 700 000
7	ASBEF	Santé	Dagana et Saint-Louis	28 051 300
8	Association «MAMA AFRICA France »	Santé, éducation, tourisme, entreprenariat féminin	Podor	ND
9	Association TUAM Actions-Migration Internationale	Agriculture	Dagana	5 000 000
10	Caritas Diocésaine de Saint-Louis	Nutrition et Protection sociale	Podor	91 831 631
11	Centre de Recherches Biomédicales-Espoir Pour la Santé (CRB EPLS)	Santé	Saint-Louis	908 836 000
12	CHILD FUND	Santé	Dagana	9 267 625
13	**CISV (Communauté Engagement Service Volontaire)**	**Agriculture, Protection sociale**	**Saint-Louis, Dagana, Kébémer et Louga**	**ND[2]**
14	CONCEPT	Protection sociale	Saint-Louis	458 911 767
15	COUNTERPART	Education	Dagana	475 000
16	Croix Rouge luxembourgeoise	Hydraulique Assainissement	Dagana	35 000 000
17	DEMNGALAM	Education	Podor	4 450 000
18	Enda Energie	Elevage	Dagana et Podor	5 106 478 759
19	Enda Jeunesse Action	Protection sociale	Saint-Louis	30 749 605
20	Enda Pronat	Environnement et GRN	Podor	29 400 000
21	FAMSI	Hydraulique Assainissement	Podor	68 889 810
22	Fondation pour la Nature MAVA	Environnement et GRN	Dagana	19 250 000
23	FREESALSA	Education	Podor	23 078 000

24	GRET	Elevage, Hydraulique et Assainissement	Dagana	1 212 944 563
25	GRET et Forum Civil	Hydraulique Assainissement	Saint-Louis, Dagana, Podor	163 831 426
26	**Le Partenariat**	**Education, Energie, Environnement, Hydraulique, Assainissement**	**Saint-Louis, Dagana, Podor, Matam, Kanel, Ranérou**	**742 524 429[(3)]**
27	MACEPA	Santé	Dagana et Podor	83 721 218
28	MON 3	Agriculture et Genre	Podor	360 934 241
29	ONG 3D « Démocratie- Droits humains et Développement local »	Agriculture, Pêche, Environnement et changement climatique	Podor	17 605 600
30	Plan International	Développement communautaire, Education, Nutrition, Protection sociale, Santé	Saint-Louis, Dagana, Podor	268 048 181
31	RADDHO	Protection des droits humains	Saint-Louis	2 962 000
32	RADI	Pêche	Podor	18 320 045
33	Rainbow For Africa Turin	Santé	Dagana	26 750 000
34	SOS SAHEL INTERNATIONAL	Elevage	Dagana	312 000 000
35	TOSTAN	Protection sociale	Dagana	73 691 788
36	USE/PIP	Agriculture	Podor	103 747 385
37	WASH	Santé	Podor	11 553 773

(1) 27 000 000 000 F CFA sur les 42 500 000 000 inscrits dans le plan d'action de l'ONG "Alliance Manko" représentent le montant agrégé du financement prévisionnel destiné à des localités des régions de Saint-Louis, Louga et de Matam.
(2) 1 348 263 201 F CFA : Montant inscrit dans le plan d'actions de l'ONG CISV représente le financement agrégé dédié à des localités des régions de Saint-Louis et de Louga.
(3) 608 243 500 sont investis par l'ONG Le Partenariat dans les régions de Saint-Louis et Louga dans le cadre du Projet d'accès à l'eau et à l'Assainissement en milieu scolaire.
NB. Ces financements qui ne sont pas désagrégés par région ne figurent pas dans le reporting des montants contenus dans les tableaux ci-dessus.

Répartition des projets des ONG selon le

Département	Nombre de projets
Dagana	14
Podor	19
Saint-Louis	27
Dagana et Podor	2
Région	4
Interrégion	4*
Total Région	**70**

***Les réalisations faites dans le cadre des projets interrégionaux ne sont pas capitalisées dans le rapportage du financement des ONG.**

Répartition du financement des ONG selon les secteurs

Secteur	Montant global
Agriculture	16 004 647 026
Développement communautaire	15 704 300
Education	277 076 841
Elevage	6 493 574 622
Energie	508 636 929
Environnement et GRN	118 650 000
Hydraulique Assainissement	569 457 436
Nutrition	567 515 390
Pêche	18 320 045
Protection des droits humains	2 962 000
Protection sociale	650 886 241
Santé	1 218 463 316

Répartition des interventions par axe du PSE

Axes	Nb projets	Investissements
Transformation structurelle de l'économie et croissance	17	22 516 541 693
Capital humain, protection sociale et développement durable	49	3 926 390 453
Gouvernance, institutions, paix et sécurité	4	2 962 000
Total	**70**	**26 445 894 146**

Le tableau suivant présente la situation budgétisée et la synthèse des interventions des ONG répertoriées dans la région selon le secteur :

6.1. Tableau de synthèse des interventions des ONG répertoriées dans la région

Dénomination de l'ONG	Secteur d'intervention	Projets/Réalisations	Localisation	Coût des investissements	Contraintes	Observations
Aide au Développement de Gembloux (ADG)	Agriculture	Offres de services intégrés en milieu rural pour l'inclusion (OSRIS)	Podor	6 659 800	L'assurance Agricole méconnue de la population	Sensibilisation sur les assurances agricoles et maladies
ALLIANCE MANKO	Agriculture	Projet de partenariat gagnant-gagnant avec les GIE de Production agricole et unité de pompage pour système d'irrigation d'un demi-hectare	Dagana	15 500 000 000		Prévu sur 1 200 ha à Gnith en cours d'exécution
ANDANDO	Agriculture	Accès à l'eau potable et autonomisation des femmes	Podor	10 700 000		Construction de 6 puits, mise en place d'un fonds revolving, jardins maraichers, construction de salle de classe et de cases de santé
Association TUAM Actions-Migration Internationale	Agriculture	Projet d'Accompagnement de la réinsertion des Migrants clandestins (reconversion professionnelle dans l'agriculture biologique)	Dagana	5 000 000	Insuffisance des ressources financières	Formation en agrobiologie des jeunes migrants et mise en place de parcelles expérimentales à Rosso
CISV (Communauté Engagement Service Volontaire)	Agriculture	Programme d'Appui à l'Entreprenariat Social et à l'Initiative Migrante (PAISIM)	Interrégion	ND	Lenteurs administratives dans l'approbation du programme d'investissement	Appui à la production agricole, transformation, commercialisation des produits agricoles, entreprenariat social et rural sont les domaines d'intervention du programme qui dure jusqu'en 2020. 4 départements sont concernés dont Saint-Louis, Dagana, Kébémer et Louga et le budget n'est pas désagrégé (1 311

						225 245 F CFA pour les 2 régions)
MON 3	Agriculture	Contribution au développement durable du potentiel agrosylvopastoral	Podor	57 300 000		Accompagnement des coopératives agricoles féminines de la vallée du FSN pour leur émancipation et la valorisation de leur travail vers la souveraineté alimentaire
USE/PIP	Agriculture	AEXCID14 : Projet d'appui en semences, matériels agricoles, aménagements et formations	Podor	103 747 385	Le démarrage tardif des travaux d'exploitation au niveau du village de Dembé ayant pour cause le retard du virement	Les montants mentionnés constituent la contribution du projet sans la contribution des bénéficiaires
MON 3	Agriculture et Genre	Projet Pour l'autonomisation politico-économique des femmes du Département de Podor	Podor	207 611 241		Réalisation d'une évaluation initiale pour chacune des 22 collectivités territoriales du département de Podor, Renforcement de capacités des élus locaux, Evaluation de l'impact des formations réalisées sur la gestion de la politique publique locale, Diffusion et partage des données de la recherche-action, Conception de la méthodologie pour inclure la perspective de genre dans les PDC et communication de l'expérience, Sessions de sensibilisation en genre adressées aux acteurs impliqués dans l'élaboration des

						PDC, Elaboration et suivi des PDC pour inclure la perspective de genre, Elaboration d'un budget participatif sensible au genre, Construction et amélioration de l'accès à l'eau potable, Formation sur les bonnes pratiques nutritionnelles et d'hygiène, Diversification des activités productives des femmes, Transformation et conservation des aliments
MON 3	Agriculture et Genre	Projet pour l´amélioration de la gouvernance et le développement économique local avec approche genre dans la commune de Mery (GODELGEN-MERY)	Podor	96 023 000		Conception et livraison de formations en gouvernance et genre, Inclusion de l´approche genre dans le Plan de Développement Communal (PDC) de Mery et diffusion de l´expérience, Création et gestion d´un fonds municipal d´appui au développement local, Transformation et conservation d´aliments, Diversification de la production locale, Journée de capitalisation du projet, Journée de présentation du projet, Amélioration de la commercialisation de produits locaux

ONG 3D « Démocratie-Droits humains et Développement local »	Agriculture, Pêche, Environnement et changement climatique	Projet d'adaptation de la production agricole aux changements climatiques	Podor	17 605 600		Il est planifié dans une échéance proche une formation de 50 producteurs sur les CC et les techniques culturales adaptées dans le cadre du programme JCCM17SE Les activités prévues dans ces projets durant le premier trimestre ont été réalisées sans grande difficulté.
Total Agriculture				**16 004 647 026**		
ALLIANCE MANKO	Elevage	Projet de partenariat gagnant-gagnant de ferme agropastorale et d'unité de transformation laitière	Interrégion	ND		4 000 ha à valoriser pour un coût de 27 000 000 000 F CFA dédié à des départements des régions de Louga et de Saint-Louis
Enda Energie	Elevage	Projet de mise en place de 20 GPL et 100 MPL dont 5 GPL et 25 MPL dans le nord	Dagana	4 556 478 759	Sécurisation de la production (aliment de bétail) et la sécurisation du marché (vente du lait des centres de collecte)	Zone très vaste, manque d'aliments de bétail et d'UTL pour écouler la production
GRET	Elevage	Accès aux services et structuration des éleveurs laitiers du département (ASSTEL)	Dagana	1 075 095 863		16 pôles établis, 1 projet PIL-Dagana établi, 38 IE dont 22 groupes AVEC accompagnées, 19 groupes AVEC suivis, 10 journées de formation et 1 visite d'échange (projet AMROLAIT) réalisées, 15 EF dont 4 EP ont investis dans la production fourragère de Maralfalfa, 3 EP ont mis en place une stabulation pour la production d'embouche, 36 journées d'animation et de visites d'échanges organisées en collaboration avec les AVR, 1

						PDDE élaboré, 1 SAPI mis en place et des émissions radiophoniques organisées
SOS SAHEL INTERNATIONAL	Elevage	Projet de développement d'un modèle de valorisation du lait local	Dagana	312 000 000	Saisonnalité de la production laitière de l'élevage extensif, Difficultés d'accès aux aliments et à l'eau, Manque d'organisation des éleveurs, Absence de partenaire pour l'accès à l'eau d'abreuvement	Projet en partenariat avec la Laiterie du Berger, Diffusion de mini-fermes, Implantation Centre de formation des éleveurs, Structuration des éleveurs et transfert des services aux éleveurs
Enda Energie	Elevage	Projet de Mise en place 20 GPL et 100 MPL	Dagana et Podor	160 000 000	Zone très vaste, manque d'aliments de bétail et d'UTL pour écouler la production	Le projet intervient les départements de Dagana et de Podor
Enda Energie	Elevage	Projet PROGRES-LAIT	Dagana	390 000 000	Zone très vaste, manque d'aliments de bétail et d'UTL pour écouler la production, Sécurisation de la production (aliment de bétail) et la sécurisation du marché (vente du lait des centres de collectes)	Projet envisage la mise en place de : 2 Mini Centrales solaires ; 2 Centres de collecte de Lait de 2000L/J et 6 Mini centres de collecte de Lait de 200L/J
Total Elevage				**6 493 574 622**		

RADI	Pêche	Projet de Pisciculture en étangs	Podor	18 320 045	Difficultés diverses dans la mise en œuvre	Le suivi était assuré par l'Agence Nationale de l'Aquaculture (ANA)
Total Pêche				**18 320 045**		
Total de l'Axe 1				**22 516 541 693**		
Plan International	Développement communautaire	Projet de soutien à l'autonomisation des femmes et des filles	Saint-Louis	15 704 300	Formalisation (Reconnaissance juridique) de 11 FAVEC et des associations membres	24 villages et quartiers des communes d'intervention dotés de kit pour la mise en place d'un groupe AVEC (association villageoise d'épargne et de crédit) en partenariat avec les FAVEC (Fédération des associations villageoises d'épargne et de crédit) de chaque commune, Formation de deux cohortes dont 30 femmes en techniques de transformation des produits locaux, en saponification et en entreprenariat, Financement de 24 micro-projets générateurs de revenu via les AVEC et FAVEC, Appui à l'organisation de la célébration de la journée internationale de la femme
Total Développement communautaire				**15 704 300**		
Alianza Por la Solidarirad	Education	Cantines scolaires	Podor	179 072 700		10 cantines scolaires installées dans 10 écoles et dans 05 communes
COUNTERPART	Education	Programme d'appui à la petite enfance	Dagana	475 000		Champs pour la case des tout-petits de Rosso Sénégal, Construction d'une salle de classe et de toilette de la case des tout-

						petits de Mbagam fonds de roulement)
DEMNGALAM	Education	Alphabétisation fonctionnelle	Podor	4 450 000	Forte dépendance des bailleurs fonds pour la mise en œuvre des projets et programmes	
FREESALSA	Education	Projet d'amélioration de l'environnement scolaire	Podor	23 078 000		Mis en service en mars 2018, construction et électrification écoles (système photovoltaïque)
Le Partenariat	Education	Projet d'accès à l'eau et à l'Assainissement en milieu scolaire	Interrégion	ND	Les 688 243 500 F CFA investis dans les régions de Saint-Louis et Matam ne sont pas désagrégés	Le PAEMS intervient dans les régions de Saint Louis et de Matam pour 3 ans
Plan International	Education	Projet d'Appui a une éducation inclusive de qualité et même en situation d'urgence	Saint-Louis	6 900 000		Appuis en manuels pour 12 écoles pour préparer les concours miss maths/miss science, 12 plans d'accompagnement des filles mis en œuvre, 4 lauréates du concours miss math/miss science pour la zone d'intervention de Plan, 4 enseignants primés pour avoir accompagné les 04 lauréates de la zone d'intervention de Plan
Plan International	Education	Projet d'Amélioration des conditions d'apprentissage du Lycée de Mpal	Saint-Louis	47 457 216		Construction et équipement de 6 salles de classe, d'une salle informatique, d'un laboratoire et d'un bloc de toilettes

Plan International	Education	Projet 1 000 filles	Saint-Louis	15 643 925	Elargissement du projet au niveau communautaire pour toucher les filles non scolarisées, déscolarisées	120 élèves aidés à disposer d'une pièce d'état civil pour passer l'examen d'entrée en sixième, 42 filles vulnérables appuyées en kits hygiéniques complets, 300 kits hygiéniques distribués dans 4 CEM d'intervention de Plan dans la commune de Saint Louis, 15 écoles 1 000 filles dotées de manuels, 9 plans d'action des club genre des CEM appuyés, 2 salles de classe au niveau du CEM de Fass Ngom et à l'école élémentaire de Ndiagambal équipées, Achat d'imprimantes et / ou photocopieuses pour les équipes pédagogiques des 15 écoles 1 000 filles, Animation Communautaire [Plaidoyer pour le maintien des filles à l'école en milieu communautaire et en milieu scolaire]
Total Education				**277 076 841**		
Le Partenariat	Energie	Programme d'Accès à l'Energie Renouvelable en Région de Saint-Louis du Sénégal (PAER)	Région	508 636 929	Problème de mobilisation et de coopération de la COMASEL autour du dispositif régional, manque d'information sur les réseaux et données de COMASEL, indisponibilité des données sur les hydrocarbures dans la région de Saint-Louis pour	Eude diagnostique de la situation énergétique en région de Saint-Louis, construction de 24 bio-digesteurs dans la commune de Saint-Louis, mise en place d'un cadre de concertation régionale sur l'énergie, installation de plateformes de mixte énergétique, Renforcement de capacité des entreprises locales et CL

					étoffer le diagnostic énergie	
Total Energie				**508 636 929**		
Enda Pronat	Environnement et GRN	Gouvernance locale des ressources naturelles	Podor	29 400 000	Difficulté de trouver un prestataire disponible dans les délais fixés	Agro écologie, Education environnementale, 2 forages solaires et 1 GMP pour le groupement des femmes
Fondation pour la Nature MAVA	Environnement et GRN	Projet de gestion intégré des zones humides du Bas Delta	Dagana	19 250 000		Enlèvement Typha sur 6 000 m2, Suivi mensuel des oiseaux d'eau, Construction d'un enclos à bétail pour lutter contre la divagation du bétail dans le Parc, Financement d'activités génératrices de revenus, Construction de deux cases au campement Jambaar au profit des villages périphériques du Parc
Le Partenariat	Environnement et GRN	Programme de Sauvegarde et de mise en valeur de la mangrove de Saint-Louis du Sénégal	Saint-Louis	20 000 000		Cartographie de la mangrove, installation d'un cadre de concertation intercommunal sur la préservation des espaces naturels, réalisation d'un diagnostic départemental sur les dynamiques et acteurs de la mangrove, Elaboration d'un plan d'action intercommunale sur la gestion de la mangrove, Mise en place d'un corps d'éco-garde

Le Partenariat	Environnement et GRN	Projet d'Amélioration des Conditions de Vie des Communautés de Pêcheurs de la Langue de Barbarie	Saint-Louis	50 000 000		Reboisement de 8 ha de filao et 2 ha de mangrove, immersion de 410 récifs artificiels en bloc de béton armé de 200 kg, organisation de 4 opérations de nettoiement (30 tonnes de déchets collectées), sensibilisation d'au moins 20 000 personnes sur les changements climatiques et l'amélioration du cadre de vie, équipement de la commune en 24 bacs à ordure de 660 litres, acquisition de matériels nettoiement pour les GIE CETOM, mise en place de 4 unités biogaz dans le centre de transformation des produits des femmes de Guetndar
Total Environnement et GRN				**118 650 000**		
Croix Rouge luxembourgeoise	Hydraulique Assainissement	Projets d'évacuation des eaux pluviales de Diawar dans la commune de Ronkh	Dagana	35 000 000		Chantier en cours
FAMSI	Hydraulique Assainissement	Projet d'Amélioration de l'accès à l'eau potable avec des technologies à faible coût et de sa gestion locale publique dans les communes de Saint-Louis du Sénégal (AWA)	Podor	68 889 810		Réalisation de 5 mini-forages manuels avec un système solaire, Mise en place d'un modèle de gestion des points d'eau, Mise en place d'activités économiques d'accompagnement, Sensibilisation dans le domaine de l'hygiène et de la santé hydrique

GRET	Hydraulique Assainissement	Projet "Suivre ensemble les services publics de l'eau potable du Nord" (SENSE)	Région	137 848 700		3 études menées sur les représentations sociales des services d'eau potable, sur la situation du dialogue des acteurs et sur les dispositifs de représentations des usagers, 1 nouvelle forme de représentation des usagers expérimentée, 1 plan de communication et de formation diffusé, 1 note de positionnement formulée, 1 cadre de dialogue fonctionnel, 4 livrables de capitalisation publiés, 3 séminaires universitaires organisés à l'UGB, 1 atelier international organisé
GRET et Forum Civil	Hydraulique Assainissement	Projet "Appui à certification citoyenne dans l'hydraulique et l'assainissement pour la transparence" (PACT)	Région	163 831 426		Elaboration d'un programme de renforcement de capacité des OSC, élaboration d'une méthode de suivi budgétaire citoyen propre à l'eau et l'assainissement, appui pour son application sur un exercice budgétaire, mise en place d'espaces de diffusion de l'information et de dialogue permettant de discuter des résultats
Le Partenariat	Hydraulique Assainissement	Projet d'assainissement de Rosso Sénégal	Dagana	163 887 500		Exécutée entièrement
Total Hydraulique et Assainissement				**569 457 436**		

Action Contre La Faim	Nutrition	Projet intègre d'appui à la résilience alimentaire et nutritionnelle (PIARAN)	Podor	529 790 700	Insuffisance dans la notification des absences et abandons par les ICP	
Caritas Diocésaine de Saint-Louis	Nutrition	Amélioration de la situation alimentaire et environnementale des populations	Podor	12 576 150		133 bénéficiaires de deux (02) groupements à Nganga et Bélèlekélé
Plan International	Nutrition	Programme de Renforcement Nutritionnel	Saint-Louis	25 148 540	Démotivation des acteurs due à quelques mois d'arrêt du projet, retard dans le démarrage des activités	3 011 enfants de 0 à 24 mois pesées mensuellement, 30 814 enfants de 6 à 59 mois dépistés pour la malnutrition aiguë, 674 enfants souffrant de Malnutrition Aigüe Modérée pris en charge, 12 enfants souffrant de Malnutrition Aigüe Sévère référés, 112 causeries effectués mensuellement, 2 280 participants aux causeries mensuellement, 16 mobilisations sociales réalisés au second semestre, 5 émissions radio réalisées au second semestre
Total Nutrition				**567 515 390**		
Caritas Diocésaine de Saint-Louis	Protection sociale	Projet "Respect au droit à l'obtention de pièce d'état civil pour les enfants vulnérables de Saint-Louis"	Saint-Louis	76 491 860	Ignorance de l'utilité de la pièce d'état civil, perceptions, négligences, mobilité /transhumance des parents (éleveurs), séparation des parents, insuffisance des dispositifs de protection de l'enfant dans les localités couvertes par le projet	Au moins 80% des bénéficiaires inscrits à l'état civil à la fin du projet

Caritas Diocésaine de Saint-Louis	Protection sociale	Projet "Appui à la scolarisation d'enfants vulnérables"	Saint-Louis	2 763 621	Insuffisance du suivi communautaire, reporting du projet non articulé au calendrier d'évaluation	les Difficultés rencontrées résultent des perturbations de l'année scolaire -
CISV (Communauté Engagement Service Volontaire)	Protection sociale	Projet "SUNUXALE"	Interrégion	ND	Information financière disponible sous forme agrégée pour toutes les régions bénéficiaires (37 037 956 F CFA)	Réinsertion familiale de 15 mineurs avec accompagnement d'AGR familiales, Construction d'un puits à pompe solaire au Centre ADKSL/Louga
CONCEPT	Protection sociale	Projet d'Appui aux Filets Sociaux	Saint-Louis	19 367 045		65 relais formés sur le PNBSF, la santé, l'éducation et l'état civil, 3 102 ménages cibles dont 12 doublons et 13 non identifiés, 2 894 ménages sensibilisés sur le RNU et le PNBSF, 2 907 ménages sensibilisés sur l'état civil, 2 922 ménages sensibilisés sur la santé, 2 936 ménages sensibilisés sur l'éducation, 25 membres des comités communaux formés sur le RNU et le PNBSF, 5 foras communautaires organisés dans le cadre de la mise en œuvre du RNU et du PNBSF, mobilisation des bénéficiaires aux payements, gestion des réclamations

CONCEPT	Protection sociale	Projet d'amélioration des conditions de vie des enfants talibés, des enfants de la rue et des enfants en situation de vulnérabilité	Saint-Louis	138 239 692	Absentéisme des apprenants	Plus de 300 enfants apprentis formés en éducation de base, plus de 300 enfants apprentis bénéficiaires d'une formation technique par alternance, des séances de sensibilisation sur la protection des enfants au profit des élèves et parents d'élèves, des séances de loisirs au profit des enfants apprentis, des maitres artisans et des apprentis initiés en informatique, une prise en charge sanitaire de 500 enfants devant bénéficiés du programme à travers des partenariats avec les centres de santé et pharmacie de la place, accompagnement psychosocial des enfants victimes /vulnérables aux maltraitances, formation en hygiène et sécurité au profit des artisans et apprentis, équipement de la maison de l'apprenti et des centres de formation, appui en équipements aux centres et ateliers artisanaux partenaires, dotation de matériel de protection individuel aux enfants apprentis (tenues, gans, casquettes, etc.), 325 élèves appuyés en fournitures scolaires
CONCEPT	Protection sociale	Accompagnement des bénéficiaires du PNBSF phase II	Saint-Louis	101 482 207		De juin 2017 à mai 2018

CONCEPT	Protection sociale	Accompagnement des bénéficiaires du PNBSF phase III et avenant	Saint-Louis	100 342 957		D'octobre 2018 à septembre 2019
CONCEPT	Protection sociale	Projet Yok Koom Koom	Saint-Louis	99 479 866		Démarrage en décembre 2018 pour 9 mois
Enda Jeunesse Action	Protection sociale	Programme Aar Sunu xaléyi	Saint-Louis	30 749 605	Non application de la loi contre les auteurs de la traite des enfants, Capacité d'accueil réduite des centres d'hébergement réglementaires pour la mise en abris des enfants victimes	Education de base et protection des enfants, droits sexuels et santé de la reproduction, traite et migration précoce des enfants, renforcement des capacités organisationnelles constituent les différentes thématiques d'intervention
Plan International	Protection sociale	Projet de protection des enfants	Saint-Louis	8 277 600	Dysfonctionnement des CDPE	5 journées de sensibilisation sur la traite des enfants, 15 foras populaires pour sensibiliser la population sur le travail domestique des enfants, 10 mobilisations sociales sur les violences faites aux enfants à l'école et dans les daara, 15 Fora Communautaires sur les mariages forcés, 25 journées de sensibilisation sur la déclaration des enfants à la naissance, 8 émissions radio pour augmenter le niveau de compréhension des communautés sur les déterminants des problématiques liées aux violences basées sur le genre, le travail des enfants et les mariages d'enfants, 35 enfants et jeunes leaders encadrés en vue d'une

						autopromotion soutenue des jeunes et des enfants, capable de développer des initiatives novatrices dans la prise en charge durable des problématiques de sauvegarde de catégories sociales vulnérables, célébration de la JEA en présence de plus de 600 personnes au niveau de l'UGB de Saint-Louis
TOSTAN	Protection sociale	Projet de lutte contre les mutilations génitales féminines et les mariages précoces	Dagana	73 691 788		Changement de comportement de certains membres des communautés
Total Protection sociale				**650 886 241**		
AFRICARE	Santé	Santé maternelle et néonatale	Podor	1 366 800		Rallonge du projet jusqu'en fin juillet 2018
ASBEF	Santé	Organisation d'une campagne "moytou nef"	Saint-Louis	1 581 300	Objectifs non atteints pour cause de télescopage avec d'autres ONG sur le terrain	Cette situation commande une mise en synergie des interventions et leur redistribution sur l'espace territorial de la du département, voire de la région.
ASBEF	Santé	Education sexuelle complète ESI	Saint-Louis	990 000		
ASBEF	Santé	Mise en place et gestion d'une clinique	Saint-Louis	25 480 000	Vétusté et insuffisance du matériel médical	Une demande d'appui a été adressée à la commune

ASBEF	Santé	Programme de Renforcement Nutritionnel	Dagana	ND		Phase de signature de la convention de partenariat, aucune action n'a été relevée lors des conférences départementales
Centre de Recherches Biomédicales-Espoir Pour la Santé (CRB EPLS)	Santé	Projet de Restauration d'une pêcherie durable de Macrobrachium pour la génération de revenus et le contrôle de la bilharziose dans la vallée du Fleuve Sénégal	Saint-Louis	445 674 000	Difficultés à trouver et à maintenir du personnel qualifié acceptant les exigences de la production en termes d'horaires, lenteurs administratives notées dans l'obtention de l'agrément pour le programme d'investissement	
Centre de Recherches Biomédicales-Espoir Pour la Santé (CRB EPLS)	Santé	Projet d'Etude clinique de la prévalence de l'infection à la tuberculose menée à Saint-Louis chez les enfants de moins de 12 ans dans le cadre du développement d'un nouveau vaccin pédiatrique contre la tuberculose	Saint-Louis	463 162 000	Lenteurs dans la mise en place de l'équipe projet et dans l'obtention de l'agrément pour le programme d'investissement	Le retard noté dans le démarrage des activités n'aura pas d'impacts négatifs sur la qualité des études
CHILD FUND	Santé	Projet de renforcement des capacités des acteurs de la santé	Dagana	9 267 625		Formations : DSDOM, ASC, comités de santé (DS Rd-Toll exécutées)
MACEPA	Santé	Projet d'appui à la riposte contre le paludisme	Dagana et Podor	83 721 218	Rétention des informations, Panne fréquente de la logistique roulante (moto), Inaccessibilité géographique (pour certaines zones en période	Incidence sur le paludisme (0,73% en 2017), Notification hebdomadaire des informations, Dotation en moyens logistiques (moto, véhicule, ordinateur, imprimante)

					hivernale), Gestion transfrontalière des cas	
Plan International	Santé	Projet de Lutte contre la malaria, IST/SIDA et la Tuberculose	Saint-Louis	35 524 450	Implication effective des collectivités territoriales dans la mise en œuvre du projet	24 OCB pour la mise en œuvre du paquet d'activités contractualisées, 1 095 causeries sur le Paludisme touchant 22 293 personnes dont 17 546 femmes, 4 418 hommes et 329 enfants de 0 à 10 ans, 345 causeries sur la tuberculose touchant 8 265 personnes dont 5 078 femmes, 2 451 hommes et 736 enfants de 0 à 10 ans, 315 causeries sur les IST/VIH SIDA touchant 6 501 personnes dont 3 639 femmes, 1 174 hommes et 170 enfants de 0 à 10 ans, 129 mobilisations sociales thématiques, 48 séances de destruction de gites larvaires, 9 297 visites à domicile sur le Paludisme et la Tuberculose touchant une population de 47 169 personnes dont 10 375 hommes, 21 567 femmes et 15 227 d'enfants de 0 à 10 ans
Plan International	Santé	Projet Santé de la reproduction des jeunes et des adolescentes	Saint-Louis	4 100 000		18 points focaux enseignantes des 9 CEM et 3 représentants des inspections de l'éducation de la formation pour une démultiplication au niveau des collèges et offre leurs services aux filles et garçons des CEM et des

						quartiers/villages, 88 causeries sur la SRAJ touchant en moyenne 1 485 filles et 990 garçons, reproduction d'outils de communication sur la SRAJ
Plan International	Santé	Projet de lutte contre la tuberculose, le VIH et paludisme	Podor	6 369 600		
Plan International	Santé	Projet de Lutte contre les Maladies Tropicales Négligées (MTN)	Région	102 922 550	Retard de l'étude de base (situation de référence)	
Rainbow For Africa Turin	Santé	Mise à disposition d'une ambulance médicalisée au poste de santé de Kassack Sud	Dagana	26 750 000		Une ambulance médicalisée fonctionnelle
WASH	Santé	Projet de dotation de kits d'hygiène	Podor	11 553 773		Postes de santé de Podor et de Pété.
Association «MAMA AFRICA France »	Santé, éducation, tourisme, entreprenariat féminin		Podor	ND		
Total Santé				**1 218 463 316**		
Total de l'Axe 2				**3 926 390 453**		
RADDHO	Protection des droits humains	Plaidoyer ciblant les collectivités territoriales pour une prise en compte effective des droits des groupes vulnérables	Saint-Louis	1 250 000	Budgets des CT restrictifs, CT non progressistes dans la planification du développement	

RADDHO	Protection des droits humains	Formation des militants sur les techniques d'enquêtes sur les violations des droits humains	Saint-Louis	360 000		
RADDHO	Protection des droits humains	Suivi des politiques économiques et sociales	Saint-Louis	584 000		
RADDHO	Protection des droits humains	Etude sur la gestion du gaz et du pétrole : quel plaidoyer pour la participation du public?	Saint-Louis	768 000		
Total Protection des droits humains				**2 962 000**		
Total de l'Axe 3				**2 962 000**		

L'analyse des données collectées, dans le cadre du suivi des activités des trente-sept (37) ONG répertoriées dans la région révèle que le secteur économique focalise une grande partie de leurs interventions.

Toutefois, il faut souligner, pour le regretter, que les données financières relatives aux interventions de certains projets et programmes ne sont pas disponibles ou le sont sous forme agrégée pour plusieurs régions. Cette situation rend difficile voire impossible l'évaluation financière des actions des ONG à l'échelle régionale.

Les interventions des ONG ont couvert nombre de secteurs clefs de la vie socioéconomique de la région, à savoir la santé, l'éducation, l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, l'assainissement, l'hydraulique, l'Elevage, l'énergie, l'environnement et gestion des ressources naturelles, la protection sociale, la promotion économique de la femme et les droits humains.

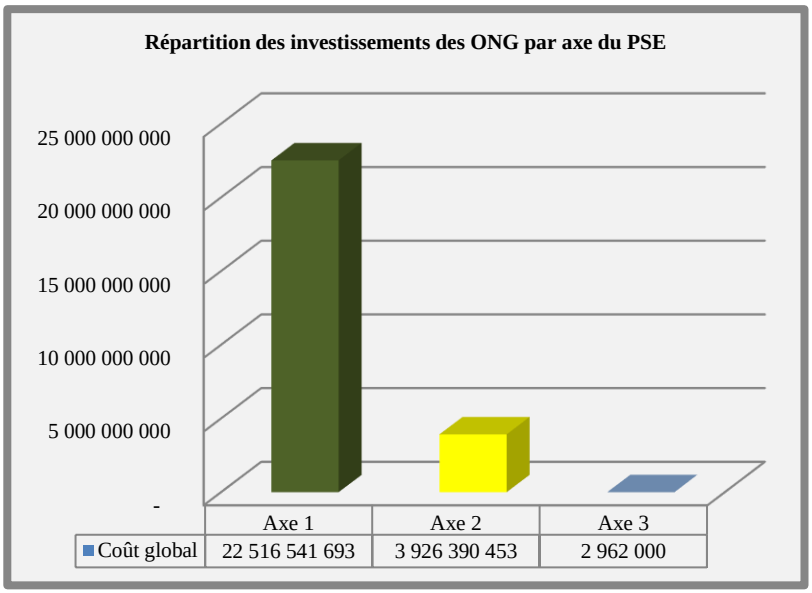
Toutefois, l'indisponibilité des programmes d'investissement des ONG rend difficile leur suivi-évaluation.

Sur le plan des orientations nationales définies par les pouvoirs publics, les différents projets et programmes en cours d'exécution dans la région, contribuent à la réalisation des objectifs déclinés dans le Plan Sénégal Emergent (PSE) au travers de ses trois axes stratégiques que sont :

Axe 1. Transformation structurelle de l'économie et croissance ;
Axe 2. Capital humain, Protection sociale et Développement durable ;
Axe 3. Gouvernance, Institutions, Paix et Sécurité.

Dans ce cadre, soixante-dix (70) projets et programmes pilotés par les ONG répertoriées dans la région dont quatre (04) interrégionaux, sont en cours d'exécution, clôturés ou en phase d'implantation. Aussi, le volume du financement de ces projets et programmes s'élève-t-elle à vingt-six milliards quatre cent quarante-cinq millions huit cent quatre-vingt-quatorze mille cent quarante-six francs CFA (26 445 894 146 F CFA), compte non tenu des projets dont l'information financière n'est pas disponible et de ceux dont l'information financière est disponible sous format agrégé qui ne permet pas d'apprécier la part destinée à la région.

Toutes les interventions des ONG de la région sont censées satisfaire une demande sociale, sans cesse, croissante. Cependant, l'appréciation des effets de toutes ces actions sur le vécu quotidien des bénéficiaires se heurte à la faiblesse des ressources, tant humaines, matérielles que financières qui caractérise nombre de services déconcentrés de l'Etat investis, entre autres, de missions dans le suivi-évaluation des interventions au niveau territorial sous le contrôle des autorités administratives.

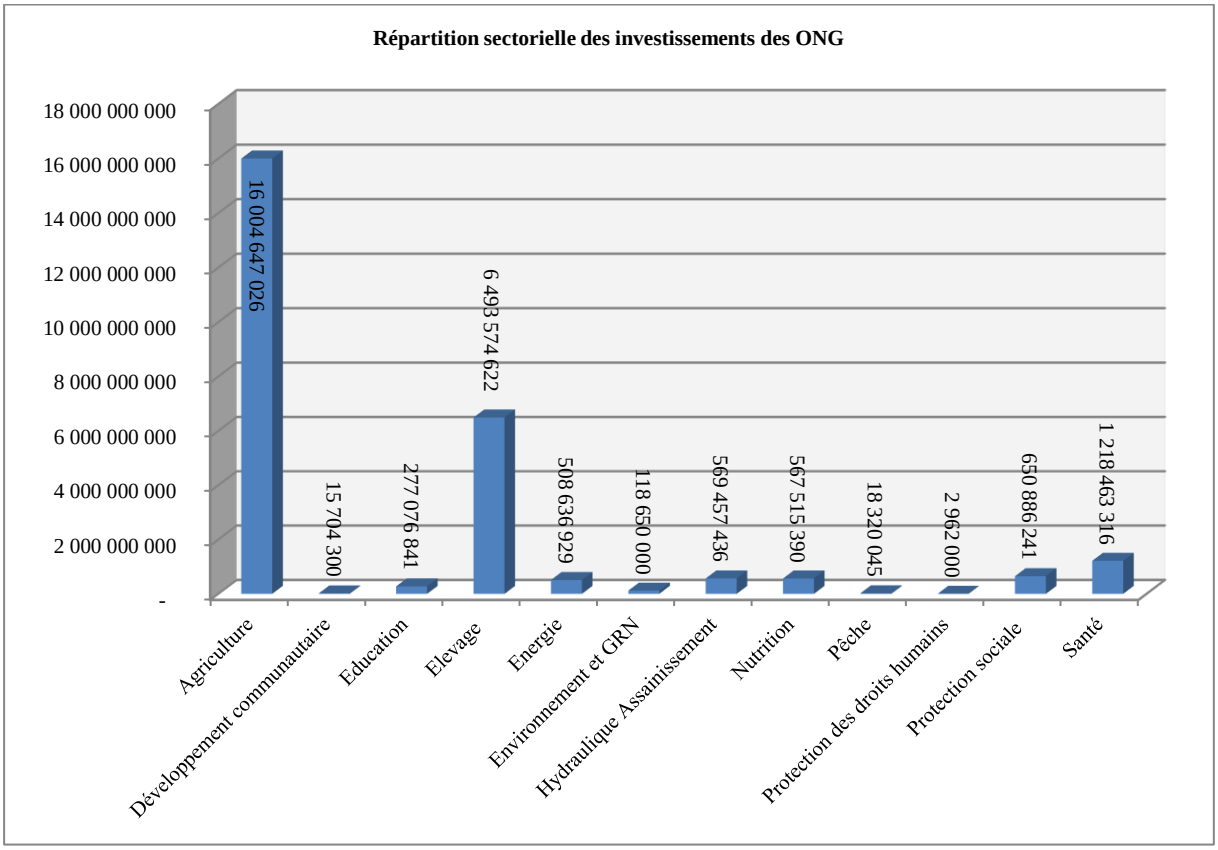


Les ONG contribuent à la réalisation des objectifs du PSE à travers ses trois axes stratégiques.

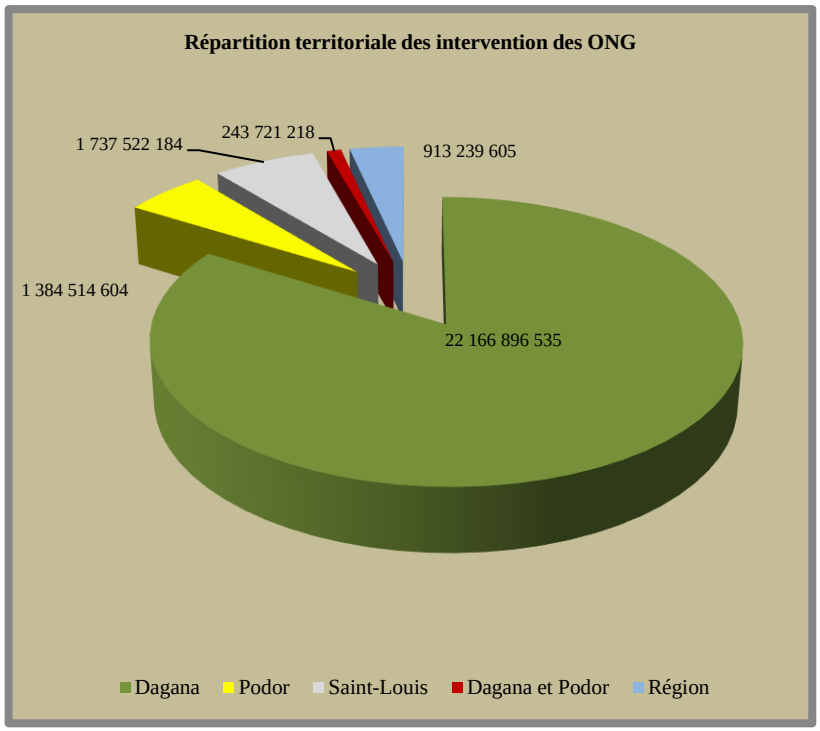
En effet, l'axe 1 concentre 85,14% des investissements des ONG, suivi de l'axe 2 avec 14,85% et l'axe 3 qui n'a bénéficié que de 0,01% du volume de financement enregistré par la région.

L'importance des potentialités hydroagricoles, sylvo-pastorales et halieutiques, conjuguée aux enjeux liés à la problématique de la malnutrition et à la récurrence de certaines pathologies, justifient l'attractivité des axes 1 et 2 du PSE dont les activités qui s'y attachent constituent les facteurs clefs du dynamisme socioéconomique régionale.

Analysé sous l'angle des secteurs, l'agriculture est en tête suivi de ceux de l'élevage, de la santé, de l'hydraulique/assainissement, de la protection sociale, de la nutrition, de l'énergie, de l'éducation.



La répartition des investissements par département place Dagana (84%) en première position, suivi, respectivement, de Saint-Louis (7%) et de Podor (5%). Le reste des investissements soit 4% concerne deux (2) voire trois (3) départements. A ce propos, il faut noter des difficultés liées à l'absence de données financières et autres informations pertinentes. Ces difficultés s'expliquent par le caractère interdépartemental et interrégional qui ne permet pas la désagrégation des données.





7. SYNTHESE DES DIFFICULTES ET RECOMMANDATIONS

Difficultés rencontrées

L'exécution des projets et programmes au niveau de la région se déroule bien, dans l'ensemble. Cependant, certaines contraintes majeures ont été identifiées dont les plus importantes sont :

- l'indisponibilité des informations financières au niveau régional ;
- la conduite de certains projets et programmes territoriaux par des équipes-cadres à partir du niveau central ;
- les manquements récurrents imputables à certaines entreprises attributaires de marchés des projets et programmes publics ;
- le déficit de communication dans le pilotage de certains projets et programmes ;
- la faible implication des services techniques déconcentrés de l'Etat (STDE) dans le suivi de l'exécution de certains projets et programmes.
- la non mise à disposition des programmes d'investissements des ONG.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

La région de Saint-Louis a bénéficié d'un important portefeuille de projets et programmes mis en œuvre par l'Etat, les collectivités territoriales et les Organisations Non gouvernementales qui ont impacté significativement les conditions de vie des populations.

Cependant, pour un meilleur suivi-évaluation, les recommandations suivantes ont été formulées par la conférence :

- ⇨ systématiser pour chaque projet et programme une note d'information à l'attention des autorités administratives et locale ;
- ⇨ territorialiser les procédures de contrôle et d'approbation des marchés en révisant certains seuils pouvant entrainer des lenteurs dans la mise en œuvre des projets ;
- ⇨ assurer une application plus rigoureuse des règles de gestion administrative des marchés publics ;
- ⇨ renforcer la communication autour de la conférence territoriale ;
- ⇨ renforcer le dispositif de suivi des programmes et projets au niveau régional, départemental et local en relation avec les services centraux à travers la déclinaison du Bureau Opérationnel de Suivi du PSE (BOS) ;
- ⇨ mettre à la disposition des autorités administratives et locales toutes les informations relatives aux projets et programmes exécutés au niveau territorial ;
- ⇨ mettre à la disposition des autorités administratives et locales le répertoire des points focaux et/ou responsables de suivi-évaluation des différents projets, programmes, des ONG et autres structures gérant des données essentielles pour la maitrise de l'information territoriale ;
- ⇨ renforcer les capacités d'intervention des autorités administratives, locales et des services techniques déconcentrés (moyens logistiques, financiers et humains) ;
- ⇨ renforcer le système d'information géographique adossé à la base de données régionales logée à l'Agence régionale de Développement (démographiques, environnementales, économiques, sociales, infrastructurelles, …) ;
- ⇨ assurer le financement de l'organisation semestrielle des conférences territoriales ;

- assurer un meilleur accompagnement des promoteurs publics et privés à l'échelle de la région ;
- renforcer et responsabiliser davantage les STD dans l'exécution et le suivi des projets et programmes en cours dans la région ;
- mettre à la disposition des autorités administratives les programmes d'investissement des ONG approuvés par le gouvernement du Sénégal ;
- renforcer les capacités des comités locaux de suivi des ONG en suivi-évaluation.

Conférence de presse en image



